



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GÉNÉRALE

E/CN.14/707

E/CN.14/TECO/41

27 février 1979

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

DOCUMENT DE CONFERENCE

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité technique d'experts
Septième session

Rabat, 12 - 16 mars 1979

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quatorzième session /
Cinquième réunion de la
Conférence des ministres

Rabat, 20 - 28 mars 1979



PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1980 ET 1981

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>		<u>Page</u>
ABREVIATIONS - - - - -	iii)	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES	195
Introduction - - - - -	1	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU -	100
AGRICULTURE - - - - -	7	ENERGIE - - - - -	103
PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT	16	CARTOGRAPHIE - - - - -	109
PROMOTION DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION ECONOMIQUES - -	27	ENVIRONNEMENT - - - - -	112
ENSEIGNEMENT, FORMATION, TRAVAIL ET GESTION - - - - -	34	POPULATION - - - - -	115
ETABLISSEMENTS HUMAINS - - - - -	45	ADMINISTRATION PUBLIQUE ET FINANCES -	121
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL - - - - -	52	POLITIQUES ET INSTITUTIONS FISCALES, MONETAIRES ET FINANCIERES - - -	129
COMMERCE INTERNATIONAL - - - - -	71	SCIENCE ET TECHNIQUE - - - - -	131
RESSOURCES HUMAINES - - - - -	86	DEVELOPPEMENT SOCIAL - - - - -	135
RESSOURCES NATURELLES - - - - -	93	STATISTIQUES - - - - -	149
		TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME	154

ABREVIATIONS

AAASA	Association pour l'avancement en Afrique des sciences de l'agriculture
AAFRA	Association des compagnies aériennes africaines
AESA	Association pour l'enseignement social en Afrique
AID	Agency for International Development (Etats-Unis d'Amérique)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BAD	Banque africaine de développement
BCT	Bureau de la coopération technique
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BIT	Bureau international du Travail (secrétariat)
BOB	Bureau des organisations bénévoles
BRI	Banque des règlements internationaux
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CAFAC	Commission africaine de l'aviation civile
CAFRAD	Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement
CARFF	Centre africain de recherche et de formation pour la femme
CDPPP	Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEE	Communauté économique européenne
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CIEA	Centre international d'études agricoles
CIEH	Comité intra-africain d'études hydrauliques
GILSS	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CNRET	Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CPCM	Comité permanent consultatif du Maghreb
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CSDHA	Centre pour le développement social et les affaires humanitaires
CSTR	Commission scientifique, technique et de la recherche
DANIDA	Danish International Development Agency (Organisme danois de développement international)

FAC	Fonds d'assistance et de coopération
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FES	Friedrich Ebert Stiftung
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement
IDEP	Institut africain de développement économique et de planification
IIAP	Institut international d'administration publique (Paris)
IISA	Institut international des sciences administratives (Bruxelles)
ITC	Centre du commerce international
ITFD	Division des questions commerciales et financières internationales
OCAM	Organisation commune africaine et mauricienne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODA	Overseas Development Administration
ODTA	Organisation pour le développement du tourisme en Afrique
OIT	Organisation internationale du Travail
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PAMMD	Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SELA	Système économique latino-américain
SIDA	Swedish International Development Agency (Organisme suédois de développement international)
SIFIDA	Société internationale financière pour les investissements et le développement en Afrique
TIM	Transport international multimodal

UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UGGI	Union géodésique et géophysique internationale
UIOOT	Union internationale des organismes officiels de tourisme
UIT	Union internationale des télécommunications
UNDAT	Equipe multinationale interdisciplinaire de conseillers des Nations Unies pour le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UPU	Union postale universelle
URTNA	Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1980 ET 1981

Introduction

1. Les hypothèses à la base du programme de travail exposé dans le présent document sont la nécessité d'un accroissement du degré d'autonomie économique et la mise en place, à l'intérieur des pays de la région, considérés isolément et collectivement, des éléments d'une force autonome de croissance et de diversification, capable d'être orientée de façon à répondre à un ou à plusieurs des objectifs de politique socio-économique. Parmi ces éléments figureraient une croissance accélérée et diversifiée pour faire face aux besoins des masses, le développement généralisé des aptitudes à produire et à conserver des revenus réels, la réduction du chômage et l'atténuation des caractéristiques actuelles de la croissance des villes accompagnée de la pauvreté.
2. Avant de parler des fondements stratégiques et du fond du programme, il est nécessaire d'attirer l'attention sur certaines de ses caractéristiques organiques. L'une d'elles est qu'il existe un rapport étroit entre les projets des quatre catégories de classification, de sorte que la même question est traitée sous les rubriques "Assistance aux pays et territoires", "Etudes" et "Conférences, réunions, etc."; parfois elle est reprise, également, sous la rubrique "Rassemblement et diffusion de renseignements". Il en est résulté un renforcement de l'efficacité d'un programme ou d'un sous-programme.
3. La deuxième caractéristique organique a trait à la présentation des secteurs par sujet. Les projets qui apparaissent dans différents programmes sont rassemblés, en vue de faciliter la compréhension, sous une seule et même rubrique et sont placés à l'endroit approprié, par exemple les pays les moins avancés sous la rubrique "Recherche et planification socio-économiques", le développement rural intégré sous la rubrique "Développement social", la coopération économique entre régions en développement sous la rubrique "Promotion de la coopération et de l'intégration économiques". Ce principe est étendu sous une forme modifiée aux industries multinationales de base et stratégiques qui apparaissent sous des rubriques distinctes, à savoir : industrie, main-d'oeuvre, ressources naturelles. C'est ce principe qui sera suivi dans les paragraphes suivants de la présente introduction pour expliquer la relation du Programme de travail avec la stratégie telle qu'elle est définie dans le Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique au cours de la période 1976-1981-1986 (E/CN.14/ECO/90/Rev.3), modifié et approuvé lors de la session extraordinaire du Comité exécutif.
4. Une troisième caractéristique organique apparaît dans la grande classification des divers programmes, dans tous les cas applicables, en : I. Programme général, II. Programme régional, III. Programmes sous-régionaux et IV. Programme interrégional, exercice rendu nécessaire par la fusion du Programme de travail de la CEA et de ceux des MULPOC ou par les transferts au programme de la CEA d'éléments des programmes des MULPOC.
5. La quatrième caractéristique qui va plus loin que les simples considérations organiques est le transfert des concepts et des propositions de politique générale d'un théâtre d'intervention à un autre. C'est ce qui apparaît très clairement dans le programme sur le commerce et le financement internationaux où l'on a adopté une conception plus large des obstacles au commerce intra-africain (projets 342.02, 342.03, 342.05). Ces projets

constituent la base d'un examen attentif des conditions des négociations commerciales multinationales à l'intérieur de la région. Le Programme comprend maintenant des éléments importants des mécanismes commerciaux internationaux requis à l'intérieur de la région, qui avaient été négligés jusqu'ici, tels que les bourses de produits de base (projet 342.00).

6. La cinquième caractéristique est le fait que l'on reconnaît dans plusieurs programmes les aspects relevant de la politique à suivre et de la planification, les aspects relevant des ressources humaines ou de la création d'institutions. Parmi les nombreuses institutions importantes proposées, trois méritent une attention spéciale : le Centre africain pour l'analyse détaillée des politiques du secteur public et les études stratégiques (projet 501.28), et la Banque régionale africaine de données (projet 541.05).

7. Il faut ajouter qu'en raison d'insuffisances terminologiques dans la quadruple classification mentionnée ci-dessus, même des activités destinées à créer des choses concrètes apparaissent inévitablement sous la rubrique "Etudes", ce qui cache un glissement important entre l'établissement des rapports et de la documentation et la réalisation de projets tangibles.

8. La stratégie à la base du programme est fondée sur les propositions du nouvel ordre économique international énoncées en fonction des caractéristiques et des problèmes socio-économiques de la région. Le programme reflète la nécessité de progrès rapides, simultanés et interdépendants sur plusieurs fronts stratégiques, et il tient compte du faible niveau actuel d'autonomie, de croissance autonome et de diversification structurale qui caractérise la plupart des pays de la région. Ce faible niveau est dû en partie au fait que sur les 47 pays indépendants de la région, 26 ont une population estimée à quelque 5 millions d'habitants ou moins, et que deux seulement comptent plus de 30 millions d'habitants. Vingt des 29 pays les moins avancés du monde en développement appartiennent à la région. On sait très bien que la production de subsistance domine dans la région, de même que dominant un ou deux produits de base dans les exportations nationales. En ce qui concerne l'industrie, la contribution de la région à la production mondiale de produits métalliques et d'articles des industries mécaniques et électriques est restée inchangée, se situant à 0,2 p. 100 au cours des 15 années allant de 1955 à 1970*. En fait la proportion des produits métalliques et des produits des industries mécaniques et électriques dans la production industrielle totale de la région semble avoir décliné**. La conclusion suivante est encore plus frappante : "De toutes les régions en développement, l'Afrique a le taux le plus faible de production des industries mécaniques et électriques par rapport aux importations des produits de ces industries***. Ces points sont importants étant donné que "les industries mécaniques et électriques se distinguent par le fait qu'elles fournissent les moyens de production non seulement aux autres secteurs de l'économie, mais aussi à elles-mêmes et qu'elles permettent aussi de pourvoir aux changements quantitatifs et qualitatifs nécessaires dans la gamme des biens de production du fait de l'expansion et de l'amélioration technologique de la production****".

* Commission économique pour l'Europe : Le rôle et la place des industries mécaniques et électriques dans les économies nationales et dans l'économie mondiale - document ECE/ENGIM/3/Vol. I page 11 de la version anglaise.

** Ibid., page 2 de la version anglaise.

*** Ibid., page 180 de la version anglaise (traduction non officielle).

**** Ibid., page 33 de la version anglaise (traduction non officielle).

9. Il ressort de ce qui précède ainsi que des autres études et de leurs conclusions que les industries métallurgiques et mécaniques, qui sont le "vecteur" le plus important des innovations techniques, sont caractérisées par leur insuffisance et la lenteur de leur croissance dans de grandes parties de la région.

10. Plus concrètement, la stratégie sur laquelle repose le programme accorde une importance particulière au développement de l'industrie, à la transformation de l'agriculture et à l'encouragement du développement accéléré du secteur rural qui doivent créer entre ces secteurs des interactions positives ayant pour résultat d'encourager la croissance et la diversification. Les sous-secteurs du secteur industriel sont conçus comme les éléments d'une même structure dynamique et non comme un ensemble fortuit et disparate d'entreprises, d'activités et de produits industriels. Le développement de l'industrie est envisagé comme une chaîne allant des industries multinationales de base d'importance stratégique (section 332) aux industries nationales et rurales; liées, le cas échéant, à des accords de complémentarité et à des sous-contrats (projets 334.03, 334.27 et 332.02 A). Il doit être assuré grâce aux sociétés multinationales africaines appuyées par les banques multinationales de développement minier et industriel (projet 515.03), aux accords à long terme en vue de la fourniture de matières premières, de produits intermédiaires et de produits finis, au développement des transports de surface (projet 553.A.02 et section 552) et à l'adoption, sur une base régionale, de normes communes d'études techniques pour les produits essentiels. La société multinationale africaine aurait parmi ses fonctions, l'évolution et les innovations technologiques et leur diffusion, l'encouragement de l'amélioration des techniques de gestion et un appui d'ensemble accordé aux industries de son secteur particulier. Elle négocierait des entreprises communes et des contrats de technologie et encouragerait les exportations de produits manufacturés vers les autres continents. Les machines-outils relèvent des projets 332.01 B) a) ii) et 332.28 B).

11. Pour que le multiplicateur industriel puisse agir, il faut que les compétences soient améliorées dans les domaines des enquêtes industrielles, de l'étude, de l'analyse et de la planification des projets industriels - projet 331.06 - de la conception et de l'utilisation de mesures de protection et les mécanismes de réglementation; et les résultats obtenus dépendront de la qualité, de l'orientation et de la quantité des ressources relevant de l'esprit d'entreprise - projet 242.02 - ressources dans lesquelles on fait entrer le développement des aptitudes à la gestion - projets 441.01 a) v), 441.02 et 262.27 iii) - et des services de consultants en matière de gestion - projets 441.01 a) ii) et 441.31) - ainsi que de l'offre et de la qualité du personnel technique - projets 261.03, 261.27, 262.27 i). Ils dépendront aussi de l'organisation et des méthodes de fonctionnement des institutions chargées de mobiliser et de déployer l'épargne intérieure - projets 245.02 et 245.03 - de la valeur des institutions et des services auxiliaires - projets 333.01, 333.03, 333.04, 333.26 et 334.01 - ainsi que de l'accès aux renseignements sur les techniques disponibles.

12. La Division des ressources naturelles accordera une attention particulière aux matières premières nécessaires à cette industrie (et à d'autres industries) (section 464) tandis que les problèmes de l'offre et de la demande seront examinés par la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre - projets 441.02 et 441.27. Il faudra également étudier les éléments de ces industries relevant des techniques sous l'angle des mécanismes et des conditions voulus pour leur acquisition ainsi que des coûts qui en résulteront. Une activité considérable de création ou d'amélioration des institutions nécessaires devra être entreprise, y compris celles qui ont été recommandées par la troisième Conférence CEA/OUA/ONUDI des ministres de l'industrie qui s'est tenue à Nairobi en décembre 1975 - section 333, projets 334.01 a) ii) et 334.02.

13. Une impulsion sera donnée à la transformation de l'agriculture en partie grâce à l'amélioration des politiques, de la planification et des institutions - projets 211.02, 211.04, 212.05 et 212.01 iii); en partie grâce à l'amélioration de la fourniture des facteurs de production - projets 211.01 x), 213.02, 334.01 ii), 442.01 a) iii), 442.27, 261.27 et enfin à la réorganisation de l'agriculture (section 212). D'autres projets contribuant à l'amélioration de l'agriculture sont évoqués sous la rubrique "Développement rural intégré". Une attention particulière sera consacrée à la production vivrière et à la commercialisation des produits alimentaires (technologie - projet 213.01 a) ii); politiques des prix - projets 213.03 et 214.02; stockage - projets 214.04 et 214.05; transformation - projet 214.04; marchés et commercialisation - projet 214.02. Il n'est guère besoin de préciser les liens existant avec l'industrie : équipement agricole (y compris les pièces détachées, les accessoires et les éléments); les instruments et les outils, les produits chimiques nécessaires à l'agriculture, l'emballage et les transports, l'approvisionnement en eau et en électricité et les biens de consommation durables.
14. La recherche de solutions aux problèmes de la transformation du milieu rural est présentée dans un programme spécial. Il s'agit de l'organisation dans l'espace des activités économiques [planification régionale, la conception et les effets des pôles de croissance; les politiques d'urbanisation (projet 291.01)] ainsi que la création d'une infrastructure rurale - électrification (section 472), sources nouvelles d'énergie (section 473), approvisionnement en eau (section 466) et télécommunications (projet 556.07).
15. Une attention particulière est accordée au développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment (section 292) tandis que le mécanisme nécessaire est pris en considération dans les projets 501.03 et 501.27.
16. Les liaisons avec l'industrie, en dehors de celles qui fournissent les facteurs de production nécessaires à l'infrastructure mentionnés ci-dessus, sont examinés au projet 292.01 a) iv) et à la section 334. Les liaisons avec l'agriculture sont exposées à la section 212.
17. Pour une région dont les caractéristiques de la population sont celles qui sont précisées au paragraphe 7, la notion de grandeur revêt une importance considérable pour la croissance économique autonome et la diversification. Les conditions requises à cet égard sont l'extension et le développement du marché intérieur associés non seulement à la planification régionale et au développement rural intégré mais aussi à plusieurs autres projets (214.02) concernant le transfert du pouvoir d'achat aux zones rurales (213.03), la politique des prix alimentaires; projets ayant pour objet l'extension de l'emploi, examinés ci-après et 501.02 touchant les mécanismes administratifs relatifs au commerce intérieur ainsi que le projet 9.243.06. De plus les marchés intérieurs sont reliés par des transports de surface combinés (section 552 et projet 551.06). Les possibilités de développement du transport aérien des marchandises ne sont pas négligées comme en témoigne la section 553. Les mécanismes institutionnels comprennent : des bourses de produits de base (projet 342.04); des organismes nationaux d'achat et d'approvisionnement (projet 504.31); des accords à long

terme pour la fourniture et l'achat de matières premières, de produits semi-finis et finis (projets 342.03 et 342.02); des systèmes d'assurance-crédit à l'exportation et de financement des exportations [projet 342.01 a) i)]; la détermination des conditions des négociations commerciales intra-africaines (projet 342.30); des systèmes de paiement (projets 515.02 et 515.26); la réglementation effective du commerce extérieur par des structures nationales (section 342) et la normalisation [projet 521.01 a) iii)].

18. La prise en considération de la notion de "grandeur" peut également être considérée comme un élément de l'effort visant à lever les contraintes géographiques ou les contraintes dans le domaine des produits de base existant actuellement en ce qui concerne le commerce extra-africain grâce au développement des échanges avec d'autres régions en développement (projet 341.07 concernant les pays socialistes). L'accroissement de ces échanges dépend en partie des progrès qui seront réalisés dans la restructuration des transports maritimes et aériens [projets 552.01 a) iv), 552.02]. Voir également la section 9.250.

19. L'un des grands objectifs de la politique socio-économique est la réduction du chômage. Celle-ci dépendra en partie du rythme de développement de l'industrie, de l'agriculture et du secteur rural non agricole et en partie des techniques adoptées pour réaliser ce développement. On s'attend, en particulier, que le développement de l'infrastructure rurale et des industries du bâtiment et des travaux publics influera considérablement sur ce problème. Il en va de même pour les industries extractives ainsi que la petite industrie rurale. L'enseignement scolaire et extra-scolaire ainsi que les services médicaux et sanitaires ruraux sont normalement des activités fondées dans une mesure considérable sur le "travail".

20. Deux facteurs critiques qui influent sur le taux d'expansion de l'emploi devront retenir particulièrement l'attention : premièrement, le taux auquel des compétences peuvent être acquises pour répondre à l'évolution des besoins ou aux degrés de perfectionnement et s'adapter aux modifications sectorielles de la structure de la production, et deuxièmement, le nombre et la qualité des ressources relevant de l'esprit d'entreprise, élément longtemps négligé. La région doit radicalement changer sa conception de la création des compétences et de la stimulation de l'esprit d'entreprise. Le niveau extrêmement bas de la production des industries mécaniques (y compris la fabrication de pièces détachées, d'accessoires et autres éléments) indiqué dans l'étude réalisée par la Commission économique pour l'Europe, ainsi que les nombreuses perspectives offertes aux produits des techniques appropriées permettent de penser que l'expansion industrielle engendrera de nombreuses possibilités d'emploi. Du fait de la structure par âge des populations africaines, les programmes à l'intention de la jeunesse (section 533) sont particulièrement importants.

21. Le deuxième objectif de la politique socio-économique est la réduction de la pauvreté généralisée. Dans la région il en découlera, dans une large mesure en milieu rural, une répartition étendue des aptitudes à engendrer des revenus et à les conserver. L'expansion de l'emploi ainsi que le recours à des politiques des prix et à des mesures fiscales pour réaliser des transferts de revenu constituent trois instruments puissants pour atteindre cet objectif. La restructuration des marchés intérieurs, dont la réduction des frais de distribution et de commercialisation sont deux éléments essentiels, constitue un quatrième instrument.

22. On peut envisager les ressources nécessaires de différentes façons. D'une part, les ressources d'origine locale qui réclament des activités de prospection, d'évaluation et d'amélioration; d'autre part, celles que l'on doit importer. Ces dernières peuvent être classées en deux catégories : celles que l'on peut obtenir grâce à l'amélioration des positions commerciales et celles qu'il est possible de se procurer grâce à un transfert accru de la propriété aux autochtones et à une meilleure répartition des facteurs de production. D'autres classifications concernant les degrés de nécessité et l'adaptation aux buts et aux objectifs des plans. L'amélioration de la position commerciale est visée dans les projets ci-après : 341.02 et 341.26 - possibilités d'importer en commun des produits essentiels (y compris les accords d'achat multinationaux); 341.03 - création d'entreprises multinationales d'importation et d'exportation et section 344 - établissement d'institutions commerciales et renforcement de celles qui existent. La propriété élargie des facteurs de production influe sur les transports maritimes - projet 552.02. Deux éléments importants qui entraînent des prélèvements sur les ressources méritent une attention particulière. Le premier est le personnel qualifié, y compris les services d'experts-conseils, visé dans de nombreux projets concernant l'enseignement, la formation, le travail et la gestion ainsi que dans le programme relatif à l'intégration de la femme au développement - section 534. Le deuxième concerne les paiements qu'implique l'importation de techniques - section 520. L'existence de ressources est associée avec leur mobilisation et leur redéploiement - projets 245.02, 245.03, 245.26 et 515.03.

23. En ce qui concerne la technologie, il ressort pleinement des sections 9.521, 9.522 et 9.523 que l'attention a été opportunément portée sur le renforcement, à l'échelon du pays et sur le plan multinational, des aptitudes à organiser le transfert, l'adaptation et la mise au point de la technologie, au détriment de la question du coût de l'importation de technologies.

24. La coopération économique, qui est considérée comme cruciale et inévitable est prise en considération dans presque tous les programmes. Par ailleurs, l'accent est mis sur les concepts (section 246), les mécanismes (section 247) et le personnel (section 249). La nécessité de prendre des mesures concrètes en vue de favoriser la coopération entre régions en développement est pleinement reconnue (section 250).

25. La planification d'activités aussi complexes et interdépendantes exige manifestement une nouvelle manière de voir les choses. Tout d'abord il y a la conception unifiée - section 242 - qui souligne la nécessité d'aborder efficacement les multiples aspects de la planification; la section 482 relative à la dynamique de la population et les projets 481.03 et 481.05 relatifs aux mouvements de population et à leurs effets.

26. Aucune planification n'étant possible sans base de données suffisante, l'attention est appelée sur le projet 541.05 concernant une banque africaine de données ainsi que sur la corrélation étroite existant entre le programme de travail relatif aux statistiques et les autres programmes de travail.

27. La mise en oeuvre de politiques et de programmes exigera de nouvelles structures et une nouvelle organisation des administrations publiques - projet 501.02, ainsi que l'élargissement de l'entreprise publique et l'amélioration de ses résultats - section 503. Il n'est pas déraisonnable de supposer que les entreprises communes joueront un rôle majeur dans l'exécution de la stratégie et du programme d'activités proposés aux gouvernements. Il est presque inévitable que les sociétés transnationales participeront à ces processus - 9.345.

9.210 AGRICULTURE

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

9.211 Politiques, planification et programmation en matière de développement agricole

Autorisation : Mandat de la Commission; résolutions 220(X), 244(XI) et 246(XI) de la Commission; recommandations des septième, huitième, neuvième et dixième conférences régionales de la FAO pour l'Afrique; Déclaration de Freetown (novembre 1976); conférences de la CEA de Kinshasa et de Rabat.

But du projet : Aider les gouvernements des Etats membres à améliorer leurs politiques et plans de développement de l'agriculture afin d'en accroître l'efficacité aux fins d'un développement accéléré du secteur agricole fondé sur une stratégie tendant à l'autonomie et à la transformation du milieu rural, comprenant l'adoption d'une technologie appropriée.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.211.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour organiser, perfectionner et multiplier les moyens de rassemblement et de traitement des données relatives au secteur agricole;
- ii) Pour procéder à la planification à court et à long terme du développement de l'agriculture;
- iii) Pour échanger des données d'expérience et des avis concernant l'amélioration des politiques, la formulation et l'exécution de programmes de développement de l'agriculture;
- iv) Pour élaborer des plans et procéder à des études de pré faisabilité en vue de l'exécution de programmes de coopération multinationale visant à accélérer le développement du secteur agricole;
- v) Pour mettre au point et appliquer des politiques et des accords de coopération visant à développer la pêche;
- vi) Pour formuler des politiques et élaborer des programmes visant à assurer une conservation, une expansion et une exploitation efficace des ressources forestières axées sur des objectifs de développement à long terme (en coopération avec le Groupe consultatif CEA/FAO sur le développement des industries forestières);

vii) Pour appuyer des projets multinationaux;

viii) Pour une intégration des objectifs de l'enseignement et de la formation agricoles à tous les niveaux, compatible avec la planification et la programmation du développement agricole;

ix) Pour la mise en place de services consultatifs pour toutes les catégories de facteurs de production agricole.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.211.02

Analyser les rapports et les plans de développement nationaux et établir des rapports périodiques afin de mettre en évidence les obstacles au développement de l'agriculture, et proposer des mesures visant à améliorer les politiques de développement agricole ainsi que l'exécution des plans (1980-1981);

9.211.03

Analyser les législations forestières et les politiques de reboisement ainsi que le dispositif d'exploitation et de conservation des forêts en vue de favoriser l'équilibre écologique et de veiller à ce que les ressources forestières contribuent au maximum au développement socio-économique à moyen et à long terme des pays intéressés (1980-1981);

9.211.04

Apporter une contribution à l'"Etude des conditions économiques et sociales en Afrique" de la CEA (1980-1981);

9.211.06

Contribuer à l'"Etude de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture" de la FAO (1980-1981);

9.211.07

Procéder à des études prospectives à l'intention des pays africains qui en font la demande, en s'inspirant notamment des résolutions du Plan alimentaire africain (1980-1981);

9.211.11

Faire un inventaire complet des ressources halieutiques, de leurs modes d'exploitation et de transport ainsi que des produits dérivés nécessaires au développement de l'industrie de la pêche [voir également 9.211.01 (v) et 9.214.08 (1980-1981)];

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation, et groupes d'experts (1980-1981) :

9.211.26

Réunion d'experts sur le Plan alimentaire régional dont l'objet est d'identifier les priorités à respecter et les stratégies à suivre au niveau régional et sous-régional pour exécuter des projets relatifs au développement de la production alimentaire (1980); (en collaboration avec la FAO, le Conseil mondial de l'alimentation et la Banque africaine de développement);

9.211.27 Réunion intergouvernementale pour examiner les conclusions de l'étude sur la sylviculture (voir 9.211.03).

Programmes apparentés :

Collaboration avec le siège de la FAO et le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique (pour l'exécution de programmes pertinents), avec les divisions de la recherche et de la planification socio-économiques, de la statistique, du commerce international et des finances de la CEA et avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

9.211.12 Activités à entreprendre par les cinq MULPOCs pour donner suite au Plan alimentaire africain :

- i) Présentation du rapport concernant le Plan alimentaire africain dans des documents sous-régionaux (1980);
- ii) Mise en oeuvre des résolutions du Plan alimentaire africain au niveau sous-régional (1980-1981);

9.211.28 Formation et recherche agricoles en Afrique de l'Ouest (MULPOC de Niamey) :

- i) Analyser les programmes de travail des organisations intergouvernementales existantes en vue de recenser leurs besoins en matière de formation et de prendre des mesures en conséquence (1980);
- ii) Coordonner les activités de recherche et mettre en place un centre de recherche agricole pour l'Afrique de l'Ouest (MULPOC de Niamey) (1980);
- iii) Mettre au point et exécuter des projets visant à répondre aux besoins recensés dans le domaine de la recherche et de la formation agricole (1980).

9.212 Promotion du développement rural intégré et amélioration des institutions et services agricoles

Autorisation :

Résolutions 197(IX), 152(VIII), 289(XIII), 312(XIII) et 321(XIII) de la Commission; résolutions II et III de la Conférence mondiale de l'alimentation; résolution no. 4 de la onzième session du Comité exécutif de la CEA.

But du projet :

Premièrement, mettre les paysans mieux à même d'accroître leur production, leur productivité et leurs revenus en favorisant une approche intégrée du développement agricole, et deuxièmement améliorer les structures agraires et les organismes et services agricoles.

gorie A

ravaux :

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.212.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :
- i) Pour renforcer et améliorer les organismes et services d'appui ruraux et favoriser la coopération entre les pays dans le domaine de la conception et de l'exécution des programmes de recherche;
 - ii) Pour accroître l'efficacité des instituts nationaux et internationaux de recherche agricole et favoriser la coopération entre les pays dans le domaine de la conception et de l'exécution des programmes de recherche;
 - iii) Pour créer un centre régional pour un système d'information sur la recherche agricole en cours en Afrique;
 - iv) Pour assurer un appui aux projets multinationaux;
 - v) Pour concevoir et exécuter des programmes de réforme agraire;
 - vi) Pour concevoir et exécuter des projets de développement rural intégré et des programmes de peuplement et de réinstallation.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.212.04 Poursuivre les études sur l'évolution des structures agraires et des régimes fonciers en Afrique en mettant notamment l'accent sur les populations d'éleveurs et de nomades - voir 9.212.26 (1980-1981);
- 9.212.05 Etudier le mode d'organisation et les programmes des instituts internationaux de recherche agricole en Afrique en vue de mieux les coordonner avec les programmes de recherche, de formation et de vulgarisation des Etats membres africains - les conclusions de ces études serviront principalement aux séminaires prévus au titre du projet 9.212.26 (1980);
- 9.212.06 Faire une étude analytique des méthodes permettant de diffuser efficacement les innovations auprès des agriculteurs - les conclusions de cette étude serviront principalement aux séminaires prévus au titre du projet 9.212.26. Les gouvernements et les institutions s'occupant de recherche, de formation et de vulgarisation pourront également en prendre connaissance (1980-1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.212.20 Contribuer au "Progrès rural" et à d'autres publications pertinentes (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.212.26 Séminaires consacrés à l'application des résolutions de la Conférence mondiale de 1979 sur la réforme agraire et le développement rural (1980).

Programmes apparentés :

Collaboration avec le siège de la FAO et le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique (pour l'exécution de programmes pertinents) et avec la Division du développement social de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

a) MULPOC de la Communauté des Grands Lacs (Gisenyi)

9.212.07 Programme de mise en valeur de la vallée du Ruzizi (qui englobe les projets relatifs à l'agriculture, aux ressources naturelles, au commerce, au transport, à l'industrie et à l'environnement);

Phase I. Mission multidisciplinaire sur le terrain (1979) - achevée en 1979.

Phase II. i) Rapport de la mission; consultations au niveau des experts et des ministres en vue de définir des stratégies et des priorités et d'identifier des projets (1980);

ii) Mise au point des projets et exécution d'études de pré-faisabilité (1980-1981);

Phase III. Mise en train des projets : études de faisabilité, financement etc. (1981).

9.212.08 Développement rural intégré en Zambie et Tanzanie. (MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe) (1980-1981);

b) MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

9.212.09 Amélioration des instituts de recherche et de formation agricoles (1980-1981) :

i) Identifier les secteurs dans lesquels il conviendrait dans l'intérêt des Etats membres d'entreprendre en priorité des recherches agronomiques et recenser les organisations intergouvernementales existantes;

- ii) Recenser les instituts de recherche et de formation dont on pourrait améliorer, renforcer ou multiplier les activités et les installations de façon qu'ils puissent faire office d'instituts multinationaux;
- iii) Examiner le rapport du consultant avec les autorités compétentes en vue d'établir le descriptif du projet et d'entreprendre les études de faisabilité.

9.213 Développement de la production vivrière

Autorisation :

Résolution I de la Conférence mondiale de l'alimentation; résolution no. 1 de la dixième session et résolution no. 4 de la onzième session du Comité exécutif de la CEA; résolutions 256(VII) et 264(XII) de la Commission.

But du projet :

Mettre en évidence les problèmes posés par la production vivrière en Afrique ainsi que les possibilités qui s'offrent pour développer cette production et promouvoir une action concertée aux échelons multinational, sous-régional et régional en vue d'accroître la production vivrière et d'en améliorer la distribution.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.213.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour établir des programmes et des projets concernant la production alimentaire, y compris la production animale et les produits de la pêche;
- ii) Pour étendre et perfectionner la recherche dans le domaine de la technologie alimentaire en vue de maintenir l'approvisionnement alimentaire global et de promouvoir la substitution de produits locaux aux produits alimentaires importés tout en satisfaisant les besoins nutritionnels et les goûts des populations;
- iii) Pour fournir les services nécessaires au Comité ministériel africain de l'alimentation (en collaboration avec l'OUA);
- iv) Pour l'étude et la mise en oeuvre des propositions visant à instituer un système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture ainsi que pour l'application des propositions relatives à la surveillance nutritionnelle.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.213.02 Analyser les obstacles et les possibilités en matière d'accroissement de la production vivrière, et notamment de l'élevage, de la production animale et de la production halieutique, en vue de recommander les mesures à prendre au niveau régional pour accroître la production [voir 9.213.26 (1980-1981)];
- 9.213.03 Analyser l'offre et la demande pour les principaux produits alimentaires à l'échelon régional et sous-régional en vue de formuler des politiques appropriées en matière de prix [voir 9.213.26 (1980-1981)];
- 9.213.04 Poursuivre les études entreprises sur l'éradication de la mouche tsé-tsé, du stomoxe, de l'oseine et de la trypanosomiase (1980-1981);
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.213.26 Réunions intergouvernementales pour examiner les programmes régionaux de développement de la production vivrière et du commerce des produits alimentaires (1980-1981).

Programmes apparentés :

Collaboration avec le siège de la FAO et le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique (pour l'exécution de programmes pertinents), le FISE, l'OMS dans le domaine de la surveillance nutritionnelle, l'OUA et les Divisions de la statistique, du commerce international et des finances de la CEA.

III. PROGRAMME SCUS-REGIONAL (MULPOCs)

- 9.213.05 Examiner la situation alimentaire dans le Sahel et dans les pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest en tenant compte des conclusions de l'étude SCET/SEDES sur la stratégie de lutte contre la sécheresse pour la région du Sahel (1980-1981);
- 9.213.06 Poursuivre les activités visant à promouvoir la coopération multinationale en vue d'améliorer la qualité du bétail et de lutter contre les maladies des animaux en Afrique de l'Est et en Afrique australe [MULPOC de Lusaka (1980-1981)];
- 9.214 Institutions, services et facilités de commercialisation agricole

Autorisation :

Recommandations des neuvième et dixième conférences régionales de la FAO pour l'Afrique; résolution no. 1 de la dixième session et résolution no. 4 de la onzième session du Comité exécutif de la CEA; résolutions I, XVII et XIX de la Conférence mondiale de l'alimentation.

But du projet :

Aider les pays membres à améliorer leurs services de commercialisation agricole, à réduire au minimum les pertes après les récoltes, à améliorer l'entreposage et la conservation des aliments et à élargir le marché intra-africain pour les produits alimentaires et agricoles.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.214.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour formuler et mettre en oeuvre des programmes de commercialisation et pour améliorer les services de commercialisation et les installations d'entreposage;
- ii) Pour entreprendre des programmes visant à améliorer la commercialisation et à accroître la sécurité alimentaire;
- iii) Pour moderniser les instituts et organismes d'étude des marchés des produits alimentaires et de recherche en matière de commercialisation;
- iv) Pour promouvoir la création de coopératives et autres groupements d'agriculteurs s'occupant des facteurs de production agricole et des produits alimentaires;
- v) Pour mettre en place des services d'information sur les marchés et les techniques de commercialisation et améliorer ceux qui existent.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.214.02

Analyse des différences de prix des produits agricoles entre les pays en vue de promouvoir le commerce intra-africain (1980-1981);

9.214.04

Etudes de faisabilité en vue de la création et de l'expansion d'industries alimentaires, y compris des installations pour le traitement des productions animales et des produits de la pêche [voir 9.214.28 (1980-1981)];

9.214.05

Etudes de faisabilité portant sur l'entreposage et la conservation des produits alimentaires, et mettant l'accent sur les investissements [voir 9.214.28 (1980)];

9.214.08 Prix de commercialisation, transport, conservation et acheminement du poisson et des produits de la pêche (1980-1981);

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.214.28 Réunions intergouvernementales pour examiner des programmes relatifs à la constitution de réserves alimentaires par groupes de pays et conclusion d'accords de commercialisation (1981);

9.214.29 Perfectionnement des organismes auxquels s'adressent les agriculteurs africains pour commercialiser leurs produits agricoles (1980).

Programmes apparentés :

Collaboration avec le siège de la FAO et le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique (pour l'exécution de programmes pertinents) et avec les Divisions de l'industrie, du développement social, du commerce international et des finances de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

9.214.31 Consultations sous-régionales d'experts sur le gaspillage des produits alimentaires et l'amélioration de la commercialisation :

i) Consultation d'expert pour le MULPOC de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Est (Lusaka) (1980);

ii) Consultation d'expert pour le MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé) (1980-1981);

iii) Consultation d'expert pour le MULPOC de l'Afrique du Nord (Tanger) (1981);

iv) Activités à entreprendre pour donner suite aux décisions prises lors des précédentes réunions consacrées aux sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique de l'Est (1980-1981).

9.240 PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT

9.241 Tendances du développement, conditions requises et possibilités

Autorisation :

Mandat de la Commission; résolution 671A(XXV) du 29 avril 1958 du Conseil économique et social, section 1 b); paragraphe 85 du rapport de la deuxième session de la Commission; résolution 2626(XXV) de l'Assemblée générale sur la Stratégie internationale du développement; résolutions 218(X) et 238(XI) de la Commission sur la stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70; résolution 187(IX) de la Commission.

But du projet :

Procéder chaque année à une étude des conditions économiques et sociales des divers pays africains et dresser un tableau régional de ces conditions économiques et sociales en vue d'établir le bilan des progrès socio-économiques réalisés et de déterminer la mesure dans laquelle les dispositions intérieures et extérieures de politique générale ont permis de créer efficacement les conditions indiquées;

Procéder tous les deux ans à un exercice d'examen et d'évaluation des progrès réalisés dans le sens des objectifs et des buts de la stratégie internationale du développement et de la stratégie de l'Afrique pour le développement. A cet égard, les nouveaux buts et les nouveaux objectifs de développement tenus pour particulièrement importants depuis le lancement de la Décennie du développement, plus spécialement dans le Programme d'action concernant l'instauration du nouvel ordre économique international et dans d'autres documents applicables feront également l'objet d'un examen récapitulatif et critique;

Pourvoir à des services consultatifs au bénéfice des pays membres de la CEA qui en font la demande à l'occasion de la rédaction des études annuelles ou biennales des conditions socio-économiques.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.241.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Voyages dans les pays qui en font la demande pour contribuer à la rédaction des études annuelles et des rapports sur les exercices d'examen et d'évaluation;
- ii) Formation en cours d'emploi pour la rédaction des études socio-économiques annuelles et des rapports sur l'exercice d'examen et d'évaluation à l'échelon des pays;
- iii) Conseils au sujet des éléments nécessaires aux études, ainsi qu'aux exercices d'examen et d'évaluation, y compris la création des organismes nécessaires.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.241.02

Etude annuelle des politiques économiques et sociales et du développement économique et social du moment dans les pays membres de la Commission (publiée comme Partie II de l'Etude annuelle des conditions économiques et sociales en Afrique) (1980-1981);

9.241.03

Exercice biennal d'examen et d'évaluation des progrès réalisés dans le sens des buts et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (publié comme Partie I de l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique pour les années où cet examen est fait) (1980-1981);

9.241.04

Examen général de la situation économique et sociale dans le monde et de la situation de la région africaine dans ce contexte (publié dans la Partie I de l'Etude tous les deux ans) (1980-1981).

Programmes apparentés :

Cette partie du programme sera exécutée avec la collaboration des autres Divisions de la CEA.

9.242

Planification et projections

Autorisation :

Mandat de la Commission; paragraphe 61 du rapport de la première session de la Commission; résolution 105(VI) de la Commission portant création de la Conférence des planificateurs africains; résolutions 979(XXVI) et 777(XXX) du Conseil économique et social; résolutions 187(IX), 257(XII) et 260(XII) de la Commission; résolution 3508(XXX) de l'Assemblée générale.

But du projet :

Entreprendre des travaux de projections sur les économies des pays africains en vue de déterminer les contraintes et de proposer des solutions au sujet des possibilités de développement à long terme de ces pays et de la région dans son ensemble;

Mettre au point des techniques de planification appropriées particulièrement dans le contexte de la méthode unifiée et de la méthode des besoins essentiels d'analyse et de planification du développement à l'usage des pays africains;

Pourvoir à des services consultatifs en faveur des pays membres de la Commission qui en font la demande dans les domaines de la planification et des projections. Ces services concerneront : i) l'analyse critique des plans de développement du point de vue de leur cohérence en ce qui concerne les conditions de la méthode unifiée, y compris l'examen critique de la base de données et le réalisme des hypothèses à la base de ces plans; ii) établissement de plans de développement nationaux et iii) mise en place d'un organisme de planification assorti d'un mécanisme d'exécution des plans.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.242.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Services consultatifs aux pays membres qui en font la demande dans le domaine du développement de la planification, des programmes et des projections;

- ii) Assistance aux gouvernements pour l'organisation, à l'échelon des pays, au niveau des sous-régions et sur le plan régional, d'un enseignement des disciplines de la planification, de l'établissement des programmes et des projections;
- iii) Assistance aux gouvernements pour la création d'organismes de planification assortis d'un mécanisme d'exécution des plans ou pour l'amélioration de ce qui existe.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

Aspects d'une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement

9.242.02

Examen de l'étendue et de la possibilité d'une application efficace d'une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement dans les conditions propres à l'Afrique (1980-1981) (avec le concours de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, la Division de l'industrie et la Division de la population et du développement).

Projections

9.242.14

Problèmes et perspectives de l'Afrique dans le contexte de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (1980);

9.242.15

Projections par secteur et projections de l'emploi pour la région de la CEA (1980-1981).

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.242.26

Conférence des planificateurs africains (1980); en 1980 la Conférence sera saisie des projets 9.241.04, 9.242.02 et 9.242.14.

Programmes apparentés :

En collaboration avec l'IDEP, le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, de l'OUA et des Divisions compétentes de la CEA.

9.243 Recherches socio-économiques

Autorisation :

Mandat de la Commission; paragraphe 61 du rapport de la première session de la Commission; résolutions 187(IX), 257(XII) et 240(XII) de la Commission; résolutions 979(XXVI) et 777(XXX) du Conseil économique et social; résolution 3508(XXX) de l'Assemblée générale.

But du projet :

Entreprendre des recherches socio-économiques sur des problèmes bien déterminés du développement de l'Afrique sous une forme comparée en vue d'obtenir que l'expérience acquise par certains pays dans la recherche de solutions à leurs problèmes socio-économiques soit mise à la disposition d'autres pays.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.243.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

Services consultatifs aux pays membres qui en font la demande dans le domaine des recherches socio-économiques.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.243.02 Etudes sur le rôle des petites entreprises et des entreprises moyennes indigènes dans le processus de transformation et de développement socio-économiques en Afrique (1980);

9.243.03 Etude des mesures pouvant être appliquées pour la coordination efficace des activités de développement entre le secteur public et le secteur privé dans un certain nombre de pays africains (1981);

9.243.04

Etudes sur les origines, l'ampleur et les mécanismes des fuites de devises dans les pays africains et sur leurs effets sur l'existence de ressources pouvant être affectées au développement et sur l'accumulation des dettes extérieures (avec le concours de la Division du commerce et des finances, de la Division de l'industrie, de la DAPGM) et du service scientifique et technique (1980-1981);

9.243.05

Analyse et examen critique des effets de la protection tarifaire et non tarifaire sur l'industrialisation de l'Afrique (1980-1981);

9.243.06

Etudes de cas d'espèce sur les caractéristiques et la dynamique des marchés nationaux en Afrique du point de vue du développement et de la croissance économique autonomes (1980-1981);

9.243.07

Etudes sur la détermination et l'applicabilité des indicateurs sociaux et économiques dans les conditions propres à l'Afrique (1980-1981).

Programmes apparentés :

En étroite collaboration avec les Divisions compétentes de la CEA.

9.244

Pays africains les moins développés et pays africains sans littoral

Autorisation :

Résolutions 2564(XXIV), 2626(XXV) de l'Assemblée générale sur la stratégie internationale du développement, 2803(XXVI) et 3202(V-VI) sur le Programme d'action pour l'instauration du nouvel ordre économique international; résolutions 24(II), 62(III), 63(III) de la CNUCED; rapport de la dixième session de la Commission; résolutions 210(IX), 222(X), 232(X) 213(X) et 238(XI) de la Commission sur la stratégie africaine du développement durant les années 70; rapport de la 19ème réunion du Comité exécutif de la Conférence des ministres de la CEA (octobre 1978).

But du projet 1/ :

Aider les pays africains les moins développés et les pays africains sans littoral, ainsi que les pays africains venus récemment à l'indépendance, pour la planification de leur développement en procédant à des études en profondeur sur leurs économies nationales et à des analyses, et aussi en les aidant à établir des statistiques économiques en général et des comptes nationaux en particulier pour leur permettre de répondre aux nécessités de la planification et du contrôle du développement économique et à la demande internationale de renseignements nécessaires à l'établissement de programmes suffisants d'assistance financière et technique aux pays de ces catégories.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.244.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Aider les pays africains les moins développés, dont les pays africains venus récemment à l'indépendance, à entreprendre des études socio-économiques en profondeur et à dresser des comptes nationaux détaillés et à les utiliser pour l'élaboration des politiques et de la planification nationales;
- ii) Pourvoir en faveur de ce groupe de pays à une formation en cours d'emploi pour la préparation de comptes nationaux et d'études socio-économiques et pour les utilisations correspondantes, à l'occasion de missions dans les pays /en étroite collaboration avec la Division de statistique, comme dans le cas du projet 9.241.01 a) ii)/;
- iii) Aider ce groupe de pays à dresser progressivement l'inventaire de leurs ressources (naturelles, humaines, institutionnelles et autres) pouvant servir au développement;

1/ Voir également le programme de développement des compétences au chapitre "Enseignement et formation".

- iv) Aider ce groupe de pays à constituer progressivement un corps de planificateurs, de programmeurs, d'équipes de conception et de gestion des projets compétents et avisés, compte tenu plus particulièrement de la planification des ressources et des secteurs;
- v) Aider ce groupe de pays à développer des aptitudes à déterminer des possibilités nouvelles de développement et de croissance économique, à mobiliser des ressources pour leur exploitation et à établir de nouvelles relations économiques.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.244.02

Etudes socio-économiques permanentes et en profondeur et préparation de comptes nationaux détaillés pour les pays les moins développés (en liaison avec le projet 9.244.26);

9.244.03

Etablissement d'inventaires de ressources (naturelles, humaines, institutionnelles et autres), avec des recommandations sur leur mise en valeur, (en liaison avec le projet 9.244.26);

9.244.04

Etudes de marché portant sur les possibilités de production et de commerce, dans les pays les moins développés (voir programme des MULPOCs) (1980).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements (1980-1981) :

9.244.20

Rassemblement, regroupement et analyse des renseignements de base, compte tenu des projets 9.244.02, 9.244.03, 9.244.04 et 9.244.26.

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.244.26

Réunions périodiques de niveau supérieur (fonctionnaires et ministres) des pays africains les moins développés, en vue d'un examen des problèmes de ce groupe de pays et de coordonner les activités des diverses organisations internationales et institutions donatrices (1980);

9.244.27

Deux séminaires de formation sur la préparation, l'analyse et l'utilisation des comptes nationaux, l'un pour des stagiaires anglophones, l'autre pour des stagiaires francophones originaires des pays les moins développés (1980-1981) (voir aussi projet 9.543.14);

9.244.28

Deux séminaires de formation sur la préparation des études socio-économiques nationales à l'intention des pays les moins développés (un anglophone, l'autre francophone) (1980-1981).

Autres programmes sectoriels pour les pays les moins développés

Les autres projets sectoriels suivants proviennent des programmes des divers MULPOCs, en sorte qu'ils intéressent également les pays africains les moins développés appartenant aux zones desservies par les MULPOCs. Quand le Comité technique d'experts aura examiné le Programme de travail et l'ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1980-1981, le secrétariat se propose, avant l'impression définitive de ce programme de travail, d'énumérer au regard de chacun des projets des MULPOCs, les pays les moins développés participant directement ou associés au projet.

Agriculture

Voir projets : 9.211.12, 9.212.07, 9.213.05 et 9.213.06.

Enseignement et formation

Voir projets : 9.261.28, 9.261.30 et 9.261.31.

Etablissements humains

Voir projet 9.292.08.

Développement industriel

Voir projets : 9.331.33, 9.331.34, 9.331.35, 9.331.36, 9.332.06A, 9.332, 9.332.04(C), 9.332.29(C), 9.332.30(C), 9.332.05(D1), 9.332.06(D1), et 9.333.07.

Commerce international

Voir projets : 9.342.06 et 9.342.07.

Main-d'oeuvre

Voir projets : 9.441.04, 9.441.05, 9.442.28, 9.442.29 et 9.442.30.

Exploitation des ressources minérales

Voir projet 9.463.31.

Mise en valeur des ressources hydrauliques

Voir projets : 9.467.26 et 9.467.27.

Environnement humain

Voir projets : 9.478.05, 9.478.07, 9.478.08, 9.478.09 et 9.478.21.

Population

Voir projets : 9.481.06, 9.482.08 et 9.482.09.

Administration politique, gestion et finances

Voir projets : 9.501.02, 9.501.03, 9.501.26, 9.501.27, 9.501.29, 9.502.26, 9.503.26, 9.504.02 et 9.504.26.

Développement social

Voir projets : 9.533.26, 9.534.03, 9.534.04, 9.534.05, 9.534.06, 9.534.07, 9.534.08, 9.534.26, 9.534.27, 9.534.28, 9.534.29, 9.534.30, 9.534.31, 9.534.32, 9.534.33 et 9.534.34.

Programmes apparentés :

BIRD, FMI, FAO, PNUD, Département de coopération technique du Siège des Nations Unies, Bureau de statistique des Nations Unies, Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, toutes les Divisions de la CEA, SOCAT.

9.245

Problèmes fiscaux, monétaires et financiers à l'échelon des pays

Autorisation :

Résolutions 87(V), 98(VI), 117(VI), 197(IX) et 218(X) de la Commission; résolutions 3202(S-VI) de l'Assemblée générale.

But du projet :

Aider les Etats membres à adopter et à appliquer des politiques fiscales et monétaires de nature à combattre la pauvreté généralisée et à influencer sur la mobilisation et l'acheminement de l'épargne conformément aux plans de développement et aux ordres d'urgence et aider ainsi les pays membres à créer les institutions monétaires et financières nécessaires.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.245.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Services consultatifs aux Etats membres qui en font la demande dans le domaine des politiques fiscales et monétaires;
- ii) Services consultatifs aux Etats membres qui en font la demande pour la création d'institutions financières intérieures ou la réorganisation de celles qui existent.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.245.02 Etudes sur le rôle des banques nationales de développement en tant qu'instruments du développement économique (1980);

9.245.03 Etudes sur le rôle des institutions financières autres que bancaires dans la mobilisation de ressources aux fins du développement (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.245.26 Séminaires sur le rôle des banques nationales de développement en tant qu'instruments tendant à favoriser la croissance économique (1981).

Programmes apparentés :

Collaboration étroite avec la BIRD, la FMI, la BAD, l'OUA et les Divisions compétentes de la CEA.

PROMOTION DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION ECONOMIQUES

9.246

Politiques et institutions destinées à favoriser la coopération économique

Autorisation :

Résolutions 3362(S-VII) et 3517(XXX) de l'Assemblée générale; mandat de la Commission; résolutions 19(II), 211(IX), 221(X), 246(XI), 296(XIII) et 327(XIII) de la Commission; résolution CM/ST.12(XXI) de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA.

But du projet :

Faire connaître aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales les formules, les options et les politiques qui pourraient être adoptées pour favoriser et établir des systèmes de coopération économique en général et dans les divers secteurs économiques et pour élaborer et adopter une politique commune de développement et d'investissement et des mesures concernant la répartition des avantages entre les groupements économiques et l'instauration de l'autonomie nationale qui faciliteraient la coopération multinationale.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.246.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour la création de MULPOCs et le renforcement de ceux qui existent;
- ii) Pour la stimulation de la coopération sous des formes nouvelles et dans des domaines nouveaux et pour le renforcement de ceux qui existent, avec le concours des autres divisions de la CEA;
- iii) En pourvoyant à des services consultatifs pour l'élaboration de politiques économiques régionales et nationales en tant que cadre pour les entreprises multinationales;
- iv) Pour l'adoption d'objectifs de coopération et d'intégration économiques orientées vers le développement;
- v) En faisant office de centre de regroupement et de diffusion des renseignements utiles à la coopération économique africaine, à l'usage de tous les groupements multinationaux de coopération économique;
- vi) Pour l'élaboration et l'exécution de politiques sectorielles de coopération et d'intégration économiques et techniques, avec le concours des divisions compétentes de la CEA.

c) Rassemblement et diffusion des renseignements :

9.246.20

Rédaction de rapports périodiques sur la réalisation de la coopération et de l'intégration régionales et sous-régionales, en tant que moyen de tendre vers une autonomie collective plus grande, avec le concours des autres divisions de la CEA.

9.247

Création de systèmes institutionnels et juridiques de nature à favoriser la coopération économique africaine et renforcement de ceux qui existent

Autorisation :

Résolutions 221(X), 246(XI), 256(XII) et 296(XIII) de la Commission.

But du projet :

Aider les gouvernements et les organisations intergouvernementales à prendre des dispositions institutionnelles et juridiques suffisantes aux fins de la coopération économique et à créer des institutions nouvelles capables de donner effet aux politiques et aux mesures nouvelles tendant à renforcer l'intégration économique dans le sens de l'autonomie collective.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.247.01

a) Assistance aux institutions intergouvernementales multinationales (1980-1981) :

- i) Pour aider les institutions intergouvernementales existantes à améliorer leurs structures et leurs moyens d'action, leurs méthodes de travail, leurs règles administratives, etc., avec le concours des divisions compétentes de la CEA;
- ii) Pour aider les gouvernements à créer et orienter des nouveaux groupements économiques;
- iii) En offrant les services nécessaires aux organisations intergouvernementales vouées à l'intégration qui en font la demande.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.247.02

Etudes sur la création d'institutions nationales, telles que ministères de la coopération économique, appelées à faire office de centres de convergence pour la stimulation de la coopération et de l'intégration économiques et pour l'alignement des objectifs du développement national sur la coopération économique (1980);

9.247.03

Etudes sur la création de groupes consultatifs sous-régionaux permanents et officieux de coopération économique composés de représentants non officiels du secteur public et du secteur privé (1981);

9.247.04

Détermination et analyse des problèmes des groupements économiques africains qui relèvent des institutions et de l'exécution (1980);

9.247.05

Etudes sur la création d'un marché commun africain (1980-1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.247.20

Préparation et publication d'un répertoire des organisations intergouvernementales africaines de coopération (1980).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.247.26

Séminaires ou groupes de travail sur la création d'un marché commun africain, avec le concours des divisions compétentes de la CEA (1980-1981).

Programmes apparentés :

Collaboration étroite avec l'OUA, la BAD, les organisations intergouvernementales, le PNUD, la CNUCED, l'ONUDI, l'UNITAR et les Divisions de la CEA.

9.248

Détermination, élaboration et coordination de projets multidisciplinaires et multinationaux par l'intermédiaire des MULPOCs de la CEA et d'autres organismes sous-régionaux

Autorisation :

Résolution 2563(XXIV) de l'Assemblée générale, résolution 1552(XLIX) du Conseil économique et social et résolutions 241(XI), 296(XIII) et 311(XIII) de la Commission.

But du projet : Aider les gouvernements et les organisations intergouvernementales de coopération économique, par l'intermédiaire des MULPOCs et d'autres organismes sous-régionaux à déterminer, à étudier, à formuler, à mettre au point et à exécuter des projets multinationaux orientés vers l'action, à adopter des méthodes multidisciplinaires pour l'étude et l'analyse critique des projets multinationaux et à coordonner les activités économiques dans des domaines bien déterminés, à favoriser la coordination des programmes des organisations sous-régionales intergouvernementales existantes, à renforcer les MULPOCs de la CEA existants et à intégrer leurs programmes de travail à ceux des divisions organiques de la CEA et à créer un nouveau MULPOC en Afrique du Nord.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

a) Assistance aux MULPOCs (1980-1981) :

Aider les centres multinationaux de programmation et d'exécution de la CEA (MULPOC); recruter et gérer le personnel; consulter les gouvernements au sujet des opérations des MULPOCs; gérer les finances; mobiliser des ressources; analyser du point de vue critique les résultats obtenus par les MULPOCs en matière de programmes et de budget; mettre à la disposition des réunions des MULPOCs les documents et les services de secrétariat nécessaires.

II. PROGRAMME REGIONAL

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.248.26

Réunions annuelles des présidents des organes directeurs des cinq MULPOCs de la CEA en vue de favoriser l'harmonisation des programmes entre les sous-régions.

9.249

Formation du personnel appelé à travailler à la coopération et à l'intégration économiques

Autorisation :

Résolution 3362(S-VII) de l'Assemblée générale et résolution 221(X), 246(X) et 256(XII) de la Commission.

But du projet :

Aider les pays africains et les organisations intergouvernementales travaillant à la coopération et à l'intégration économiques à inculquer à leur personnel des compétences et des connaissances spécialisées pour les fonctions de négociation, de gestion et d'administration des activités de coopération économique.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

- a) Assistance aux organisations intergouvernementales (1980-1981) :
- i) Voyage d'études et de formation à l'intention du haut personnel des organisations intergouvernementales africaines pour une étude des activités et des problèmes des autres organisations intergouvernementales africaines;
 - ii) Préparation de modèles de mise en valeur des ressources humaines à l'intention des organisations intergouvernementales africaines.

Programmes apparentés :

Collaboration étroite avec le PNUD, l'OUA, les organisations intergouvernementales africaines, la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre et les autres divisions compétentes de la CEA.

9.250 Coopération technique et économique entre les pays en développement

Autorisation :

Résolution 3362(S-VII) de l'Assemblée générale qui préconise avec insistance l'intensification de la coopération économique entre les pays en développement; résolutions 301(XIII), 302(XIII), 303(XIII), 325(XIII) et 327(XIII) de la Commission.

But du projet :

Aider les pays africains à collaborer avec les autres régions en développement pour élargir les échanges de renseignements et de connaissances spécialisées, pour le partage de données d'expérience portant sur la planification et la gestion des transformations sociales et économiques, pour organiser des mesures communes et créer des entreprises communes dans divers secteurs économiques, tels que commerce, industrie, alimentation et agriculture, transports et communications, finances, planification, sciences et techniques, systèmes d'information et grands moyens de communication et de diffusion, statistiques, exploitation des ressources naturelles, mise en valeur des ressources humaines et développement des institutions, pour élaborer des politiques communes dans les domaines où les régions en développement et la communauté internationale se heurtent à des problèmes, pour dégager de nouvelles possibilités économiques permettant la diversification des économies, pour renforcer les aptitudes de la région africaine et des autres régions en développement en matière technique et en matière de gestion dans les divers domaines.

Catégorie A

Travaux :

IV. PROGRAMME INTERREGIONAL

9.250.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour la coordination et l'organisation de services auxiliaires dans le cadre de la CEA pour l'assistance aux pays, aux régions et aux organisations multinationales dans les domaines de la lutte contre la pollution de la mer Méditerranée et du développement de la sylviculture;
- ii) Assistance aux pays africains et aux pays de la CEPAL pour la coordination et l'organisation de services auxiliaires en ce qui concerne les activités poursuivies au sein de la CEA dans les domaines de la promotion commerciale, de la mise en valeur des ressources humaines et de la science et de la technique;
- iii) Assistance aux pays africains et aux pays de la CESAP pour la coordination et l'organisation de services auxiliaires en ce qui concerne les activités poursuivies au sein de la CEA dans les domaines de la promotion commerciale, des accords de paiements multilatéraux et de la coopération monétaire;
- iv) Assistance aux pays africains et aux pays de la CEA0 pour la coordination et l'organisation de services auxiliaires en ce qui concerne les activités poursuivies au sein de la CEA dans les domaines des abrégés statistiques à fournir au Centre régional de documentation du monde arabe, du problème de l'exode des compétences et de la coopération afro-arabe, assistance pour la mobilisation de ressources d'origine arabe pour l'exécution de certains projets régionaux africains;
- v) Assistance aux pays africains dans leur collaboration avec les pays de la CEE dans certains domaines sociaux et économiques en vue de stimuler le développement économique des pays africains.

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.250.20

Examen biennal de l'étendue et des progrès de la coopération économique entre les pays en développement (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.250.26

Réunions d'études et séminaires complémentaires pour servir de prolongement aux projets énumérés dans les paragraphes précédents (1980).

Programmes apparentés :

Collaboration étroite avec tous les autres programmes de la Commission, de l'OUA, de l'OAS, des ACP, de la Ligue arabe, du SELA, du Groupe asiatique, des AES, de la FAO, du PNUD, du PNUE, de la CNUCED, de l'ONUDI, de la CEPAL, de la CEAO, de la CESAP.

9.260 ENSEIGNEMENT, FORMATION, TRAVAIL ET GESTION

B. MISE EN VALEUR ET UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES

9.261 Politiques et planification des systèmes d'enseignement et de formation

Autorisation :

Résolutions 82(V), 110(VI), 123(VII), 125(VII), 172(VIII), 195(IX), 202(IX), 306(XIII) et 318(XIII) de la Commission; résolutions 3201(S-VI), et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale; Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique de mai 1973, dans la partie consacrée aux ressources humaines; recommandations de la Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres africains, Lagos, février 1976.

But du projet :

Aider les Etats membres à acquérir une aptitude suffisante et efficace à la formation d'un personnel voué au développement économique et social grâce à la formation d'enseignants, au renforcement des institutions de formation existantes et en favorisant la création d'institutions multinationales; en diffusant des renseignements sur les possibilités et les moyens de formation et d'octroi de bourses de perfectionnement; en procédant à des études et en pourvoyant à des directives d'ordre politique pour la réforme des systèmes d'enseignement et de formation; en favorisant l'africanisation de la formation et des qualifications professionnelles, en établissant et en appliquant des programmes élargis de formation et de bourses de perfectionnement pour l'Afrique en vue de pourvoir à des besoins particuliers en matière de personnel et de stimuler la coopération intra-africaine pour l'utilisation et le renforcement des moyens de formation dans la région, en déterminant chaque année les possibilités de formation applicables à la formation en cours d'emploi en usine et aux autres catégories de formation dans les domaines critiques.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.261.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) En pourvoyant à des services d'experts-conseils et à des services consultatifs pour l'examen et la réforme des systèmes nationaux d'enseignement et de formation, y compris les politiques, les programmes et les plans d'études;

- ii) En favorisant l'élaboration de politiques nationales appropriées et la mise en place d'organes efficaces pour l'établissement et la coordination de programmes de formation et en contribuant à la constitution d'un personnel capable d'exercer la fonction de formation;
- iii) En favorisant l'élaboration de politiques et de programmes d'enseignement non scolaire et l'adoption de méthodes d'enseignement non scolaire et notamment de téléenseignement pour la formation et le perfectionnement de la main-d'oeuvre;
- iv) En améliorant le personnel des institutions africaines de formation, grâce à des bourses d'étude, à des échanges de personnel et à tous autres appuis techniques;
- v) En favorisant la coopération intra-africaine pour la création et l'utilisation d'institutions de formation et de recherches multinationales, sous-régionales et régionales.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.261.02

Etudes critiques sur l'élaboration des politiques et des programmes d'enseignement scolaire et extra-scolaire destinés à la formation du personnel au service du développement rural et urbain et sur leur efficacité (1981);

9.261.03

Avec la collaboration de l'UNESCO et des Etats membres, procéder à des études critiques sur la possibilité :

- i) D'inscrire les matières techniques axées sur l'acquisition de compétences de niveau intermédiaire aux programmes de l'école secondaire (1980-1981);
- ii) De corriger le déséquilibre qui caractérise actuellement la composition des matières enseignées et les études offertes par les institutions d'enseignement post-secondaires par rapport aux besoins en matière de qualifications (1980-1981);
- iii) D'obtenir une coopération multinationale pour l'établissement d'auxiliaires et de matériel d'enseignement pour l'enseignement technique (1980-1981);
- iv) De créer des centres multinationaux pour la formation d'enseignants et d'instructeurs à l'utilisation des matériaux et des auxiliaires d'instruction et à la production sur place de ces moyens pédagogiques et sur les répercussions correspondantes (1980-1981).

9.261.04 Examen récapitulatif biennal des éléments de l'évolution des politiques, des usages et des programmes des systèmes africains d'enseignement et de formation dans leur rapport avec les ordres d'urgence, les objectifs et les effets sur le personnel du nouvel ordre économique international et de la Déclaration et du Plan d'action de Lima sur le développement industriel en Afrique, pour servir de base à la définition de principes directeurs et d'orientations nouvelles destinés à faire progresser la rénovation de l'enseignement (1980-1981);

9.261.05 Etudes sur les politiques et les programmes orientés vers le développement :

- i) Etudes de cas d'espèces sur l'orientation des plans d'études, des matières enseignées et des méthodes d'enseignement et d'acquisition de connaissances vers les exigences et les possibilités des économies rurales (1980);
- ii) Etablissement de programmes de communication de masse pour l'enseignement et la formation au bénéfice des ruraux (1981).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.261.27 Colloques régionaux sur les programmes et les techniques d'enseignement extra-scolaires au service du développement dans le cas des activités commerciales, industrielles et autres activités économiques apparentées (1980-1981)

9.261.28 Réunions de travail sous-régionales et nationales à l'intention d'enseignants et de fonctionnaires compétents sur l'élaboration de programmes et de techniques d'enseignement extra-scolaire (1981);

9.261.30 Conférences, séminaires et réunions de travail régionaux et sous-régionaux sur le développement de la formation à l'intention des préposés à l'instruction du personnel chargé de la formation, des préposés au service des bourses d'étude et des directeurs de la formation :

- i) Séminaires sur les politiques de formation et sur les dispositions administratives et institutionnelles tendant au lancement, à l'administration, à la coordination et au financement des programmes de formation (1980-1981);
- ii) Conférence biennale de l'Association africaine de formation et de développement et exposition de matériaux de formation (1981).

9.261.31 Réunions de travail sous-régionales sur les politiques et les programmes d'enseignement orientés vers le développement (1980-1981).

9.261.32 Structures et programmes de l'enseignement au service du développement des économies rurales (1980-1981).

Programmes apparentés :

Collaboration avec l'UNESCO et les autres institutions travaillant à des programmes de formation en Afrique, de même qu'avec les autres divisions de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

9.261.06

Détermination et analyse des besoins des organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest en matière de formation et établissement des programmes de formation appropriés pour répondre aux besoins déterminés (1980).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

9.261.07

Détermination des institutions nationales capables de pourvoir aux besoins multinationaux concernant la formation et les recherches dans des domaines spécialisés (1980).

MULPOC de l'Afrique du Centre (Yaoundé)

b) Etudes :

9.261.08

Création d'institutions multinationales de formation spécialisée de niveau supérieur.

Détermination des institutions nationales de formation et de recherches ayant la capacité et la possibilité de répondre aux besoins sous-régionaux (1980-1981) (voir également le projet 9.441 du MULPOC de Yaoundé).

MULPOC de la Communauté des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

9.261.09

Etudes devant permettre de déterminer les institutions nationales capables de pourvoir aux besoins multinationaux en matière de formation et de recherche dans des domaines spécialisés et études sur les moyens de stimuler la coopération multinationale pour le développement et l'utilisation de ces institutions :

i) Centre multinational de production et d'adaptation de matériel scientifique et technique et d'auxiliaires pédagogiques pour l'enseignement de la physique, de la chimie, de la biologie et des matières techniques dans les écoles secondaires (1980-1981);

ii) Institut multinational de formation technique (1980).

9.262

Création d'institutions et développement des moyens de formation

Autorisation :

Résolutions 17(II), 82(V), 110(VI), 125(VII), 195(IX) et 202(IX) de la Commission; résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale; Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique de mai 1973; recommandations de la Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres africains, Lagos, janvier/février 1976.

But du projet :

Aider les Etats membres et les institutions africaines d'enseignement et de formation à acquérir une aptitude suffisante et efficace à former le personnel nécessaire au développement économique et social, grâce à la formation d'enseignants africains, au renforcement des institutions existantes, au lancement de nouveaux moyens de formation et à la stimulation de la coopération intra-africaine pour la création de moyens de formation et pour leur utilisation. Une attention spéciale sera réservée aux pays les moins développés dans l'exécution du projet 9.262.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.262.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) En donnant des conseils pour le développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en fonction des besoins en matière de personnel technique et en favorisant ce développement;
- ii) En favorisant le perfectionnement du personnel des institutions de formation grâce à des programmes de bourses, y compris les échanges de personnel entre les institutions;
- iii) En favorisant la création et le développement d'associations nationales et régionales de formation et de développement;
- iv) En organisant des programmes de formation à l'intention du personnel enseignant africain dans les institutions et les centres de formation avant le service et en cours d'emploi appartenant aux organisations publiques, parapubliques et privées;
- v) En facilitant la négociation de programmes de coopération technique tendant à renforcer les aptitudes des institutions africaines de formation grâce à des accords de jumelage, à des échanges de personnel, à la formation du personnel et aux autres formes de coopération technique;

- vi) En apportant une assistance technique aux efforts de coopération intra-africaine tendant à la création de moyens multinationaux d'enseignement et de formation ou au développement de ceux qui existent.

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.262.20

Rassemblement et diffusion de renseignements sur les moyens et les programmes de formation à l'usine et institutionnelle en Afrique et dans d'autres pays en développement ayant pour objet de favoriser la coopération en matière de formation du personnel et de transfert des techniques (1980-1981).

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.262.26

Réunions de travail nationales et sous-régionales sur la formation destinées à l'amélioration des compétences professionnelles des préposés au perfectionnement et à la formation du personnel, aux instructeurs et autres enseignants, et à l'amélioration de l'efficacité des institutions et des programmes nationaux de formation :

- i) Programmes de formation collective et individuelle pour certains groupes d'instructeurs bien déterminés : instructeurs commerciaux, professeurs de gestion, professeurs de comptabilité; préposés à la formation industrielle; professeurs d'action sociale (1980-1981);
- ii) Programmes de formation à l'intention des instructeurs faisant appel aux échanges de personnel entre les institutions et à des stages.

9.262.27

Favoriser la création d'institutions de formation spécialisées, le renforcement et le développement de celles qui existent, en fonction des besoins en matière de personnel :

- i) Institut africain de formation technique supérieur et de recherches, phase II - Création et développement (1980-1981);
- ii) Ecoles sous-régionales de hautes études pour la gestion des affaires et les finances (faisant appel aux institutions d'enseignement supérieur existantes) - phase d'agrandissement (1980-1981).

9.262.28

Etablissement de programmes d'enseignement extra-scolaire pour l'Afrique, faisant appel à l'enseignement à distance, à l'enseignement par correspondance et aux autres techniques connexes des moyens de communication et de diffusion :

- i) Organisation de cours par correspondance pour la formation des administrateurs et des rédacteurs de cours par correspondance (1980-1981);

- ii) Soutien de la coopération technique, des effets d'entraînement institutionnels et diffusion de renseignements destinés à favoriser la formation du personnel par l'intermédiaire de l'enseignement par correspondance (1980-1981);
- iii) Création d'universités libres et mise au point de techniques pour l'utilisation des grands moyens de communication et de diffusion aux fins de l'enseignement à distance (1980-1981).

Programmes apparentés :

Collaboration avec l'UNESCO en vue de l'établissement d'un programme de travail commun CEA/UNESCO pour des mesures concertées dans les domaines d'intérêt commun. Collaboration étroite avec le BIT, l'UNITAR, le CAFRAD, l'Association des universités africaines, l'Association africaine de formation et de développement et les autres organisations internationales et institutions bilatérales travaillant à des programmes d'enseignement et de formation en Afrique; collaboration avec les divisions organiques de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.262.29

Elaborer et mettre en oeuvre des programmes de formation précis, organiser des stages d'études pratiques et octroyer des bourses pour accroître les possibilités du personnel des organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest, et notamment fournir une assistance pour mobiliser des ressources en vue d'appliquer les programmes de formation (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.262.30

Réunions d'experts et de ministres sur la coopération pour la création et l'utilisation de moyens multinationaux de formation et de recherches dans des domaines spécialisés, en fonction des conclusions et des recommandations des études ci-dessus.

MULPOC de la Communauté des Grands Lacs (Gisenyi)

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.262.31

Réunions d'experts et de ministres pour un examen des rapports sur la création du Centre de production et d'adaptation de matériels et d'auxiliaires scientifiques et techniques et pour une décision à ce sujet (1980);

9.263.32

Réunions d'experts et de ministres pour un examen des rapports sur la coopération pour la création et l'utilisation de l'Institut multinational de formation technique (1981).

9.263

Africanisation de la formation et des qualifications professionnelles dans les Etats africains

Autorisation :

Résolutions 110(VI), 172(VIII) et 202(IX) de la Commission.

But du projet :

Conseiller et aider les Etats membres pour l'élaboration sur le plan national de politiques, de programmes et d'arrangements institutionnels en vue de l'africanisation de la formation et des qualifications professionnelles dans les domaines de la comptabilité, des fonctions de secrétariat et des autres professions appropriées, afin de favoriser la coopération sous-régionale à cet égard.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.263.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) En envoyant des missions d'experts-conseils et des missions consultatives sur la constitution d'organismes professionnels appropriés, sur l'analyse critique des plans d'études et la création de conseils nationaux d'examen dans les domaines de la comptabilité, de la vérification des comptes, des banques, des assurances, de la gestion et des autres professions appropriées;
- ii) En obtenant l'appui des organes professionnels internationaux et autres institutions de coopération technique pour l'établissement et le développement de programmes et autres dispositions institutionnelles permettant de prendre des mesures nationales ou multinationales pour l'africanisation de certaines professions particulières;
- iii) En favorisant la coopération multinationale pour la création de conseils d'examen et d'associations professionnelles chargés de travailler à l'africanisation des examens de formation professionnelle.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.263.03

Etudes par pays des politiques, des programmes, des usages et des dispositions institutionnelles tendant à l'africanisation de la formation et des qualifications professionnelles pour des professions bien déterminées dans les pays africains (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.263.26

Activités complémentaires de soutien, missions consultatives et réunions de travail nationales sur les conclusions et les recommandations des études par pays et sur les moyens possibles d'accélérer l'africanisation de la formation et les qualifications professionnelles (en liaison avec le projet 9.263.03 (1980-1981));

9.263.27

Réunions sous-régionales sur la coopération pour l'africanisation de la formation et des qualifications professionnelles :

- i) Afrique de l'Est et Afrique australe (1980);
- ii) Afrique de l'Ouest et Afrique du Centre (pays francophones) (1980);
- iii) Afrique du Nord (1981);
- iv) Afrique de l'Ouest (pays francophones) (1981).

Programmes apparentés :

Collaboration étroite avec la Division de l'administration publique et des finances (du siège), les pays donateurs, les autres institutions d'assistance technique et les associations professionnelles internationales et africaines, le service d'information de la CTPD, les conseils d'examen et les MULPOCs.

9.264

Programme élargi de formation et de bourses de perfectionnement pour l'Afrique

Autorisation :

Résolutions 77(V), 123(VII), 125(VII) et 195(IX) de la Commission; résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale; Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique de mai 1973 dans la partie concernant les ressources humaines; recommandations de la Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres africains, Lagos, janvier/février 1976.

But du projet :

Coordonner et administrer les programmes de bourses d'étude et de bourses de perfectionnement destinées à assurer la formation des Africains dans les domaines prioritaires des besoins en personnel et favoriser l'établissement, l'exécution et le développement d'un programme de bourses de perfectionnement soutenu par les gouvernements africains, avec un fonds auxiliaire des bourses de perfectionnement. Organiser un programme de formation en cours d'emploi au secrétariat de la CEA à l'intention de fonctionnaires et d'étudiants africains et favoriser la coopération intra-africaine pour la coopération dans l'utilisation des moyens d'enseignement et de formation existants.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.264.01

- a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour obtenir, coordonner, administrer et accroître les bourses d'étude et de perfectionnement mises à la disposition des Etats membres par l'intermédiaire de la Commission (avec la collaboration du Bureau de coordination de l'assistance technique et des opérations), priorité étant réservée aux pays les moins développés;
- ii) En favorisant la coopération intra-africaine pour l'utilisation des moyens d'enseignement et de formation existants grâce à l'établissement et la mise en application d'un programme africain de bourses de perfectionnement et du Fonds auxiliaire des bourses;
- iii) En diffusant des renseignements sur les possibilités de formation et de bourses de perfectionnement offertes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique;
- iv) En organisant des programmes de formation en cours d'emploi au siège de la CEA à l'intention d'économistes, de statisticiens et d'autres spécialistes africains des domaines apparentés - la priorité étant réservée aux pays les moins développés;
- v) En coordonnant les programmes de recherches opérationnels offerts aux étudiants et aux boursiers de recherche pour des stages de formation - la priorité étant réservée aux pays les moins développés.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.264.02

Etudes critiques extérieures pour la détermination des domaines où le manque de compétences est critique, des résultats de la formation et des bourses de perfectionnement, des nouvelles ressources en matière de formation et de bourses pour la détermination des moyens locaux, de même que des nouveaux besoins de quelques pays de la région en matière de formation (1980-1981);

9.264.03

Administration et développement du Programme élargi de formation et de bourses de perfectionnement pour l'Afrique par l'intermédiaire duquel 1 600 boursiers sont choisis et placés chaque année :

- i) Détermination de l'ordre d'urgence des divers secteurs de la formation, choix des domaines critiques à étudier et détermination des possibilités d'étude pour les domaines de la formation en usine et autres pour le placement de 3 200 boursiers comme stagiaires dans l'industrie (énergie solaire, enseignants/instructeurs dans les domaines critiques, services de gestion, constructions mécaniques, techniques, budget et finances, gestion et comptabilité) (1980-1981);

- ii) Mobilisation des ressources auprès des gouvernements africains et des pays donateurs à l'extérieur de la région;
 - iii) Stimulation de la coopération technique entre gouvernements africains pour le partage et l'utilisation des moyens de formation;
 - iv) Mise en oeuvre et surveillance de programmes spéciaux pour la formation en usine de groupes ou d'individus et programmes spécialisés de formation pour des personnes justifiant d'une expérience préalable ou titulaires d'un grade universitaire, à l'intention d'éléments qualifiés.
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.264.20

Rédaction et publication d'un bulletin des bourses de perfectionnement indiquant les possibilités et les offres de formation, les conditions des attributions de bourses telles qu'offertes par les gouvernements africains et les autres donateurs (1980-1981).

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.264.26

Organisation de voyages d'étude, de séminaires, de réunions de travail et de programmes de formation collective ou individuelle à l'intention du personnel technique et spécialisé des échelons intermédiaires et des échelons supérieurs à l'intérieur de la région, et, le cas échéant, au sein des groupements économiques africains (1980-1981).

Programmes apparentés :

Collaboration avec l'UNESCO, l'UNITAR, le Centre africain de formation et de recherche pour l'administration, l'Association africaine de formation et de développement, les institutions post-secondaires africaines d'enseignement et de formation, les autres institutions travaillant à des programmes de formation en Afrique, de même que les autres Divisions, bureaux et MULPOCs de la CEA.

9.290 ETABLISSEMENTS HUMAINS

C. MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES RESSOURCES PHYSIQUES

9.291 Formulation de politiques et création d'institutions

Autorisation :

Résolutions 53(IV), 157(VIII), 209(IX) et 316(XIII) de la Commission; recommandations de la Conférence Habitat de 1976; résolution 32/162 de l'Assemblée générale.

But du projet :

L'objectif de ce sous-programme est d'aider les Etats membres à identifier certains problèmes et leurs solutions possibles, et à formuler des politiques et des stratégies efficaces et autonomes en matière d'établissements humains, en vue de l'adoption par les gouvernements d'un plan national d'aménagement physique qui servirait de cadre pour une planification complète et intégrée du développement socio-économique; ainsi qu'à créer de nouveaux mécanismes et institutions et/ou à renforcer ceux qui existent déjà et qui ont pour objet de promouvoir le développement des établissements humains en vue d'améliorer l'environnement et la qualité de la vie de tous, et en particulier des pauvres.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.291.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Aider les Etats à formuler des politiques et des stratégies complètes et intégrées dans le domaine de l'urbanisation et du développement rural intégré, ainsi qu'à créer des unités de planification physique administratives et opérationnelles pour le développement urbain et rural, à obtenir une coordination efficace de ces unités et à les intégrer dans d'autres institutions responsables de la planification sociale et économique de l'environnement;

- ii) Aider les Etats à évaluer les besoins en matière d'infrastructure des projets dans les domaines des établissements humains et du développement rural intégré;
- iii) Aider les Etats à promouvoir et à renforcer les centres de formation pour le personnel de tous les niveaux dans le domaine de la planification physique, grâce à des projets réalisés sur le terrain, à des séminaires et à des manuels;
- iv) Aider les Etats à mettre au point des programmes de formation et d'orientation pour les spécialistes de la planification et les techniciens de niveau moyen dans le domaine des établissements humains et des projets de développement rural intégré;
- v) Création d'institutions nationales et multinationales de formation dans les domaines de la conception, de la planification et de la création d'établissements humains, en tenant compte des considérations d'ordre écologique;
- vi) Fournir une assistance à d'autres organismes des Nations Unies pour l'élaboration et l'évaluation de projets dans le domaine des établissements humains;
- vii) Promouvoir l'établissement d'une base financière solide pour la construction de logements et de l'infrastructure qui les accompagne et encourager la création d'institutions financières appropriées qui tiennent compte des conditions et des besoins locaux;
- viii) Formuler et mettre en oeuvre des politiques financières novatrices et renforcer les institutions financières existantes, créer des services de crédit pour les logements et les infrastructures au moyen d'associations d'épargne et de prêts, d'unions de crédit et de plans d'emprunts pour la construction en zone rurale; créer des banques nationales ayant pour objet de mobiliser des fonds pour la construction d'infrastructure et de logements urbains et ruraux grâce à une participation de la population;
- ix) Aider les Etats à formuler et à mettre en oeuvre des politiques et des stratégies nationales pour la création d'industries des matériaux de construction et du bâtiment.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.291.02

Etude des politiques actuelles dans le domaine des établissements humains en vue de formuler des priorités et des stratégies pour la mise en oeuvre des politiques et des programmes relatifs aux établissements humains dans le cadre du développement économique et social (1979-1981);

9.291.03

Etudes en vue d'améliorer la capacité régionale dans le domaine des établissements humains en tant qu'élément du développement économique et social, grâce à une amélioration des services de formation et des autres institutions. Ces études seront notamment les suivantes :

i) Etude et évaluation des institutions et des programmes de formation dans les domaines du logement, de la construction et de la planification physique en Afrique (1980);

ii) Etude et analyse, dans certains pays africains, des mécanismes de coordination entre les institutions et les organismes s'occupant du développement des établissements humains (1980-1981);

iii) Etude de pré faisabilité suivie d'une étude de faisabilité en vue de la création de centres sous-régionaux de formation pour le personnel de niveau moyen dans le domaine des établissements humains (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, cours de formation et groupes de travail d'experts (1980-1981) :

9.291.26

Réunion d'un groupe d'experts sur les politiques et les programmes dans le domaine des établissements humains (voir projets 9.291.02, et 9.291.03) (1980-1981);

9.291.27

Réunion d'un groupe d'experts sur les institutions et les mécanismes régionaux de formation dans le domaine des établissements humains (1980-1981);

9.291.28

Réunion du Comité intergouvernemental régional sur les établissements humains (1980);

9.291.29 Séminaire sur le financement de l'infrastructure rurale (1981);

9.291.30 Séminaire sous-régional de formation dans le domaine de l'organisation et de la création de sociétés coopératives de logements (1980).

Programmes apparentés :

Une collaboration étroite sera maintenue et renforcée avec les divisions organiques de la Commission, Habitat : Centre pour les établissements humains, le PNUE, le PNUD, les institutions et les groupements financiers régionaux et sous-régionaux; ainsi que l'OIT, l'UNESCO, la BIRD, la BAD, l'OMS, l'ONUDI, l'OUA et les ONG concernées.

9.292 Mise en valeur et utilisation efficaces des ressources

Autorisation :

Résolutions 53(IV), 157(VIII), 209(IX), 316(XIII) de la Commission; recommandations de la Conférence Habitat de 1976; résolution 32/162 de l'Assemblée générale; décisions du Conseil d'administration du PNUE; résolution 8(IV) de la Conférence des ministres africains de l'industrie de 1977; Déclaration sur l'industrialisation en Afrique /résolution 267(XII)/; Déclaration et Plan d'action de Lima sur le développement industriel et la coopération, adoptée lors de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI en mars 1975; conclusions adoptées lors de la troisième réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique tenue en novembre 1976.

But du projet :

L'objectif de ce sous-programme est d'aider les Gouvernements africains à mettre en place des institutions, des politiques et des programmes nationaux qui contribueront à la planification, à la mise en valeur, à la mobilisation et à l'utilisation efficace des ressources financières, naturelles et humaines en vue du développement des établissements humains; ainsi qu'à parvenir en l'an 2000 à l'auto-suffisance en ce qui concerne les industries des matériaux de construction et du bâtiment.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.292.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Créer des projets de logements coopératifs en mettant l'accent en particulier sur les projets de trames d'accueil;
- ii) Améliorer la conception et l'environnement des logements et des installations communautaires dans les zones rurales, péri-urbaines et urbaines, et améliorer et atténuer les mauvaises conditions qui règnent dans les taudis et les colonies de squatters;
- iii) Coordonner et rationaliser les activités de recherche dans le domaine de la construction;
- iv) Promouvoir la production de matériaux de construction appropriés permettant de satisfaire la demande locale, en utilisant des techniques adéquates, peu coûteuses et adaptées à l'environnement, ainsi que de petites et moyennes industries conçues de manière à tenir pleinement compte de leurs effets sur l'environnement;
- v) Créer dans les ministères compétents des centres ayant pour tâche de surveiller en permanence les coûts de la construction et également de les réduire au moyen d'une planification, d'une normalisation et d'une coordination modulaire; et
- vi) Identifier et mettre en oeuvre des projets pilotes nationaux et multinationaux pour les industries des matériaux de construction et du bâtiment.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.292.02

Etudes sur la production des matériaux de construction en vue de coordonner les méthodes et de mettre en oeuvre les projets identifiés au cours des missions réalisés sur le terrain (d'août à octobre 1977) par l'équipe d'experts sur les matériaux de construction (1980-1981);

- 9.292.03 Etudes de préfaçabilité et de faisabilité sur les conditions régionales permettant de parvenir à l'auto-suffisance en ce qui concerne la production des matériaux de construction. Voir projet 9.292.02 (1980-1981);
- 9.292.04 Promotion et appui des activités menées par les institutions et les centres de recherche en vue d'améliorer ou de mettre au point, des matériaux de construction locaux appropriés (tels que les tiges de coton, la bagasse, les papyrus, les produits forestiers, la pierre, etc.);
- 9.292.05 Etude de préfaçabilité suivie d'une étude de faisabilité en vue de la création de différents centres, dont notamment un centre d'expérimentation sur le bois et la pierre au Ghana (1980-1981);
- 9.292.06 Etude de préfaçabilité sur la création de centres nationaux ayant pour tâche de surveiller les coûts de la construction et de diffuser des informations (1981);
- 9.292.07 Publication d'un manuel sur les techniques appropriées dans le domaine de la construction et du logement (1981);
- d) Conférences, réunions, séminaires, cours de formation et groupes de travail d'experts (1980-1981);
- 9.292.26 Séminaire sur la planification, la programmation, le financement, la création et la gestion des industries des matériaux de construction et du bâtiment (1980);
- 9.292.27 Réunion régionale des directeurs d'institutions de recherche dans le domaine de la construction (1980-1981);
- 9.292.28 Cours de formation sous-régionaux pour les entrepreneurs locaux (1980-1981).

Programmes apparentés :

Une collaboration étroite sera maintenue et renforcée avec toutes les divisions organiques de la Commission, et en particulier avec la Division des ressources naturelles, la Division du développement social, la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre, et la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie; avec les autres commissions économiques régionales; avec Habitat : Centre pour les établissements humains, le PNUE, l'ONUDI, le PNUD, l'OIT, l'UNESCO, la BIRD, la BAD et d'autres institutions financières; ainsi qu'avec les pays donateurs, les autres organismes d'assistance technique et les associations professionnelles internationales et africaines.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest à Niamey

9.292.08

Projet de création d'un Centre du logement et de la construction à
Cacavelli (Lomé, Togo) qui desservira tous les pays voisins de la
sous-région (1980).

9.330 DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

C. MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES RESSOURCES PHYSIQUES

9.331 Politiques et planification industrielles

Autorisation :

Résolutions 2626(XXI), 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale; résolutions 218(XIII), 256(XII) et 267(XII) de la Commission; résolution CM/ST.12(XXI) de mai 1973 de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA énonçant la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique : Déclaration et Plan d'action de Lima sur le développement et la coopération industriels, adoptés par l'ONUDI à sa deuxième Conférence générale de mars 1975; conclusions adoptées par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa quatrième session; le Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique (1976-1981-1986) adopté par la Conférence des ministres de la CEA à Kinshasa en 1977 et approuvé par la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa quatorzième session ordinaire à Libreville en juillet 1977.

But du projet :

Formuler des politiques et des programmes industriels africains intégrés intra-sectoriels et intersectoriels pour favoriser le développement industriel dans des conditions telles qu'il y ait un accroissement de la capacité de croissance et de diversification industrielles autonomes sur la base d'un accroissement de l'autonomie nationale et régionale; faciliter la coopération régionale et les consultations internationales pour protéger et défendre les intérêts collectifs des pays africains.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

- 9.331.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :
- i) En offrant une assistance technique dans le domaine de la politique et de la planification industrielles du point de vue de l'organisation, de la coordination, de l'exécution, des mesures complémentaires et de l'analyse critique;
 - ii) Pour déterminer et analyser du point de vue critique les possibilités d'entraînement industriel;
 - iii) Pour formuler des politiques nationales de développement des aptitudes à concevoir, à planifier et à analyser les projets industriels;

- iv) Pour formuler des politiques et des programmes de coopération industrielle multinationale et définir les conditions de cette coopération;
- v) Pour harmoniser les positions africaines dans les consultations internationales et mondiales portant sur la restructuration de l'industrie dans le monde et la création de nouvelles aptitudes à la production industrielle dans le monde;
- vi) Pour définir des politiques d'harmonisation et de stimulation et des lois correspondantes en liaison avec le développement industriel intégré;
- vii) Pour déterminer les avantages de la participation aux industries multinationales de base.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.331.02

Série de mesures complémentaires portant sur l'ordre d'urgence et les objectifs de la planification industrielle, de même que sur les politiques et les stratégies en vue de l'énoncé de directives tendant à l'accroissement de l'autonomie à la lumière des résultats des colloques régionaux et sous-régionaux convoqués en Afrique en 1978 et 1979 (voir projet 9.331.28) (1980-1981);

9.331.03

Examiner les règles concernant les négociations industrielles, les appels d'offres, l'adjudication de contrats et de sous-contrats et les aptitudes correspondantes [voir projets 9.331.30, 9.332 A), B), C), D)] (1980-1981);

9.331.04

Etude des conditions, des règles, des formes et des possibilités en prévision de la création de sociétés multinationales africaines [voir projets 9.331.29 et 9.332 A), B), C) et D)] (1980-1981);

9.331.05

Etude du point de vue critique, dans certains pays africains, de l'efficacité de la gestion et des services techniques industriels (voir projet 9.331.30) (1980);

9.331.06

Etude du point de vue critique, dans certains pays africains, des aptitudes à la conception, à l'analyse critique et à la planification des projets industriels (avec le concours de la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre) (voir projet 9.331.32) (1980);

9.331.08

Exercice annuel d'examen et d'évaluation des progrès du développement industriel africain (voir projets 9.331.02 et 9.331.27) (1980).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.331.20 Rédaction et diffusion de renseignements sur l'investissement en Afrique (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.331.26 Réunions de promotion des investissements avec des investisseurs en puissance, les gouvernements et les institutions intergouvernementales sur le financement des projets nationaux et multinationaux [voir projets 9.332 A), B), C) et D)] (1980-1981);

9.331.27 Réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique (1980-1981);

9.331.28 Séries de réunions de groupes d'experts sur la planification et la programmation des facteurs de production institutionnels et autres, par exemple finances, techniques, matières premières et personnel nécessaires pour la réalisation du développement industriel intégré [voir projets 9.331.02, 9.332 A), B), C) et D)] (1980-1981);

9.331.29 Réunion d'un groupe d'experts sur la coopération industrielle entre pays africains, avec le concours du Bureau de coopération économique et du MULPOC (voir projet 9.331.04) (1980-1981);

9.331.30 Réunions spéciales de groupes d'experts sur la gestion industrielle, les accords, les négociations et les sous-contrats, avec le concours de la DAPGM (voir projets 9.331.03 et 9.331.05) (1980-1981);

9.331.31 Conférence des ministres africains de l'industrie (1981);

9.331.32 Réunions de travail sur la conception, l'élaboration et l'analyse critique des projets, avec le concours de la DAPGM (voir projet 9.331.06) (1980-1981).

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts :

9.331.33 Réunions sous-régionales sur les politiques et les consultations industrielles à entreprendre pour la création d'industries multinationales et pour la définition de positions communes pour un nouveau déploiement des industries dans le monde en faveur des pays en développement; réunions de travail sur les politiques de développement tendant à l'établissement intégré de programmes sectoriels en fonction des rapports des missions hors siège [voir projets 9.332 A), B), C) et D)] (1980-1981).

MULPOC de la Communauté des Grands Lacs (Gisenyi)

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.331.34

Réunions sous-régionales sur les politiques et les consultations industrielles à entreprendre pour la création d'industries multinationales et pour la définition de positions communes pour un nouveau déploiement des industries dans le monde en faveur des pays en développement; réunions de travail sur les politiques de développement tendant à l'établissement intégré de programmes sectoriels en fonction des rapports des missions hors siège [voir projets 9.332 A), B), C) et D)] (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique du Centre (Yaoundé)

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.331.35

Réunions sous-régionales sur les politiques et les consultations industrielles à entreprendre pour la création d'industries multinationales et pour la définition de positions communes pour un nouveau déploiement des industries dans le monde en faveur des pays en développement; réunions de travail sur les politiques de développement tendant à l'établissement intégré de programmes sectoriels en fonction des rapports des missions hors siège [voir projets 9.332 A), B), C) et D)] (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.331.36

Réunions sous-régionales sur les politiques et les consultations industrielles à entreprendre pour la création d'industries multinationales et pour la définition de positions communes pour un nouveau déploiement des industries dans le monde en faveur des pays en développement; réunions de travail sur les politiques de développement tendant à l'établissement intégré de programmes sectoriels en fonction des rapports des missions hors siège [voir projets 9.332 A), B), C) et D)] (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique du Nord (Tanger)

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.331.37

Réunions sous-régionales sur les politiques et les consultations industrielles à entreprendre pour la création d'industries multinationales et pour la définition de positions communes pour un nouveau déploiement des industries dans le monde en faveur des pays en développement; réunions de travail sur les politiques de développement tendant à l'établissement intégré de programmes sectoriels en fonction des rapports des missions hors siège [voir projets 9.332 A), B), C) et D)] (1980-1981).

9.332

Création d'industries de base, développement de celles qui existent et coopération intra-africaine

Autorisation :

Résolutions 2626(XXV), 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale et résolutions 218(X), 256(XII), 267(XII) et 319(XIII) de la Commission; Déclaration sur l'industrialisation en Afrique: Principes et directives pour la coopération et le développement, adoptés par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa deuxième session en décembre 1973; Déclaration et Plan d'action de Lima, adoptés par l'ONUDI à sa deuxième Conférence générale en mars 1975; conclusions acceptées par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa troisième et à sa quatrième sessions tenues en décembre 1975 et en novembre 1977 respectivement; Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique (1976-1981-1986) adopté par la Conférence des ministres de la CEA en 1977 et approuvé par la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa quatorzième session ordinaire en 1977.

But du projet :

Aider les dirigeants africains et les responsables de l'industrialisation à déterminer les caractéristiques des industries de base qui existent dans les pays africains, à établir des plans, des politiques, des stratégies, des objectifs, des programmes et des projets par secteur; à déterminer les effets d'entraînement au sein des secteurs et entre les secteurs de l'économie; à organiser des programmes de formation industrielle, des réunions de travail et des séminaires; à favoriser les institutions et les services auxiliaires, à en créer et à renforcer ceux qui existent et à créer un noyau d'industries de base.

Catégorie A

Travaux :

- A) Programme de développement de l'industrie chimique
(A exécuter en partie dans le cadre du Groupe consultatif des industries chimiques)

I. PROGRAMME GENERAL

9.332.01 A)

- a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :
- i) En leur apportant une assistance technique dans le domaine des politiques et de la planification tendant au développement des industries chimiques;
 - ii) Pour la détermination et l'analyse critique des possibilités offertes à la création d'industries chimiques ayant des effets d'entraînement, avec l'édification d'un cadre permettant pour l'élaboration de politiques et de stratégies tendant au développement intégré de l'industrie chimique dans le contexte de l'économie nationale;

- iii) Pour l'élaboration d'une politique technique commune pour les industries chimiques de base et le développement d'aptitudes nationales à étudier, analyser, planifier et gérer des projets relevant de l'industrie chimique;
- iv) Pour l'analyse critique des complémentarités qui pourraient exister entre certains pays africains en ce qui concerne l'offre des facteurs de production nécessaires à l'élaboration industrielle des produits chimiques, l'objectif étant l'harmonisation des politiques d'encouragement et des lois correspondantes;
- v) Pour l'analyse critique des barrières qui peuvent freiner le commerce des produits chimiques, qu'il s'agisse des droits de douane, des impôts indirects et de toutes les autres restrictions fiscales et non fiscales, et de stimulants pouvant faciliter ce commerce;
- vi) Pour l'établissement d'un inventaire des caractéristiques des structures et des productions de l'industrie chimique existantes afin de déterminer si elles sont suffisantes par rapport aux besoins qu'implique le rôle de ce secteur dans le développement industriel et de déterminer les conditions dans lesquelles il conviendrait d'étudier et de créer les services et les institutions auxiliaires nécessaires aux industries et aux complexes chimiques;
- vii) Pour l'établissement d'un inventaire des industries chimiques, des produits et du matériel de production qui existent.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.332.02 A)

Etudes sur les ordres d'urgence, les objectifs, la planification, la programmation et les instruments de politique générale concernant le développement intégré de l'industrie chimique et détermination des effets d'entraînement réels pouvant agir sur l'industrie extractive et sur l'agriculture (eu égard plus spécialement au personnel, aux techniques et aux institutions auxiliaires), en tant que prolongement de la mission de 1978 sur l'industrie chimique et les activités consécutives prévues pour 1979 [voir projets 9.332.26 A) et 9.333.26/ (1980-1981);

9.332.03 A)

Etudes de marchés et études technico-économiques sur les projets retenus et sur les propositions de projets découlant de la mission de 1978 sur l'industrie chimique (voir projet 9.331.26) (1980-1981);

- 9.332.04 A) Premières études préliminaires sur les projets retenus à la suite de la mission de 1978 sur l'industrie chimique (à entreprendre avec la participation des investisseurs possibles et en fonction des ordres d'urgence déterminés par les pays intéressés) (voir projet 8.331.26) (1980-1981);
- 9.332.05 A) Etudes complémentaires sur les produits pharmaceutiques en vue de la coordination des travaux que l'OMS/BAD, l'ONUDI et l'équipe spéciale des produits pharmaceutiques mandatée par les Nations non-alignées auront entrepris et en vue de simplifier le développement intégré de l'industrie pharmaceutique en Afrique (1980).
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :
- 9.332.20 A) Recueillir et diffuser des renseignements sur les propositions de projets et sur les études préliminaires à l'intention des investisseurs possibles, l'objectif étant de les inciter à participer à l'établissement des premières études préliminaires et des études préliminaires et des activités qui leur feront suite (1980-1981).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.332.26 A) Réunions de groupes d'experts sur les ordres d'urgence, les objectifs, la planification et la programmation du développement intégré de l'industrie chimique (y compris personnel, techniques et institutions auxiliaires) [voir projet 9.332.02 A)] (1980-1981);
- 9.332.27 A) Stage ou stages de formation intensive sur les études de marchés et les projections relatives aux produits chimiques, avec le concours de la DAPGM [voir projet 9.332.03A)] (1980-1981);
- 9.332.28 A) Réunions de travail et séminaires sur les caractéristiques du personnel à prévoir pour le développement du secteur, sous la direction de la DAPGM [voir projet 9.332.02 A)] (1980-1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de la Communauté des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

- 9.332.06 A) Assistance pour l'analyse critique de l'étude préliminaire sur l'industrie chimique fondée sur le gaz méthane du lac Kivu confiée à une entreprise d'ingénieurs-conseils, pour la présentation du projet et de son intérêt aux investisseurs possibles et enfin pour la préparation et l'analyse critique des appels d'offres et des contrats avec la collaboration de l'ONUDI (1980-1981).

B) Développement des industries mécaniques

I. PROGRAMME GENERAL

9.332.01 B) a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour la définition des ordres d'urgence, des objectifs, des politiques et des programmes nationaux dans le domaine des industries mécaniques;
- ii) Pour l'établissement d'un programme de développement intégré tendant au développement de la construction de machines-outils avec des effets d'entraînement entre les secteurs, à l'échelon des pays et sur le plan multinational;
- iii) En contribuant à l'enquête sur les moyens de construction existants, par exemple fonderies, forges et industries des autres métaux en favorisant la création de moyens de ce genre pour le développement des industries mécaniques à l'échelon des pays;
- iv) Pour la définition de politiques techniques communes et pour le développement d'aptitudes nationales à adopter, adapter, absorber et transférer dans des conditions accélérées deux ou trois techniques applicables aux industries mécaniques;
- v) Pour la création d'effets d'entraînement réciproques entre les institutions et les techniques;
- vi) En offrant des services consultatifs pour la rationalisation et l'amélioration des installations existantes et pour l'implantation de moyens de construction et de production à l'usage des industries mécaniques.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.332.02 B)

Comme prolongement des activités hors siège menées à bien en 1978-1979, procéder à des études destinées à la détermination des ordres d'urgence, des objectifs, des plans et des programmes, ainsi qu'à des mesures d'ordre politique nécessaires au développement intégré de l'industrie mécanique et de ses éléments principaux (par exemple, techniques, institutions auxiliaires et caractéristiques du personnel, sous la direction de la DAPGM, pour 1979-1983) (voir projet 9.333.11), et en même temps détermination des principaux effets d'entraînement agissant sur les autres grands secteurs de l'économie [voir projets 9.332.26 B), 9.332.27 B) et 9.333.26] (1980-1981);

- 9.332.03 B) Analyse critique des ordres d'urgence et des stratégies à appliquer pour l'étude et la création d'industries de base (fonderies, forges, travail des métaux) et pour l'amélioration de celles qui existent, en tant qu'instruments du développement intégré des industries mécaniques [voir projet 9.332.28 B] (1980);
- 9.332.04 B) Etudes de marchés, premières études préliminaires en prévision de la fabrication de pièces de rechange, d'éléments, d'accessoires, eu égard plus particulièrement aux transports et communications, aux petits outils, aux instruments agricoles, au matériel électrogène [voir projets 9.332.28 B) et 9.331.26] (1981);
- 9.332.05 B) Analyse critique des poles de développement possibles, tels que les chemins de fer et les ateliers d'entretien, en tant que bases du développement de l'industrie des constructions mécaniques et des machines-outils et premières études préliminaires technico-économiques sur les conditions requises pour les projets prioritaires retenus [voir projet 9.332.28 B] (1981).
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :
- 9.332.20 B) Rassemblement, classement et diffusion de renseignements technico-économiques sur certaines productions bien déterminées de l'industrie mécanique en fonction des besoins des industries mécaniques africaines.
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.332.26 B) Réunions de groupes d'experts sur les ordres d'urgence, les objectifs, les plans, les programmes et les mesures d'ordre politique à appliquer pour le développement intégré des industries mécaniques (compte tenu plus spécialement des techniques et des institutions auxiliaires) et détermination des effets d'entraînement importants agissant sur les autres secteurs [voir projet 9.332.02 B] (1980);
- 9.332.27 B) Réunions de travail et séminaires sur les caractéristiques du personnel nécessaire au développement de l'industrie mécanique, sous la direction de la DAPGM [voir projet 9.332.02 B] (1980-1981);
- 9.332.28 B) Réunions de travail, stages de formation et séminaires sur la production intérieure de pièces et d'éléments détachés (1980), sur le développement des fonderies et des forges (1980), sur le développement de la construction de machines-outils (1981) et sur la réorganisation des pratiques commerciales dans l'industrie mécanique (1981), avec le concours de la DAPGM [voir projets 9.332.04 B), 9.332.03 B) et 9.332.05 B)].
- C) Développement des industries des métaux de base

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.332.01 c) a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour leur permettre de déterminer si les organismes et les instruments de politique générale sont suffisants pour traduire les objectifs du développement socio-économique national en politiques, ordres d'urgence, objectifs, plans, programmes et projets par secteur fondés sur les stratégies et les politiques tendant à la réalisation d'une industrialisation intérieure autonome dans le contexte du secteur des industries des métaux de base (1980);
- ii) Pour leur permettre de déterminer, par secteur et par industrie, les objectifs, les plans et les programmes concernant les productions, les facteurs de production, le personnel, les techniques, les institutions dans le secteur des industries des métaux de base;
- iii) Pour leur permettre de procéder à des études sectorielles et à des enquêtes industrielles en vue de déterminer les possibilités de croissance et les possibilités d'investissement dans le secteur des industries des métaux de base.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.332.02 C) Prolongement de la mission de 1978 et de la réunion du groupe d'experts de 1979 : déterminer le rôle du secteur des métaux de base dans les économies des pays africains pour préciser sa contribution à l'industrialisation intérieure autonome à l'échelon des pays et à l'autonomie collective sur le plan multinational, compte tenu plus spécialement des techniques, du personnel des institutions, de l'utilisation des matières premières, de la base de l'industrialisation etc. [voir projets 9.332.26 C) et 9.333.26] (1980);

9.332.03 C) Comme prolongement de la mission hors siège de 1978, études préliminaires sur les possibilités particulières d'investissement reconnues, compte tenu de la nécessité pour la région africaine de devenir autonome avant l'an 2000 dans le cas des facteurs de production métalliques servant à l'industrie du bâtiment et de la construction (fers à béton, clous, articles métalliques nécessaires aux constructeurs, tôles de couverture, etc.) (voir projet 9.331.26) (1980-1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.332.20 C) Recueillir et classer des renseignements technico-économiques et financiers concernant la sidérurgie [voir projet 9.332.27 C)] (1980);

9.332.21 C) Voyages d'étude et études de cas d'espèces sur les usines sidérurgiques dans les régions autres que la région africaine aux fins du projet 9.332.27 C) (1980);

- 9.332.22 c) Recueillir et classer des renseignements technico-économiques sur l'industrie des métaux non ferreux [voir projet 9.332.28 c)] (1981);
- 9.332.23 c) Voyages d'étude et études de cas d'espèces concernant les usines de métaux non ferreux dans les régions autres que la région africaine en vue spécifiquement d'acquérir une expérience des problèmes d'entraînement en aval vers les marchés [voir projet 9.332.28 c)] (1981).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.332.26 c) Réunion d'un groupe d'experts sur le rôle et l'influence du secteur des métaux de base dans les économies des pays africains en vue de la détermination de la contribution de l'industrie des métaux de base à la réalisation de l'industrialisation intérieure autonome à l'échelon des pays et de l'autonomie collective sur le plan multinational [voir projet 9.332.02 c)] (1980);
- 9.332.27 c) Réunion de consultations entre dirigeants politiques, planificateurs, programmeurs, personnel des projets et directeurs des usines sidérurgiques et des directeurs des institutions de financement en Afrique [voir projets 9.332.03 c), 9.332.02 c) et 9.332.20 c)] (1981);
- 9.332.28 c) Réunion de consultations entre dirigeants politiques, planificateurs, programmeurs, personnel des projets, directeurs d'usines de cuivre, de plomb, de zinc, d'étain et d'aluminium et directeurs des institutions financières en Afrique [voir projets 9.332.03 c), 9.332.02 c) et 9.332.22 c)] (1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

- 9.332 Création d'une industrie sidérurgique dans la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.
- b) Etudes :
- 9.332.04 c) Etude préliminaire du projet (1980).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.332.29 c) Convocation d'un groupe intergouvernemental d'experts pour l'analyse critique de l'étude préliminaire (1981);
- 9.332.30 c) Convocation d'une réunion de plénipotentiaires des gouvernements pour l'approbation de l'exécution du projet et la signature du protocole de coopération qui servira de base à l'exécution (1981).

D) Programme de développement des industries tributaires de l'agriculture et des forêts

D1) Industries tributaires de l'agriculture

(Exécution dans le cadre des travaux du Groupe consultatif du développement des industries alimentaires et des agro-industries).

I. PROGRAMME GENERAL

9.332.01 D1) a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Assistance technique dans les domaines des politiques, des plans et des programmes concernant les industries tributaires de l'agriculture;

ii) Assistance pour l'élaboration de politiques à moyen terme et à long terme pour l'expansion des industries alimentaires et des industries tributaires de l'agriculture;

iii) Assistance pour la détermination et l'analyse critique des possibilités offertes à la création d'industries alimentaires et d'industries tributaires de l'agriculture, avec la mise en place d'un cadre pour l'élaboration de politiques et de stratégies harmonisées de coopération multinationale;

iv) Assistance pour l'établissement d'un inventaire des caractéristiques des structures et des productions existantes en vue de la détermination de la mesure dans laquelle elles répondent aux besoins qu'implique le rôle de ce secteur dans le développement industriel et des conditions dans lesquelles les services et les institutions auxiliaires nécessaires aux industries alimentaires et aux industries tributaires de l'agriculture doivent être étudiés et mis en place.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.332.02 D1) Etudes économiques et premières études préliminaires sur les industries alimentaires et les industries tributaires de l'agriculture servant par exemple à la transformation des céréales, des graines oléagineuses, des fruits et légumes, de la viande et des cuirs et peaux, etc. (voir projet 9.331.26) (1980-1981);

9.332.03 D1) Etude du soutien institutionnel permettant de favoriser et de créer efficacement des industries alimentaires et des industries tributaires de l'agriculture (voir projets 9.332.26 D1) et 9.333.26/ (1980-1981);

- 9.332.04 D1) Etudes sur les ordres d'urgence et les objectifs, les plans et les programmes concernant le développement intégré des industries alimentaires et des industries tributaires de l'agriculture, de même que sur les politiques et les stratégies d'exécution, compte tenu plus spécialement des caractéristiques du personnel nécessaire et des techniques à prévoir pour les industries alimentaires et les industries tributaires de l'agriculture [voir projets 9.332.26 D1) et 9.332.28 D1)] (1980-1981),
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :
- 9.332.20 D1) Mise à jour de l'inventaire des usines existantes dans les secteurs prioritaires des industries alimentaires et des industries tributaires de l'agriculture dans la région africaine (1980-1981),
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.332.26 D1) Réunions de travail sur les ordres d'urgence, les objectifs, les plans, les programmes, étude, création et mise en oeuvre des institutions et des services industriels auxiliaires nécessaires aux agro-industries [voir projets 9.332.03 D1) et 9.332.04 D1)] (1980-1981);
- 9.332.27 D1) Réunion d'un groupe d'experts composé de directeurs d'instituts de recherches sur l'alimentation en vue de la détermination des domaines de coordination et de coopération dans les programmes de recherches et d'études [voir projet 9.332.03 D1)] (1981);
- 9.332.28 D1) Réunion de travail sur les caractéristiques du personnel nécessaire aux industries alimentaires et aux industries tributaires de l'agriculture, sous la direction de la DAPGM et organisation d'une formation en cours d'emploi en usine [voir projet 9.332.04 D1) (1980-1981).

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de la Communauté des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

- 9.332.05 D1) Récapitulation et analyse critique des études préliminaires fondées sur le projet industriel de la vallée du Ruzizi, avec le concours de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, l'objectif étant de déterminer les projets particuliers pour permettre aux gouvernements de définir un ordre d'urgence pour les études préliminaires (1979-1980).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

b) Etudes :

- 9.332.06 D1) Etudes économiques, premières études préliminaires (1980) et études préliminaires, avec la collaboration des investisseurs possibles (1980), sur la création d'industries alimentaires pour la transformation des

céréales et des graines oléagineuses dans la province nord de la Zambie et dans la région de Mbeya-Rukwa de la République-Unie de Tanzanie en liaison avec le programme de développement rural intégré, avec le concours de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture (1980-1981).

D2) Industries tributaires des forêts

I. PROGRAMME GENERAL

9.332.01 D2) a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour leur permettre d'entreprendre des études récapitulatives et des études critiques par secteur sur les industries fondées sur les forêts;
- ii) Pour déterminer, analyser du point de vue critique, choisir, formuler, lancer et exécuter des projets d'industries forestières bien déterminés, dont les projets déterminés par le groupe précédent;
- iii) Pour favoriser le lancement de programmes de politiques et de stratégies à moyen terme et à long terme pour le développement de la sylviculture et des industries forestières et pour contribuer à leur élaboration et à leur exécution;
- iv) Pour favoriser le développement d'aptitudes et de connaissances spécialisées nationales dans le domaine technique, dans les domaines de la gestion, des recherches et de la commercialisation, fondées, dans tous les cas possibles, sur l'amélioration et la coordination des aptitudes et des institutions existantes;
- v) Pour favoriser la coopération institutionnelle, régionale, industrielle et technique dans les projets d'industries forestières, dans la commercialisation des produits forestiers et entre institutions travaillant à des recherches sur les produits forestiers et sur les techniques correspondantes et dans la formation et l'utilisation du personnel nécessaire.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.332.02 D2) Examen récapitulatif par secteur des industries forestières primaires et secondaires en vue de l'établissement de politiques, d'ordres d'urgence, de stratégies et de plans pour l'industrie forestière intégrée (1980-1981);

9.332.03 D2) Examen récapitulatif et critique de la base de renseignements, des aptitudes à la recherche et au développement, des besoins en matière de formation et des conditions à remplir dans le domaine des industries forestières (1980-1981);

- 9.332.04 D2) Etablissement de premières études préliminaires pour les projets retenus avec les gouvernements dans le cas des industries primaires et secondaires (voir projet 9.331.26) (1980-1981);
- 9.332.05 D2) Détermination et soutien de la coopération multinationale nécessaire en matière d'industries forestières, dans les domaines des investissements, des techniques, des marchés et de la commercialisation et détermination des moyens possibles d'exécution (1980-1981).
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :
- 9.332.20 D2) Communiquer les renseignements concernant les propositions de projets et les projets aux investisseurs possibles en vue de la mobilisation de ressources financières.
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.332.26 D2) Réunions de groupes de travail techniques sur la planification et le développement intégré des industries forestières (1980-1981);
- 9.332.27 D2) Réunions de travail et institutions consacrées aux industries forestières intégrées (1980-1981);
- 9.332.28 D2) Réunions de travail pour la formation en groupe dans les domaines de l'étude des produits, de la commercialisation, des marchés, du choix des techniques et de la coopération en matière d'industries forestières (1980-1981).
- 9.333 Création d'institutions générales

Autorisation :

Résolutions 2626(XV), 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale, résolutions 218(X), 256(XII) et 267(XII) de la Commission; Déclaration sur l'industrialisation de l'Afrique : Principes et directives pour la coopération et le développement, adoptés par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa deuxième session en décembre 1973; conclusions acceptées par la Conférence des ministres africains de l'industrie à la troisième session en décembre 1975; Déclaration et Plan d'action de Lima sur le développement et la coopération industriels, adoptés par l'ONUDI à sa deuxième Conférence générale en mars 1975; conclusions acceptées par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa quatrième session en décembre 1977; résolution CM/ST.12(XXI) de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA de mai 1973 énonçant la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique; Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique (1976-1981-1986), adopté par la Conférence des ministres de la CEA à Kinshasa en 1977 et approuvé par la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa quatorzième session ordinaire, à Libreville en juillet 1977.

But du projet :

Aider les gouvernements à renforcer leurs organismes de développement industriel à l'échelon des pays et sur le plan multinational.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

- 9.333.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :
- i) Pour l'étude et la création de centres de promotion industrielle;
 - ii) Pour l'étude et la création de domaines industriels;
 - iii) Pour la création de chambres de commerce et d'industrie et d'associations analogues de producteurs;
 - iv) Pour le lancement de mesures coopératives en faveur du développement industriel.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.333.03 Création d'un centre africain de services d'ingénieurs-conseils et de gestion, activités hors siège (1981);
- 9.333.04 Fonds africain de développement industriel (FADI) : activités complémentaires et création (1980-1981);
- 9.333.05 Premières études préliminaires sur les institutions multinationales envisagées pour favoriser la coopération industrielle dans le domaine des industries de base [voir projets 9.333 A), B), C) et D)] (1980-1981);
- 9.333.06 Etude sur les domaines de coopération possibles entre les banques africaines nationales de développement industriel et les sociétés d'investissements de la région et sur les conditions à remplir, l'objectif étant la création d'une association africaine des banques de développement industriel et des sociétés d'investissements industriels, avec le concours de la DAPGM et la PRPE (1980-1981).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.333.26 Réunions de négociations sur la création d'institutions régionales [voir projets 9.332.02 A), B) et C), 9.332.03 D1 et 9.334.02] à savoir :

a) Centre africain de services d'ingénieurs-conseils et de gestion : réunion intergouvernementale d'experts (1981) et réunion de plénipotentiaires (1981);

b) Fonds africain de développement industriel : réunion de plénipotentiaires (1980) faisant suite à la réunion d'experts intergouvernementaux (1979).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique du Centre (Gisenyi)

b) Etudes :

9.333.07

Création d'un centre multinational de production de matériels scientifiques et techniques et d'auxiliaires pédagogiques d'enseignement de la physique, de la chimie et des matières techniques dans les écoles secondaires (1979), détermination des besoins (1980), étude préliminaire avec la collaboration de la DAPGM et sous la direction du Groupe scientifique et technique (1980-1981).

9.334

Développement de la petite industrie et des industries rurales

Autorisation :

Résolutions 2626(XXV), 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale; résolutions 218(X), 256(XII), 267(XII) et 319(XIII) de la Commission; Déclaration sur l'industrialisation de l'Afrique: principes et directives à appliquer pour la coopération et le développement, adoptés par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa deuxième session en décembre 1973; Déclaration et Plan d'action de Lima sur le développement et la coopération industriels adoptés par l'ONUDI à sa deuxième Conférence générale en mars 1975; conclusions acceptées par le Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique adoptées à sa troisième réunion en novembre 1976; conclusions acceptées par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa quatrième session en novembre 1977.

But du projet :

Aider les gouvernements à formuler des politiques et des programmes de développement de la petite industrie et des industries rurales, à établir et à organiser des programmes de formation, des réunions de travail et des séminaires, à intégrer les petites industries dans les industries de capacité moyenne et de forte capacité, à appliquer les techniques appropriées et à créer les institutions et les services auxiliaires nécessaires.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.334.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pour l'établissement de politiques et d'organismes centraux pour la petite industrie et les industries rurales dans le contexte du développement rural intégré;

ii) Pour l'élaboration de programmes de formation pour le développement de la petite industrie et des industries rurales;

iii) Pour la réalisation de l'intégration des petites industries et des industries de capacité moyenne et de forte capacité;

iv) Pour l'application de techniques appropriées à la petite industrie et aux industries rurales;

v) Pour la promotion d'organismes et de services d'appui à la petite industrie et aux industries rurales décentralisés;

vi) Pour l'étude d'autres programmes et projets concernant la petite industrie et les industries rurales.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.334.02

Etude critique dans certains pays africains des politiques et des institutions de soutien et de développement de la petite industrie et des industries rurales (voir projet 9.333.26) (1980-1981);

9.334.03

Etude sur l'intégration des petites industries et des industries de capacité moyenne et de forte capacité, y compris le recours aux sous-traitants, l'objectif étant de déterminer les mesures appropriées (1980);

9.334.04

Etude des mesures et des instruments les plus convenables pour l'adoption de techniques appropriées par les petites entreprises (1980-1981);

9.334.05

Monographies des domaines industriels en tant que moyen de favoriser les petites industries (1980).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.334.20

Rédaction et publication des plans modèles (1980-1981).

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.334.26

Voyages d'étude dans certains pays pour recueillir des renseignements sur les moyens de favoriser la petite industrie et les industries rurales dans le contexte du développement rural intégré (1980-1981);

9.334.27

Séminaire sur l'intégration des petites industries et des industries de capacité moyenne et de forte capacité, y compris le recours aux sous-traitants (1981);

9.334.28

Réunion de groupes d'experts compétents de l'Etat sur les politiques et les organismes de nature à favoriser la petite industrie et les industries rurales (1981);

9.334.29

Réunion de travail sur la création de domaines industriels efficaces comme moyen de favoriser les petites industries (1981).

9.340 COMMERCE INTERNATIONAL

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

9.341 Restructuration du commerce extérieur de l'Afrique

Autorisation :

Résolutions 3202(S-VI), 3362(S-VII) de l'Assemblée générale et résolution 260(XII) de la Commission.

But du projet :

Aider les pays africains à améliorer sensiblement les conditions dans lesquelles s'effectue actuellement leur commerce extérieur, à accroître et à diversifier leurs échanges avec les pays qui ne sont pas leurs partenaires commerciaux traditionnels.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.341.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Services consultatifs et missions dans les pays et territoires africains qui en font la demande pour les aider à créer des entreprises multinationales d'importation et d'exportation, à former du personnel dans le domaine du commerce et à créer des institutions régionales et sous-régionales offrant des programmes appropriés relatifs aux négociations commerciales internationales, à la commercialisation internationale, à la promotion des exportations et aux documents d'exportation.
- ii) Services consultatifs aux Etats africains bénéficiant du système généralisé de préférences (SGP) pour les aider à appliquer l'accord appelé à se substituer à la Convention de Lomé, ces services faisant suite à ceux accordés à ces pays en 1978 et 1979 pour les aider à négocier cet accord.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.341.02 Achèvement des monographies sur les possibilités d'importer en commun des produits essentiels (1980);
- 9.341.03 Etablissement de sociétés multinationales d'importation et d'exportation (1980);
- 9.341.04 Coopération régionale dans le domaine des matières premières grâce à la mise en place et au renforcement d'associations de producteurs (1980);
- 9.341.05 Examen et évaluation des progrès enregistrés dans l'application des programmes relatifs au système généralisé de préférences dans les pays africains (1980);
- 9.341.06 Etude des problèmes que pose à la région africaine la mise en service du Fonds commun et des perspectives qu'elle lui ouvre (1980-1981);
- 9.341.07 Développement du commerce entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe occidentale (phase II).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.341.26 Réunion d'un groupe d'experts chargé d'examiner les conclusions de l'étude sur les possibilités d'importer en commun des produits essentiels (1981);
- 9.341.27 Réunion d'un groupe intergouvernemental d'experts chargé d'examiner les conclusions des deux études achevées en 1978/79 (1980);
- 9.341.28 Réunion d'un groupe intergouvernemental d'experts chargé d'examiner les conclusions des études consacrées aux bois tropicaux, au coton et aux viandes, qui ont été achevées en 1978/1979 (1980);
- 9.341.29 Réunion d'un groupe de travail intergouvernemental consacrée à l'application des programmes relatifs au système généralisé de préférences dans des pays africains (1980);

9.341.30 Groupes de produits primaires liés à la création et au renforcement d'associations de producteurs (1981);

9.341.31 Deuxième séminaire régional sur le commerce de l'Afrique avec les pays socialistes (1981).

Programmes apparentés :

Collaboration étroite avec la CNUCED, l'OUA, et les divisions intéressées de la CEA.

9.342 Développement du commerce intra-africain

Autorisation :

Résolution 262(XII) de la Commission.

But du projet :

Aider les pays africains à mettre en oeuvre un programme intégré concernant la promotion des échanges et la politique commerciale aux fins du développement et de l'expansion du commerce intra-africain.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.342.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Fournir des services consultatifs aux gouvernements qui en font la demande en vue de les aider à promouvoir les échanges commerciaux, à commercialiser leurs produits, à effectuer des études de marché, à négocier des accords commerciaux et à identifier les entraves et les obstacles au commerce intra-africain et proposer à ces gouvernements des mesures permettant d'éliminer ces obstacles et d'accroître sensiblement la part du commerce intra-régional (il s'agira notamment d'aider les pays africains à mettre en place et à financer des institutions multinationales chargées de promouvoir le commerce et à créer des systèmes d'assurance-crédit à l'exportation et du financement du crédit à l'exportation);

- ii) Mettre sur pied des missions consultatives chargées de procéder à des études théoriques et à des enquêtes pratiques sur certains produits africains, et notamment d'identifier l'offre et la demande potentielles, les circuits commerciaux et les pratiques suivies par divers pays en matière d'importation et d'exportation en vue de suggérer des mesures permettant d'accroître les échanges commerciaux entre pays africains.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.342.02

Poursuite des études sur les produits entrant ou susceptibles d'entrer dans le commerce entre pays africains et notamment sur des denrées alimentaires tels que le café, le thé et des produits manufacturés tels que les chaussures et les vêtements de confection (1980-1981);

9.342.03

Etudes du commerce intra-africain des matières premières tels que la bauxite, l'aluminium, le pétrole, le pyrèthre, le bois, les céréales, l'étain (1980) et le zinc, l'ammoniaque, la potasse, le soufre, et la pâte à papier (voir projet 9.332) qui sont destinées aux industries de base (1981);

9.342.04

Création de bourses africaines du cuivre, du minerai de fer, du zinc, du plomb et de la bauxite (voir projet 9.332) (1980-1981);

9.342.05

Analyse des législations, règles, réglementations et pratiques commerciales en vigueur en Afrique et notamment des barrières tarifaires et non tarifaires protégeant certains groupements de coopération économique tels que la CEDEAO et le MULPOC de Lusaka (1980-1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.342.20

"Le commerce africain", publication semestrielle traitant de questions se rapportant directement à la promotion des échanges intra-africains (1980-1981);

9.342.21

Annuaire commercial africain : guide conçu contenant des renseignements commerciaux choisis par le biais duquel les parties intéressées qu'elles se trouvent en Afrique ou dans d'autres régions du monde peuvent établir les contacts commerciaux nécessaires (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.342.26 Colloques sur la commercialisation intra-régionale et intra-sous-régionale destinés aux cadres commerciaux de niveaux supérieur et intermédiaire à l'échelon des sous-régions et de l'Afrique dans son ensemble (1980-1981); l'un de ces colloques se tiendra à Khartoum à l'occasion de la foire commerciale panafricaine organisée par l'OUA (1980);
- 9.342.27 Stages de formation aux techniques commerciales intra-africaines à la commercialisation et à la promotion des exportations ainsi qu'aux techniques et aux modalités des négociations commerciales bilatérales, sous-régionales et régionales entre pays africains (1980-1981); deux stages de formation sont prévus l'un en 1980 et l'autre en 1981;
- 9.342.29 Journées d'études réunissant acheteurs et vendeurs de denrées alimentaires notamment de café, de thé, de farines et de produits manufacturés tels que les chaussures et le prêt à porter. Voir 9.342.02 (1980 et 1981);
- 9.342.30 Groupe d'experts sur les négociations commerciales multilatérales entre pays africains (1980).

Programmes apparentés :

Collaboration étroite avec la CNUCED, l'OUA, la Division de la recherche et de la planification socio-économiques, le Service de la coopération économique, la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre, la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture et la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

- 9.342.06 Création de bourses de produits agricoles pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1980-1981) :
- i) Achèvement de l'étude de faisabilité et élaboration d'un projet d'instrument juridique établissant une ou plusieurs bourses de produits agricoles (1980);

- ii) Convocation de réunions d'experts et de ministres pour examiner les conclusions des études et décider de la création d'une ou plusieurs bourses de produits agricoles pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1980);
- iii) Application des décisions adoptées et notamment mobilisation de fonds (1980);
- iv) Création officielle de la ou des bourses de produits agricoles pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (1980);
- v) Octroi d'une assistance aux intéressés en vue de les aider à assurer le bon fonctionnement de la ou des bourses de produits agricoles et à former le personnel nécessaire (1981).

9.342.07

Etablissement d'une zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (voir 9.341, 9.342, 9.344 et 9.515) (1980-1981) :

- i) Convocation d'une deuxième réunion extraordinaire des ministres du commerce, des finances et de la planification aux fins d'examiner le rapport du Groupe intergouvernemental de négociation et de fixer la date du sommet au cours duquel les chefs d'Etat et de Gouvernement signeront le traité (1980);
- ii) Etablissement de la zone d'échanges préférentiels et octroi d'une assistance aux pays membres de la zone pour les aider à mettre en place et à faire fonctionner les institutions prévues dans le cadre de ladite zone (1981).

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

9.342.08

Promotion du commerce entre les pays de l'Afrique centrale et réalisation d'une étude de faisabilité en vue de la mise en place d'un cadre institutionnel approprié pour promouvoir l'instauration d'un marché commun sous-régional compte tenu de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (1980-1981) :

- i) Activités visant à donner suite aux recommandations formulées lors de réunions (1980);
- ii) Mise en oeuvre des décisions adoptées et si nécessaire réalisation d'études supplémentaires (1980);

iii) Mise en place de mécanismes institutionnels appropriés (1981)
pour procéder à des négociations (1981);

iv) Convocation de réunions d'experts et de ministres.

9.343 Africanisation des structures dans le domaine du commerce extérieur

Autorisation :

Résolutions 3352(S-VII) et 320(S-VI) de l'Assemblée générale.

But du projet :

Aider les pays africains à faire en sorte que leur commerce extérieur
soit contrôlé par leurs structures nationales (organismes commerciaux
publiés et/ou entreprises commerciales autochtones privées).

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.343.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

Conseiller les gouvernements africains qui en font la demande
sur les mesures à prendre pour africaniser leurs structures commerciales.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.343.02 Etude comparative de l'africanisation des structures contrôlant
le commerce extérieur - examen d'ensemble et évaluation de ses
tendances, de ses perspectives, et de ses modalités (1980) - voir
à ce sujet le programme de travail de la Division de la planification
et de la recherche économique;

9.343.03 Monographies consacrées à l'africanisation des structures
contrôlant le commerce extérieur dans certains pays africains et
à la situation qui régnait en ce domaine dans un certain nombre de
pays en développement n'appartenant pas à la région africaine (1980);

9.343.04

Etudes interrégionales établissant un parallèle entre les résultats obtenus en ce domaine par l'Afrique d'une part et l'Amérique latine, l'Asie et l'Asie occidentale d'autre part, l'objet de ces études étant de permettre aux pays africains de tirer profit de l'expérience acquise par d'autres régions du tiers monde (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.343.26

Réunions d'un groupe d'experts et réunions intergouvernementales chargées d'examiner les conclusions et recommandations des études réalisées au titre des projets 9.343.02, 9.343.03, et 9.343.04 et d'étudier des mesures appropriées de politique générale (1980).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec la CNUCED, l'OUA et la Division de la recherche économique et de la planification.

9.344

Etablissement et renforcement des institutions commerciales

Autorisation :

Déclaration et programme d'action sur la promotion du commerce intra-africain et le développement de la coopération entre pays africains.

But du projet :

Aider les Etats membres à coordonner et à harmoniser davantage leurs positions dans le cadre des différents accords et arrangements institutionnels qui sont déjà en vigueur ou qui seront vraisemblablement conclus en vue de sauvegarder leurs intérêts légitimes.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.344.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Fournir des services consultatifs en vue d'aider les Etats membres à surveiller et à coordonner l'application des accords et des arrangements institutionnels conclus dans le domaine du commerce et de la coopération économique;

- ii) Fournir des services consultatifs aux Etats membres en vue de les aider à renforcer les institutions commerciales existantes et à en créer de nouvelles;
- iii) Procéder aux préparatifs de réunions ayant pour objet d'aider les Etats membres à harmoniser leurs positions sur les questions relatives au commerce et au développement qui y seront débattues et fournir à ces réunions les services nécessaires;
- iv) Donner des conseils sur la structure, les objectifs et le fonctionnement des institutions commerciales existantes et sur la manière dont on pourrait les renforcer.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.344.02

Etudes sur l'organisation, les structures, les objectifs et le fonctionnement des organismes commerciaux existants et sur les moyens susceptibles de les renforcer (1980-1981);

9.344.03

Assistance fournie à l'occasion de la négociation et de l'application de l'arrangement appelé à se substituer à la Convention de Lomé : examen et évaluation dans l'optique des Etats membres africains (1980-1981).

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.344.26

Réunions du Comité intergouvernemental d'experts du commerce et du développement et de la Conférence des ministres africains du commerce consacrées à l'examen des recommandations formulées dans les études 9.344.02 et 9.344.03 visées plus haut (1980-1981);

9.344.27

Réunions de ministres africains préparatoires aux réunions de la CNUCED et aux réunions de ministres africains qui se tiendront à cette occasion (1980-1981);

9.344.28

Réunions de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (1980-1981).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'OUA, la BAD, l'IDEP, l'Association des banques centrales africaines et les divisions compétentes de la CEA.

9.345 Elaboration de politiques et de moyens nationaux et multinationaux
concernant les sociétés transnationales

Autorisation :

Résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale;
résolutions 1913(LVII) et 1961(LIX) du Conseil économique et social
et résolution 326(XIII) de la Commission.

But du projet :

Aider les pays africains à mieux comprendre les structures, les
politiques et le fonctionnement des sociétés transnationales étran-
gères et à se doter de mécanismes et de moyens institutionnels leur
permettant de suivre ces questions et d'apprécier leur degré de
gravité et à adopter à l'égard de ces sociétés des politiques
efficaces.

Catégorie A

Travaux

I. PROGRAMME GENERAL

9.345.01 a) Assistance aux pays et territoires et aux groupements sous-
régionaux et régionaux africains (1980-1981) :

- i) Faire en sorte que les pays africains soient mieux à même
de tirer le maximum de profit de la présence de sociétés
transnationales et étrangères sur leur sol, et notamment
renforcer leur pouvoir de négociation face aux sociétés
transnationales et les amener à adopter une position commune
à l'égard de ces sociétés;
- ii) Instaurer un nouveau type de rapport entre les sociétés
transnationales et les sociétés locales en étudiant en
particulier la possibilité d'établir de véritables liens
entre elles;
- iii) Mettre en place entre les pays africains et entre l'Afrique
et d'autres régions un système de consultations bilatérales
et multilatérales et d'échange de renseignements sur les
sociétés transnationales;

- iv) Harmoniser les politiques mises en oeuvre au niveau national pour contrôler et surveiller les activités des sociétés transnationales grâce à l'adoption et à l'application d'un code de conduite et d'autres accords et arrangements multilatéraux;
- v) Créer des sociétés intergouvernementales africaines chargées d'assumer quelques-unes des fonctions remplies par les sociétés transnationales;
- vi) Adopter et exécuter des programmes interrégionaux visant à promouvoir la mise au point d'une politique commune à l'égard des sociétés transnationales et notamment entreprendre des études conjointes sur des questions d'intérêt commun et sur les possibilités qui s'offrent aux pays intéressés de développer leurs échanges commerciaux.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.345.02 Etudes consacrées aux incidences des sociétés transnationales sur des points et des secteurs précis et notamment sur la balance des paiements, l'achat et l'acquisition des techniques, l'emploi et la formation (1980-1981);
- 9.345.03 Etudes de cas relatives à des sociétés transnationales étrangères exerçant des activités dans certains secteurs et sous-secteurs clés de l'économie et notamment dans l'industrie extractive, les transports, notamment les transports maritimes, la banque et la finance, le commerce d'importation et d'exportation (1980-1981);
- 9.345.04 Etude des normes appliquées par les sociétés transnationales pour l'établissement de rapports et d'états comptables (en collaboration avec le Centre sur les sociétés transnationales (GST) et la CNUCED) (1980-1981);
- 9.345.05 Etude consacrée au code de conduite et à son application (1980-1981);
- 9.345.06 Etude des techniques de négociation utilisées par les sociétés transnationales (1980-1981);
- 9.345.07 Etude consacrée aux incidences des activités des sociétés transnationales sur l'industrie des boissons et des aliments pour nourrissons (1980).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.345.20 Rassemblement, analyse et diffusion de textes législatifs et réglementaires nationaux ainsi que d'études, de bibliographies et de toute autre documentation concernant les sociétés transnationales;

9.345.21 Profils de certaines sociétés transnationales installées en Afrique (1980-1981);

9.345.22 Lancement d'une publication annuelle dans laquelle seront présentées de façon succincte les principales conclusions des études effectuées par le Groupe mixte CEA/CST sur les activités des sociétés transnationales en Afrique (1980).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.345.26 Séminaire consacré aux bases et aux problèmes d'application d'un code de conduite dans une perspective africaine (1980);

9.345.27 Séminaire régional consacré aux incidences des activités des sociétés transnationales sur l'industrie des boissons et des aliments pour nourrissons (1981);

9.345.28 Journées d'études consacrées aux normes appliquées par les sociétés transnationales pour l'établissement de rapports et d'états comptables (1981);

9.345.29 Groupe d'experts chargé d'examiner le rôle des sociétés transnationales dans l'industrie des produits de base destinés à l'exportation (1980);

9.345.30 Conférence ministérielle régionale sur les sociétés transnationales et le développement de l'Afrique dans les années 80 (1981);

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec la CNUCED, le CST, l'OIT, et les Divisions de l'industrie, du commerce, du transport et du développement social de la CEA.

9.346

Relations commerciales et financières avec d'autres pays en développement

Autorisation :

Résolutions 3202(S-VI) et 3362(S-VII) de l'Assemblée générale; résolution 260(XII) de la Commission; Programme d'action de Colombo concernant la coopération économique entre pays en développement; Déclaration et Programme d'action concernant la coopération afro-arabe et résolution 1(I) de la Commission de la coopération économique entre pays en développement.

But du projet :

Aider les pays africains à améliorer et à étendre sensiblement les relations commerciales et financières qu'ils entretiennent avec d'autres pays en développement afin de leur permettre d'en tirer les plus grands avantages possibles.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.346.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Organiser des missions consultatives en vue d'identifier les entraves et les obstacles s'opposant à l'amélioration et à l'expansion des relations commerciales et financières des pays africains avec d'autres pays en développement et d'avancer des mesures propres à les lever;
- ii) Procéder aux préparatifs de réunions ayant pour objet d'aider les Etats membres à harmoniser leurs positions au sujet des questions touchant les relations commerciales et financières avec d'autres pays en développement et assurer les services desdites réunions.

PROGRAMME INTERREGIONAL

b) Etudes :

- 9.346.02 Achèvement des études sur les échanges commerciaux actuels entre les pays d'Afrique et les pays d'Amérique latine et sur les possibilités de développement de ces échanges (études entreprises en collaboration avec la CEPAL) (1980-1981);
- 9.346.03 Etudes de faisabilité portant sur la coopération entre organismes commerciaux publics dans le domaine de l'importation de produits présentant un intérêt commun, des activités conjointes de promotion des exportations et de la promotion des échanges mutuels et de la coopération entre les organismes commerciaux publics africains et les organismes commerciaux publics d'autres régions (1980-1981);
- 9.346.04 Activités faisant suite à l'étude préliminaire sur la coopération monétaire et financière entre pays en développement et notamment sur des accords de paiement interrégionaux qui a été achevée en 1978/1979 (1980-1981);
- 9.346.05 Achèvement de l'étude sur les échanges commerciaux entre pays d'Afrique et d'Asie en développement et sur les potentialités en ce domaine menée par la CEA et la CESAP (1980-1981);
- 9.346.06 Examen biennal de la participation des pays d'Afrique aux activités de coopération économique entre pays en développement (1981);
- 9.346.07 Etude des échanges commerciaux actuels entre pays africains et pays arabes et des potentialités en ce domaine (1980-1981);
- 9.346.08 Etudes de faisabilité relatives à la mise en place de sociétés de commercialisation multinationales et aux répercussions qu'entraîneraient pour les pays africains le fait qu'ils adhèrent à des arrangements de commercialisation multinationaux (1980-1981).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.346.26 Réunion du Groupe de travail régional et interrégional mixte CEA/CEPAL consacrée à l'examen des conclusions et recommandations des études réalisées au titre des projets 9.346.03, 9.346.04 et 9.346.05 visés plus haut (1980-1981);

- 9.346.27 Réunions d'un groupe d'experts consacrées à la création d'associations de producteurs entre pays en développement et au renforcement des associations existantes (1981);
- 9.346.28 Réunion de ministres africains consacrée à l'examen de propositions visant à promouvoir la coopération commerciale et financière entre pays en développement (1981);
- 9.346.29 Séminaire consacré aux échanges commerciaux entre l'Afrique et d'autres régions en développement (1980);
- 9.346.30 Séminaire sur le rôle des organismes commerciaux publics dans la promotion des échanges commerciaux entre l'Afrique et d'autres pays et régions en développement (1981).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec la CNUCED, le Programme d'action des Nations Unies pour la coopération économique, l'OUA, d'autres commissions économiques régionales des Nations Unies et la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie.

9.440 RESSOURCES HUMAINES

9.441 Planification et politiques dans le domaine des ressources humaines et de l'emploi

Autorisation :

Résolutions 125(VII), 129(VII), 173(VIII), 195(IX), 306(XIII) et 319(XIII) de la Commission; Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique de mai 1973 dans la partie consacrée aux ressources humaines.

But du projet :

Communiquer aux Etats membres des principes directeurs applicables aux politiques et à la planification des ressources humaines et de l'emploi destinées à pourvoir aux nécessités du développement socio-économique par l'intermédiaire d'enquêtes sur les ressources humaines, de la préparation de recensements correspondants et de la détermination des combinaisons de compétences nécessaires à des activités économiques déterminées, du lancement d'études sur le personnel et l'emploi et de l'organisation de réunions de travail sur le personnel. Par l'intermédiaire du Programme élargi de formation et de bourses de perfectionnement pour l'Afrique, formation et utilisation des ressources africaines en personnel spécialisé à l'appui des activités de coopération technique et, à cet effet, réduire au minimum l'assujettissement aux connaissances spécialisées extérieures, favoriser la création et le développement d'organisations indigènes d'experts-conseils et d'associations professionnelles.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

- 9.441.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :
- i) En pourvoyant à des services consultatifs et à une assistance technique pour la planification des ressources humaines et de l'emploi, pour l'établissement de politiques des ressources humaines et de l'emploi et la création de moyens institutionnels et administratifs de planification des ressources humaines et de l'emploi;
 - ii) En favorisant la création d'organisations indigènes multidisciplinaires d'experts-conseils et la coopération entre les associations sous-régionales d'organismes indigènes d'experts-conseils;

- iii) En collaborant avec l'OUA, le PNUD et les autres organismes compétents pour l'établissement de moyens intra-africains d'assistance technique permettant l'échange de spécialistes africains au titre d'affectations de courte durée, dans le cadre de la coopération technique;
- iv) En favorisant la participation au Programme des emplois et des compétences pour l'Afrique, du BIT, pour la création de possibilités d'emploi en Afrique;
- v) En favorisant la collaboration avec les institutions africaines pour renforcer l'enseignement de la gestion et la formation aux disciplines de la gestion.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.441.02

Détermination des besoins des secteurs économiques particuliers en matière de personnel et de formation, compte tenu plus spécialement des projets de développement inscrits au programme de travail de la CEA et de l'établissement des recensements et des combinaisons de compétences correspondants :

- i) Analyse des ressources humaines, établissement des recensements et des combinaisons de compétences correspondants pour toutes les industries de base et stratégiques par branche d'activité (produits chimiques, alimentation, agro-industries) (1980-1981);
- ii) Examen des études de l'AAAPC sur la fonction publique pendant les années 80 et détermination des mesures complémentaires correspondantes (1980-1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.441.20

Révision des éditions du Répertoire des institutions africaines d'enseignement et de formation en matière de gestion (1980 et 1981) et du Répertoire des organisations africaines de spécialistes et d'experts-conseils (1981).

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.441.26

Réunions de travail sous-régionales et nationales sur les techniques d'orientation professionnelle et d'établissement des programmes à l'intention des fonctionnaires chargés de l'orientation professionnelle, des enseignants et autres techniciens travaillant aux services d'orientation professionnelle (1980-1981);

- 9.441.27 Réunions de travail sous-régionales sur la formation du personnel destiné aux industries de base :
- i) Travail des métaux et constructions mécaniques (1980) 1/;
 - ii) Industries électriques et électroniques, industries pétrochimiques, transformation des produits agricoles et des produits alimentaires, bâtiment et construction (1980-1981) 1/.
- 9.441.28 Stages de formation en usine, collectifs ou individuels, et stages spéciaux pour des éléments justifiant déjà d'une expérience, à l'intention de travailleurs africains qualifiés et des cadres de gestion (1980-1981);
- 9.441.29 Réunions de travail nationales et sous-régionales sur la formation dans les domaines des descriptions de poste, de l'analyse des postes et des opérations de l'appréciation du comportement au travail et de l'établissement des programmes de création de compétences (1980-1981);
- 9.441.30 Réunions sous-régionales et multinationales ayant pour objet l'étude des moyens possibles d'inverser l'exode des compétences et de stimuler la coopération bilatérale pour l'utilisation de courte durée des modestes ressources en personnel, y compris l'affectation d'experts dans les services publics et para-publics (1981);
- 9.441.31 Réunions régionales et sous-régionales sur la coopération entre les associations indigènes sous-régionales d'organisations d'experts-conseils (1980-1981);
- 9.441.32 Réunion régionale d'un groupe d'experts sur l'établissement de relations de collaboration entre les institutions d'enseignement et de formation (universités, collèges techniques) et les entreprises d'affaires publiques et privées, compte tenu plus spécialement de la nécessité d'aligner les plans d'études sur les besoins en matière de compétences industrielles, sur les techniques et les recherches au service du développement et sur les mesures tendant à permettre l'acquisition d'une expérience industrielle et des dispositions d'esprit voulues envers le travail (1980).

Programmes apparentés :

Collaboration étroite avec le BIT, l'UNESCO, la FAO, l'OMS, l'ONUDI, le CAFRAD, l'AUA, l'IDEP et les organisations travaillant aux programmes de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines africaines. Collaboration efficace avec le BIT pour l'établissement d'un programme de travail commun CEA/BIT pour des mesures concertées dans les domaines d'intérêt commun. Collaboration avec les autres divisions de la CEA pour

1/ Le calendrier des réunions de travail sera établi en liaison avec la Division de l'industrie.

l'analyse du personnel par secteur et la détermination des besoins par secteur. Collaboration avec l'Association africaine pour l'administration publique et la gestion, de même qu'avec les organisations africaines professionnelles et autres organisations d'experts-conseils.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

9.441.03

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour favoriser la coopération multinationale dans le domaine de la formation du personnel et pour l'établissement d'un fonds de personnel qualifié, la priorité étant réservée :
 - à la création de services nationaux efficaces de planification des ressources humaines et au perfectionnement du personnel de ces services (1980-1981);
 - à la création de services indigènes nationaux et multinationaux d'experts-conseils (1980-1981);
- ii) Pour mobiliser des ressources financières et matérielles et offrir des conseils techniques pour la création de possibilités d'emploi appelées à absorber les travailleurs migrants rappelés d'Afrique du Sud par leurs pays d'origine (1980-1981);
- iii) En offrant une assistance technique aux Etats qui fournissent les travailleurs migrants pour leur permettre de poursuivre le rappel de ces travailleurs d'Afrique du Sud (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique du Centre (Yaoundé)

b) Etudes :

9.441.04

Détermination des services indigènes d'experts-conseils et étude des problèmes de coopération qu'implique l'utilisation de ces services (1980);

9.441.05

Identification des experts africains, plus spécialement ceux qui justifient d'aptitudes scientifiques et techniques, et établissement d'un répertoire des experts, pour en faciliter l'utilisation (1980).

9.442

Programme d'expansion de l'emploi et de création de compétences

Autorisation :

Résolutions 110(VI), 125(VII), 129(VII), 173(VIII) et 195(IX) de la Commission; résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale et Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique de mai 1973, dans la partie consacrée aux ressources humaines.

But du projet :

Entreprendre un recensement des compétences, par niveau et par catégorie, nécessaires à l'exécution des divers projets de développement, en rapportant les besoins reconnus au personnel et aux moyens de formation existants.

Examen périodique de la situation de l'emploi et des conditions faites aux travailleurs et mesures tendant à accroître les possibilités d'emploi.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.442.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Assistance technique pour la détermination des besoins en personnel et conseils sur l'établissement des programmes de personnel et l'utilisation du personnel;
- ii) Contribution à l'établissement d'un programme intra-africain d'assistance technique pour la formation, l'emploi et l'échange de spécialistes africains (avec la collaboration du Bureau de coordination de l'assistance technique et des opérations (de la CEA et de l'OUA);
- iii) Participation au Programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique (dépendant du BIT);
- iv) Stimulation de la coopération entre les associations africaines de spécialistes et de cadres de gestion;
- v) Contribution à la création et au développement d'organisations indigènes multidisciplinaires, nationales et sous-régionales, d'experts-conseils en Afrique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.442.02

Détermination des mesures complémentaires nécessaires comme prolongement de l'enquête sur l'enseignement et l'emploi en Afrique entreprise en 1976 par la Division des recherches socio-économiques et de la planification (1980) :

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.442.26 Séminaires sous-régionaux à l'intention des planificateurs et des administrateurs de l'enseignement pour un examen des effets d'entraînement stratégiques qui s'exercent entre l'enseignement et l'emploi (1981);

9.442.27 Réunions de travail/séminaires sous-régionaux et nationaux, à l'intention des planificateurs principaux et des administrateurs de la formation, sur la planification des ressources humaines et sur la création d'organismes de planification des ressources humaines (1980-1981).

Programmes apparentés :

Collaboration avec le BIT, l'ONUDI, l'UNESCO et les autres organisations travaillant à des programmes de personnel et d'emploi pour l'Afrique, de même qu'avec les divisions compétentes, les bureaux et les MULPOCs de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.442.28

- i) Réunions sur la création d'une organisation ou d'une agence indigène sous-régionale d'experts-conseils (1980);
- ii) Réunions sur la création d'un Comité du travail pour l'Afrique australe appelée à favoriser l'emploi dans leurs pays d'origine des travailleurs migrants rappelés d'Afrique du Sud (1980-1981);
- iii) Réunions sur les effets particuliers sur l'emploi des résolutions adoptées par la Conférence sur les travailleurs migrants en vue du lancement de mesures de soutien (1980-1981) :
 - Récapitulation des politiques et des programmes de développement rural dans les Etats membres;
 - Examen du rôle des sociétés transnationales dans les Etats qui fournissent des travailleurs migrants;
 - Examen du rôle des accords douaniers sud-africains dans la création d'emplois.

MULPOC de l'Afrique du Centre (Yaoundé)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.442.29 Réunions d'experts et de ministres pour un examen des ressources en spécialistes scientifiques et techniques africains et pour une étude de la possibilité de formuler des recommandations sur la coopération intra-africaine pour l'emploi de ces spécialistes dans la sous-région (1980);
- 9.442.30 Réunions d'experts et de ministres pour une décision à prendre sur une politique de l'utilisation des services indigènes d'experts-conseils et sur les conditions de la coopération dans ce domaine (1981).

9.460 RESSOURCES NATURELLES

C. MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES

9.461 Politiques, planification et gestion des ressources naturelles

Autorisation :

Résolutions 2386(XXIII), 269(XXV), 3016(XXVII), 3201(S-VI), 3202(S-VI), 3362(S-VII) de l'Assemblée générale; résolutions 1426(XLVI), 1427(XLVI), 1033(XXVII), 1676(LII), 1737(LIV), 1896(LVII), 1911(LVII) du Conseil économique et social; résolutions 34(III), 143(VII), 164(VIII), 223(X), 256(XII) et 313(XIII) de la Commission.

But du projet :

Aider les gouvernements à formuler des politiques appropriées et à planifier et à gérer les ressources naturelles à tous les stades du développement et notamment à celui de la prospection, de l'inventaire, de l'exploitation, de la commercialisation et de l'utilisation des ressources naturelles et à ceux des instituts spécialisés en ces domaines.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.461.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Aider les gouvernements à formuler des politiques générales et des politiques plus précises de mise en valeur des ressources naturelles, à améliorer les mécanismes nationaux de prise de décision et de planification en matière de ressources naturelles et à évaluer les besoins en main-d'oeuvre et les besoins institutionnels à ces fins;
- ii) Aider les gouvernements à mettre au point des méthodes et des procédures pour le rassemblement et le dépouillement de données relatives aux ressources naturelles africaines;
- iii) Rendre plus accessibles aux gouvernements de la région des connaissances sur les techniques modernes et efficaces d'étude, d'évaluation d'exploitation et de gestion des ressources naturelles;
- iv) Favoriser la création d'instituts de recherche et de formation où seraient enseignées les méthodes d'étude, de planification et de gestion des ressources naturelles et où serait formé un personnel hautement spécialisé;

- v) Continuer à aider les Etats membres à établir des centres terrestres multinationaux de réception et de traitement des données transmises par satellite de télédétection en Afrique pour l'étude scientifique des ressources naturelles et la surveillance de l'environnement, et à former de la main-d'oeuvre en ce domaine; aider en particulier à mettre en place à Kinshasa et à Nairobi deux nouvelles stations de réception qui, jointes à celle de Ouagadougou déjà en service, couvriront plus de 90 p. 100 du territoire africain. En outre trois nouveaux centres de formation et d'assistance aux utilisateurs seront créés et viendront renforcer ceux de Ouagadougou et de Nairobi déjà mis en place.

Programmes apparentés :

- Etroite collaboration avec le Siège de l'ONU, l'UNESCO, la FAO, l'OMM, l'OMCI, l'OMS, le PNUD et les Divisions de l'industrie, de l'agriculture, et de l'administration publique, de la gestion et du personnel de la CEA.

9.462 MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES

C. MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES RESSOURCES MINERALES

9.463 Prospection, exploitation et utilisation des ressources minérales

Autorisation :

Résolutions 2626(XXV) et 32/176 de l'Assemblée générale; résolutions 1427(XLVI), 1535(XLIX) du Conseil économique et social; mandat et résolutions 13(II), 34(III), 143(VII), 164(VIII), 238(XI), 261(XII) et 280(XII) de la Commission.

But du projet :

Encourager la prospection, l'inventaire, la mise en valeur, l'exploitation et l'utilisation des ressources minérales en Afrique.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.463.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Aider les Etats membres qui en font la demande à formuler et à appliquer des politiques de mise en valeur des ressources minérales;
- ii) Fournir aux gouvernements africains qui en font la demande des services consultatifs sur les aspects techniques et économiques de la prospection, de l'exploitation et de l'utilisation des ressources minérales;
- iii) Promouvoir la coopération intra-africaine dans tous les domaines d'activité touchant les ressources minérales;
- iv) Encourager et/ou appuyer les institutions multinationales dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales, y compris les centres sous-régionaux de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.463.02 Etablir une carte minéralogique de l'Afrique (1980-1981) en collaboration avec l'UNESCO;

- 9.463.04 Achéver l'étude des législations minières et des lois relatives aux minéraux en vigueur dans les pays africains et établir un code minier type (1980);
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :
- 9.463.20 Rassemblement et diffusion de renseignements sur divers aspects de la mise en valeur des ressources minérales.
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.463.26 Séminaire et voyages d'étude à l'intention d'ingénieurs des mines africains consacrés aux nouvelles méthodes d'extraction (1980);
- 9.463.29 Activités consécutives aux décisions prises par la Conférence régionale de 1979 sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique (1980-1981);
- 9.463.30 Réunion d'experts des sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale consacrée à l'évolution récente de la prospection des ressources minérales et aux programmes communs entrepris en ce domaine (1981).

Programmes apparentés :

Collaboration étroite avec le Siège de l'ONU, l'UNESCO, l'ONUDI, les MULPOCs de Lusaka, de Gisenyi, de Yaoundé, de Niamey et de Tanger et les divisions de l'industrie, du commerce international et de la main-d'oeuvre de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs) (1980-1981)

MULPOC de la Communauté des Grands Lacs (Gisenyi)

- 9.463.28 Réunion intergouvernementale de plénipotentiaires consacrée à la mise en place du Conseil d'administration du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale (1980).

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

- 9.463.31 Réunion intergouvernementale de plénipotentiaires consacrée à la mise en place du Conseil d'administration du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale (1980).

9.464 Coopération multinationale en vue de la création d'industries de base et de caractère stratégique utilisant des ressources minérales

Autorisation :

Résolutions 2626(XXI), 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale; résolutions 218(X), 256(XII) et 267(XII) de la Commission; Déclaration sur l'industrialisation en Afrique : principes et directives de base en vue de la coopération et du développement adoptés par la deuxième Conférence des ministres africains de l'industrie en décembre 1973; Conclusions concertées de la troisième Conférence des ministres africains de l'industrie qui s'est tenue en décembre 1975; Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels adoptés par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI en mars 1975.

But du projet :

Etablir des études sur les produits minéraux de base et de caractère stratégique en Afrique, en collaboration avec d'autres divisions telles que la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie en vue de faciliter la création dans la région d'industries multinationales utilisant des produits minéraux.

Catégorie A

Travaux

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.464.03 Les combustibles fossiles et les métaux utilisés pour la fusion nucléaire (1980-1981) en collaboration avec le Groupe des ressources énergétiques;

9.464.04 Les matières premières utilisées dans l'industrie chimique (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.464.26 Réunion d'experts chargés d'examiner les programmes d'action élaborés comme suite aux recommandations formulées dans les études sur les matières premières et d'en promouvoir l'exécution (1981).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec le Siège de l'ONU, la CNUCED, l'ONUDI, d'autres institutions internationales spécialisées, les MULPOCs de Lusaka, Niamey, Gisenyi, Tanger et les divisions de l'industrie et du commerce international de la CEA.

9.465 Mise en valeur des ressources minérales et énergétiques au large
des côtes africaines

Autorisation :

Résolutions 2626(XXV) et 2692(XXV) de l'Assemblée générale; résolutions 34(III), 142(VII) et 238(XI) de la Commission.

But du projet :

Favoriser la prospection et la mise en valeur des ressources minérales et énergétiques situées au large des côtes africaines afin de fournir aux pays africains de nouvelles sources de revenus.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.465.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

Aider les Etats membres, sur les plans administratif et technique, à formuler et à exécuter des programmes nationaux et sous-régionaux de prospection et de mise en valeur des ressources minérales situées en mer et à créer un comité de coordination de la prospection en mer.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.465.02 Législations maritimes nationales et projet de droit de la mer (1980).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.465.20 Rassemblement et diffusion de renseignements concernant la mise en valeur des ressources marines.

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.465.26 Colloques et réunions d'experts consacrés à la mise en valeur des ressources marines le long des côtes africaines : mer Rouge et golfe d'Aden (1980); océan Indien (1980); océan Atlantique (1981); Méditerranée (1981).

9.465.27 Réunions du Comité mixte de coordination de la prospection en mer (1980-1981).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec le Siège de l'ONU, la CNUCED, l'ONUDI, l'UNESCO, la FAO, le PNUE et d'autres institutions spécialisées et organisations internationales compétentes. Une collaboration avec les divisions du commerce international, de l'industrie et de l'agriculture de la CEA est également prévue.

9.466 MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

9.466 Planification et mise en valeur des ressources en eau nationales

Autorisation :

Résolutions 140(XIV) et 2386(XXIII) de l'Assemblée générale; mandat de la Commission; rapport du Groupe de travail sur la planification des ressources en eau (1970); recommandations de la Réunion régionale africaine sur les problèmes posés par la mise en valeur des ressources en eau en Afrique; résolutions de la Conférence des Nations Unies sur l'eau; résolution 308(XIII) de la Conférence des ministres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique; résolution 2121(LXIII) du Conseil économique et social et résolution 32/158 de l'Assemblée générale.

But du projet :

Améliorer la gestion des ressources en eau en rassemblant de façon régulière et méthodique des données hydrologiques, hydrométéorologiques et hydro-géologiques, en mettant en place un système de traitement et d'analyse des données quantitatives et qualitatives et en évaluant le volume des ressources en eau disponibles pour les différentes utilisations; aider à planifier les ressources en eau, promouvoir la politique consistant à exécuter des projets d'aménagement hydraulique polyvalents, renforcer les organismes de formation existants et encourager la création d'instituts en vue de favoriser la formation de main-d'oeuvre et la recherche.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.466.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :
- i) Mesurer la qualité des réseaux hydrométéorologiques et des banques de données hydrologiques (1980-1981);
 - ii) Définir des projets relatifs à la mise en valeur des ressources en eau dans les régions d'Afrique victimes de la sécheresse (1980);
 - iii) Mettre au point des principes directeurs destinés à aider les pays à établir des plans cadres pour la mise en valeur des ressources en eau (1980).

II. PROGRAMME REGIONAL

- b) Etudes :

9.466.02

Etudes des ressources en eaux souterraines dans les zones arides d'Afrique et établissement de cartes hydro-géologiques (1980-1981);

- 9.466.03 Mise en oeuvre d'un projet relatif à l'établissement de cartes hydrologiques en Afrique (1980-1981) - en collaboration avec l'OMM;
- 9.466.04 Etablissement d'une monographie sur les différentes manières d'aborder les problèmes que pose l'approvisionnement en eau des zones rurales en Ethiopie, en Tanzanie, au Soudan et au Sahel (1981);
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :
- 9.466.20 Etablissement et publication de documents techniques sur la planification et la mise en valeur des ressources en eau en Afrique (1980-1981).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.466.26 Organiser un séminaire sur la planification et la gestion des ressources en eau et la politique suivie en ce domaine en Afrique (1980);
- 9.466.27 Organiser un séminaire en vue de déterminer les incidences des projets d'aménagement hydraulique sur l'environnement et la situation socio-économique en Afrique (1981) - en coopération avec le Groupe de coordination pour l'environnement et le PNUE.

Programmes apparentés : Collaboration étroite avec l'OMM, l'UNCNRET, l'OMS, le PNUE, l'AIEA, le CIEH, la FAO et d'autres organisations intéressées.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

- a) Assistance aux pays et territoires :

- 9.466.01(iv) Mettre en place un institut multinational pour la mise en valeur des ressources en eau dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest à des fins de recherche, de planification et de formation (1980-1981);

9.467 Mise en valeur des ressources en eau internationales

Autorisation : Mandat de la Commission, rapport du Groupe de travail sur la planification des ressources en eau (1970); recommandations de la Réunion régionale africaine sur les problèmes posés par la mise en valeur des ressources en eau en Afrique (1976); résolutions de la Conférence des Nations Unies sur l'eau; résolution 308(XIII) de la Conférence des ministres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique; résolution 2121(LXIII) du Conseil économique et social et résolution 32/158 de l'Assemblée générale.

But du projet : Encourager les pays à coopérer tant dans le domaine de la planification, de la mise en valeur, de la réglementation, de la gestion, de l'utilisation et de la conservation des ressources en eau que dans celui de la

protection de l'environnement en vue d'élaborer les programmes et de mettre en place les mécanismes et les organismes nécessaires à une mise en valeur coordonnée des ressources en eau qui leur sont communes, ce qui leur permettrait de surmonter les principaux obstacles rencontrés en ce domaine et notamment de palier le manque de capitaux et de main-d'œuvre qualifiée et de satisfaire aux exigences de la mise en valeur des ressources naturelles.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

9.467.01

- i) Organiser une mission de visite dans le bassin du lac Tanganyika en vue d'encourager les pays riverains à coopérer et à planifier ensemble l'aménagement intégré des ressources en eau du bassin;
- ii) Entreprendre à titre expérimental des projets relatifs au système d'hydrologie opérationnelle polyvalent dans le bassin du Niger et dans celui du Nil en collaboration avec l'OMM.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.467.02

Etablir un recueil de traités, accords et conventions relatifs aux voies d'eau internationales en Afrique (1980).

Programmes apparentés :

Une collaboration étroite est prévue avec le Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports du Siège, le Groupe d'experts de l'ONU sur les incidences juridiques et institutionnelles de la mise en valeur des ressources en eau internationales, l'OMM, l'OMS, l'UNESCO, la BIRD, le PNUD, la BAD et la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture ainsi que la coordination des activités apparentées.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

- ##### d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

9.467.26

Convoquer une réunion de représentants des pays riverains du bassin du Zambezi en vue d'encourager ces pays à coopérer et à entreprendre en commun l'aménagement intégré des ressources en eau du bassin (1981).

MULPOC de la Communauté des Grands Lacs (Gisenyi)

9.467.27

Convoquer une réunion de représentants des pays riverains du bassin du Zaïre en vue d'encourager ces pays à coopérer et à entreprendre en commun l'aménagement intégré des ressources en eau du bassin (1981).

9.469 ENERGIE

9.470 Planification et exploitation optimale des ressources énergétiques de l'Afrique

Autorisation : Résolutions 1401(XIV), 1425(XIV) et 2173(XXI) de l'Assemblée générale; résolutions 876(XXXIII), 1083(CD)(XXXVII), 1111(XL), 1127(XLV), 1218(XLII), 1316(XLIV), 1318(XLIV), 1426(XLVI) et 1427(XLVI) du Conseil économique et social; résolutions 13(II), 18(III), 34(III), 43(IV), 55(IV), 113(VI), 143(VII), 164(VIII), 223(X), 225(X) et 265(XII) de la Commission; rapport de la Réunion africaine sur l'énergie électrique; résolution B.IV de la sixième Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Afrique de l'Est et du Centre; rapport de la Conférence régionale sur l'industrie pétrolière et les besoins de formation dans le domaine des hydrocarbures (1974); rapport de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie (1976).

But du projet : Encourager la prospection, la planification systématique et l'exploitation optimale des ressources énergétiques de l'Afrique, favoriser la coopération multinationale pour leur exploitation et leur utilisation et coordonner les politiques concernant leur mise en valeur.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.470.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour l'établissement de politiques intégrées de l'énergie;
- ii) Pour l'évaluation, la mise en valeur, l'exploitation et l'utilisation de leurs ressources énergétiques;
- iii) Pour une assistance, sur demande, en faveur de la coopération technique multinationale dans le domaine de l'exploitation et de l'utilisation des ressources énergétiques.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.470.02 Etude des moyens matériels existants et des besoins futurs de l'Afrique en matière d'enseignement, de formation et de recherches dans le domaine des carburants, des sciences et techniques correspondantes, compte tenu plus spécialement des dérivés du pétrole (1980-1981);

9.470.03 Etude tendant à l'établissement de la base sur laquelle sera créée une organisation africaine du pétrole (1980-1981);

9.470.04 Etude préliminaire en prévision de la création d'un institut africain de physique nucléaire (1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements (1980-1981) :

- 9.470.20 Etablissement d'un inventaire des renseignements relatifs aux ressources énergétiques et préparation d'une carte des ressources énergétiques de l'Afrique;
- 9.470.21 Poursuite du rassemblement et de la diffusion de renseignements sur les sources d'énergie hydro-électrique et d'énergie fossile;
- 9.470.22 Mise à jour périodique des cartes de l'énergie primaire et de l'énergie électrique en Afrique et établissement de nouvelles cartes.

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunion de groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.470.26 Deuxième Conférence africaine sur les hydrocarbures (1981);
- 9.470.27 Troisième Réunion africaine sur l'énergie (1981).

Programmes apparentés : Collaboration étroite avec tous les MULPOCs, l'OUA, l'UNESCO, l'OMS, l'ONUDI, le PNUD, la BAD, le CRNET et les autres organisations compétentes.

9.471 Exploitation de l'énergie électrique

Autorisation : Rapports de la première et de la deuxième sessions de la Commission, résolutions 33(III), 164(VIII), 176(VIII), 233(X) et 225(X) de la Commission; rapport de la première Réunion africaine sur l'énergie électrique (1963); rapport du Colloque régional sur la formation, à tous les niveaux, du personnel des entreprises de production, de transport et de distribution d'électricité (1973); rapport de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie (1976).

But du projet : Favoriser la coordination et la rationalisation de l'exploitation et de l'utilisation de l'énergie électrique.

Catégorie A

Travaux : I. PROGRAMME GENERAL

9.471.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

Prévisions de la demande d'électricité en Afrique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.471.02 Etude des aspects de l'exploitation de l'énergie électrique qui relèvent de l'organisation et de l'exploitation (1981);
- 9.471.03 Etude de la normalisation et définition de normes appropriées pour les pays africains (1980);
- 9.471.04 Etude de la mise en valeur à des fins multiples des voies navigables internationales et rédaction d'une convention type, compte tenu de l'expérience internationale dans ce domaine (1981);
- 9.471.05 Etude technique et économique de l'interconnexion des réseaux nationaux des pays africains à l'échelon des sous-régions ou sur le plan régional (1981);
- 9.471.06 Etude des possibilités ouvertes à la construction, à titre multinational, de matériel électrique répondant aux besoins des pays africains (avec consultation systématique des ingénieurs d'étude spécialisés dans le matériel électrique) (1980).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.471.20 Poursuite du rassemblement et de la diffusion de renseignements relatifs à l'électricité.

Programmes apparentés : Coopération étroite avec l'Organisation internationale de normalisation, la Commission technique internationale de l'électricité, la Commission du matériel électrique, la BIRD, la BAD, l'UDPEA et les autres organisations compétentes, et la Division de l'industrie de la CEA.

9.472 Electrification rurale et étude de matériel électrique à l'usage des zones rurales

Autorisation : Rapport de la première session de la Commission, résolutions 33(III), 164(VIII), 176(VIII), 223(X) et 225(X) de la Commission; rapport de la première Réunion africaine sur l'énergie électrique (1963); rapport du Colloque régional sur la formation, à tous les niveaux, du personnel des entreprises de production, de transport et de distribution d'électricité (1973) et rapport de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie (1976).

But du projet : Favoriser la production et la distribution d'énergie électrique au service du développement rural (puissance installée modeste).

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.472.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Services consultatifs, sur demande, concernant la production, la distribution et l'accroissement de l'utilisation de l'énergie électrique dans les zones rurales (puissances installées modestes)

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.472.02

Etude des facteurs techniques, sociaux et économiques qui influent sur le développement de l'offre et de l'utilisation d'énergie électrique dans les zones rurales (1980-1981).

Programmes apparentés : Collaboration étroite avec tous les MULPOCs, la CEE, la BIRD, la BAD, le CRNET, l'UDPEA et les autres organisations compétentes.

9.473

Exploitation des sources nouvelles d'énergie

Autorisation : Résolutions 2056(XX), 2309(XXII), 2406(XXIII) et 2575(XXIV) de l'Assemblée générale; résolutions 779(XXX), 885(XXXIV), 986(XXXVI) et 1033(XXXVII) du Conseil économique et social; rapports de la première, de la deuxième, de la troisième et de la sixième session de la Commission; résolutions 33(III), 113(VI), 196(IX), 230(X), 225(X) et 265(XII) de la Commission; rapport de la première Réunion africaine sur l'énergie électrique (1963); rapport de la Conférence régionale sur l'industrie pétrolière et les besoins de formation dans le domaine des hydrocarbures (1974) et rapport de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie (1976).

But du projet : Favoriser l'exploitation et l'utilisation généralisée des sources nouvelles d'énergie, en particulier l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie de bioconversion en Afrique.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.473.01

a) Assistance aux pays et territoires (1979-1981) :

- i) Services consultatifs, sur demande, concernant l'exploitation et l'utilisation de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne et de l'énergie de bioconversion;
- ii) Création de stations d'observation et de mesure des éléments de l'énergie solaire;

- iii) Vulgarisation des moyens d'exploitation de l'énergie solaire et encouragement de la fabrication sur place du matériel nécessaire;
- iv) Stimulation de contacts étroits entre les spécialistes scientifiques et les techniciens africains travaillant à l'étude et à l'utilisation des sources nouvelles d'énergie;
- v) Analyse des possibilités offertes à l'exploitation de sources nouvelles d'énergie, telles que l'énergie géothermique, l'énergie éolienne, l'énergie marémotrice, l'énergie des vagues de la mer, l'énergie océanothermique et la bioconversion;
- vi) Création d'un organe régional de coopération et de coordination pour les activités relatives à l'énergie solaire en Afrique;
- vii) Formation de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens dans le domaine de l'énergie solaire et inscriptions d'études sur l'énergie dans les programmes des écoles et des universités;
- viii) Renforcement des centres d'énergie solaire existants en Afrique et création de nouveaux centres dans les sous-régions;
- ix) Création de centres de démonstration de l'utilisation de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne et de l'énergie de bioconversion.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.473.02

Etude sur la répartition directe et diffuse de l'énergie solaire en Afrique.

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.473.20

Poursuite du rassemblement et de la diffusion de renseignements relatifs aux sources nouvelles d'énergie en Afrique et dans le monde.

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.473.26

Séminaire régional annuel sur l'utilisation et l'économie de l'énergie solaire (1980);

9.473.27

Séminaire régional annuel sur l'utilisation et l'économie de l'énergie solaire (1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

9.473.01 x) Création d'un centre de démonstration de l'utilisation des sources nouvelles d'énergie à Addis-Abéba (siège de la CEA).

Programmes apparentés : Collaboration étroite avec la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie, Division des transports, des communications et du tourisme, Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre, tous les MULPOCs de la CEA, le Siège des Nations Unies, l'UNESCO, l'OMS, le PNUD, l'ONUDI, le FAO, etc.

9.474 **CARTOGRAPHIE**

D. **SERVICES ESSENTIELS**

9.475 **Développement des services cartographiques nationaux**

Autorisation :

Résolution 238(XXIII) de l'Assemblée générale, rapports des première, deuxième et troisième Conférences cartographiques régionales pour l'Afrique et résolution 164(VIII) de la Commission.

But du projet :

Aider les pays africains à créer des services cartographiques efficaces.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.475.01 a) **Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :**

- i) Créer des centres sous-régionaux de formation à la photogrammétrie, à la photo-interprétation, et aux levés géophysiques par avion, ainsi que de centres de recherche approfondie spécialisés dans le domaine des levés aériens;
- ii) Créer des centres communs de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes;
- iii) Aider les gouvernements, sur leur demande, à procéder en commun à des études géodésiques et aux levés correspondants dans les zones frontalières.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) **Etudes :**

9.475.02

Poursuivre l'exécution du projet en cours qui consiste à dresser l'inventaire, par pays, des cartes topographiques et des photographies aériennes existantes, afin de le publier sous forme de tableaux d'assemblage du continent africain de façon à pouvoir identifier les travaux à accomplir; analyser les matériaux existants pour déterminer les méthodes et les spécifications adoptées et recommander un ensemble optimum de spécifications pour les futurs travaux cartographiques en Afrique (1980-1981);

9.475.03

Etude des besoins en personnel dans le domaine de l'établissement des levés et des cartes (1980-1981);

- 9.475.04 Poursuivre l'inventaire, par pays, des travaux en cours concernant la géodésie, les mesures gravimétriques et les levés géophysiques et établir le document définitif sur l'inventaire et l'évaluation préliminaire des travaux d'adaptation du réseau géodésique africain et, compte tenu des résultats de cette étude, examiner la possibilité de mettre au point un système de référence géodésique commun pour le continent africain (1980-1981).
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :
- 9.475.20 Publier l'inventaire sous forme de tableaux d'assemblage répertoriés du continent africain;
- 9.475.21 Publier les documents définitifs relatifs à cet inventaire et l'évaluation préliminaire des travaux d'adaptation du réseau géodésique africain.
- d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.475.27 Réunion ayant pour objet de mettre au point un ensemble optimal de spécifications pour les futurs travaux cartographiques (1981);
- 9.475.29 Colloque sur le rôle des levés géodésiques, et notamment des nouvelles techniques d'établissement des levés géodésiques, dans le développement de la topographie et de la cartographie, aux niveaux sous-régional et régional (1980).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec le Siège de l'ONU, la CESAP, l'OUA, le Centre de formation en matière de levés intégrés organisé par l'UNESCO et le Centre international de formation aux levés aériens, le CRDI, l'Association géologique africaine, l'Association cartographique africaine, l'Union géodésique et géophysique internationale et l'Association hydrogéologique internationale.

9.476 Etablissement de cartes spécialisées et activités connexes

Autorisation :

Première, deuxième et troisième conférences cartographiques régionales pour l'Afrique.

But du projet :

Etablir un programme de coopération et définir des spécifications communes pour les cartes topographiques à grandes échelles et pour certaines cartes thématiques déterminées.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- 9.476.01 Dresser des cartes régionales et sous-régionales relatives aux ressources sociales, économiques et naturelles, et en particulier à l'hydrogéologie, aux ressources minérales, au pétrole, au gaz naturel et réviser les cartes existantes; organiser des expositions de cartes.

II. PROGRAMME REGIONAL

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.476.20 Rassembler des cartes et autres documents cartographiques pour le Centre de documentation et de référence cartographique;

- 9.476.21 Etablir et publier une liste trimestrielle de cartes numérotées.

d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.476.27 Réunion ayant pour objet l'élaboration de définitions communes pour certaines cartes thématiques (1980);

- 9.476.28 Séminaire d'initiation et voyage d'études sur le rôle de la topographie et de la cartographie dans le développement économique (1981).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec le Siège de l'ONU, la CESAP, l'OUA, l'UNESCO, le CRDI, l'Association cartographique africaine, l'Union géodésique et géophysique internationale et l'Association hydrogéologique internationale.

9.477 ENVIRONNEMENT

C. MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES RESSOURCES PHYSIQUES

9.478 Identification des principaux problèmes d'environnement en Afrique et recherche de solutions

Autorisation :

Recommandation 36 du Séminaire d'Addis-Abéba; recommandations 104(a), 95(d) et 53 de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement; résolution 2997(XXIV) de l'Assemblée générale; résolutions 238(XI), 239(XI) et 280(XII) de la Conférence des ministres.

But du projet :

Favoriser une prise de conscience des principaux problèmes que pose l'environnement dans les établissements humains : exploitation des ressources naturelles de façon à préserver la qualité de l'environnement; identification des polluants et mesures de lutte; éducation et information en matière d'environnement; effets des considérations météorologiques sur le développement.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.478.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Continuer à fournir aux Etats membres des services consultatifs afin d'assurer de manière viable le bon fonctionnement des organes nationaux chargés de la gestion de l'environnement et aider les Etats membres qui ne possèdent pas de mécanismes nationaux à créer de tels organes pour préserver et améliorer leur environnement;
- ii) Aider les Etats membres à identifier les sources de pollution d'origine industrielle et biologique en vue de lutter contre la pollution des eaux, de contrôler l'introduction d'industries polluantes sur le continent et de contrecarrer les effets de la pollution marine des côtes africaines;
- iii) Aider les Etats membres à former de la main-d'oeuvre, des planificateurs, des responsables et des législateurs pour s'occuper des problèmes locaux d'environnement et coopérer avec les organismes chargés de mettre au point des programmes relatifs à l'environnement dans l'enseignement extra-scolaire et de renouveler les programmes existants;

- iv) Aider les divers organismes à exécuter le programme de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat), à appliquer les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur la désertification, à conserver les ressources naturelles et à lancer le tourisme en Afrique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.478.02

Etudier, puis suivre constamment de près l'état de l'environnement en Afrique et son évolution, et en particulier les transformations résultant des projets relatifs au développement en vue d'établir des rapports périodiques (1980);

9.478.03

Etudier les problèmes que posent les phénomènes dus au sous-développement de la région africaine, qui sont susceptibles d'affecter l'environnement en vue d'éliminer la pauvreté et les inégalités dans la répartition de la fortune de façon à améliorer le niveau de vie (1980);

9.478.04

Etudier, du point de vue de l'environnement, les incidences du réseau de routes transafricaines sur l'exploitation des ressources naturelles dans chacune des cinq régions d'Afrique desservies par des MULPOCs en vue d'évaluer les transformations socio-culturelles (1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.478.20

Le secrétariat rassemblera des renseignements sur la législation existante en matière de protection de l'environnement en Afrique et fera office de centre régional d'information en ce qui concerne tous les aspects de l'environnement, en collaboration avec le PNUE.

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec le PNUE, l'UNESCO, la FAO, les diverses divisions de la CEA (la Division de l'agriculture, la Section du logement de la Division de l'industrie, la Division des ressources naturelles, la Division des transports, des communications et du tourisme et la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre) ainsi qu'avec tous les MULPOCs.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de l'Afrique du Nord (Tanger)

b) Etudes :

9.478.05

Etudier les aspects mésologiques du développement de l'industrie métallurgique et sidérurgique, de l'industrie chimique de base utilisant des sous-produits de raffinage du pétrole et des agro-industries, en vue

de lutter contre la pollution lors de l'évacuation des déchets de façon à fournir des recommandations communes aux gouvernements avec la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie (Etude réalisée en commun avec le MULPOC de Lusaka) (1980);

9.478.06

Etudier les problèmes de l'environnement liés à l'exploitation des ressources en eaux souterraines aux fins des projets d'irrigation des cultures, de façon à compléter le programme de la Division des ressources naturelles relatif aux ressources en eau (1981).

MULPOC de la Communauté des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

9.478.07

Evaluer les répercussions sur l'environnement du développement du tourisme dans la Communauté des pays des Grands Lacs en vue de fournir des avis sur les mesures de conservation à prendre, en coopération avec le Groupe du tourisme de la Division des transports, des communications et du tourisme (1981);

9.478.08

Etudier les aspects mésologiques de l'exploitation des ressources énergétiques telles que le méthane au Lac Kivu, la tourbe dans la vallée de l'Akanyï, l'énergie éolienne et solaire et l'énergie hydro-électrique dans la Communauté des pays des Grands Lacs (en coopération avec la Division des ressources naturelles) afin de fournir aux gouvernements des rapports sur les effets de cette exploitation sur l'environnement (1980).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

9.478.09

Etudier les phénomènes susceptibles d'affecter l'environnement et les bouleversements socio-culturels dus aux pratiques en vigueur en Afrique australe en ce qui concerne la main-d'oeuvre migrante en vue d'améliorer les conditions de travail de façon à relever le niveau de vie (en coopération avec la Division de la population de la CEA et le PNUE) (voir également 9.478.03) (1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.478.21

Aider le MULPOC de l'Afrique de l'Ouest à rédiger son bulletin d'information en fournissant des documents sur l'état de l'environnement dans la région.

9.480 POPULATION

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

9.481 Aspects pertinents des politiques et programmes de population dans le cadre de développement économique et social

Autorisation : Résolution 2211(XXI) de l'Assemblée générale; résolution 1347(XLV) du Conseil économique et social; rapport sur la neuvième session de la Commission (E/4651 par. 517-524); rapport sur la sixième session de la Conférence des statisticiens africains (E/CN.14/CAS.6/27); rapport du Groupe d'experts de la population (E/CN.14/POP/23); première et seconde sessions de la Conférence des démographes africains; première réunion de la Conférence des ministres [résolution 230(X)]; deuxième réunion de la Conférence des ministres et troisième réunion de la Conférence des ministres [résolution 273(XIX)]; Plan d'action mondial sur la population.

But du projet : L'objectif de ce sous-programme est d'amener les gouvernements africains à prendre davantage conscience des problèmes que posent à court et à long terme les différents aspects de la structure démographique et les mouvements et l'évolution de la population, de les aider à formuler et à appliquer des politiques démographiques efficaces et à intégrer l'élément population dans la planification du développement.

Il est de plus en plus urgent que l'on prenne mieux conscience des problèmes démographiques et de la nécessité d'élaborer des politiques en ce domaine car le taux de croissance démographique que connaît l'Afrique demeure élevé et ne diminuera probablement pas assez rapidement au cours des prochaines décennies, la structure démographique continue à se modifier en faveur des jeunes, ce qui ne manque pas de soulever des problèmes au niveau de l'enseignement, de l'emploi et de la production et enfin les déplacements de population des zones rurales vers quelques grands centres urbains avec les graves conséquences économiques et sociales qu'ils entraînent risquent de s'intensifier.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.481.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981):

- i) Elaborer, appliquer et évaluer des politiques et programmes démographiques nationaux dans le cadre d'une aide à la planification du développement économique et social et mettre en oeuvre les recommandations du Plan d'action mondial sur la population.

ii) Aider les pays à fournir les services nécessaires aux séminaires nationaux sur le rôle de la population dans le développement économique et social.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes

9.481.03

Achèvement de l'étude sur les incidences de l'évolution de la croissance, de la structure et du mouvement de la population sur la planification du développement économique et social (1980-1981) - voir également 9.481.26; 9.481.28; et 9.241.02 et 9.241.04;

9.481.05

Achèvement des études sur l'ampleur des migrations, leur évolution et les politiques suivies en ce domaine, sur l'urbanisation et la répartition de la population et sur leurs rapports avec le développement économique et social des régions où se produisent ces phénomènes (1980-1981) (voir également 9.481.26; 9.291.06; 9.291.28; 9.531.04; 9.531.05 et 9.531.28);

9.481.09

Etude comparative des programmes de planification de la famille de certains pays (1981-1982). (Voir également 9.482.28 en collaboration avec la Division du développement social).

9.481.10

Etude des politiques suivies par certains pays en matière de main-d'oeuvre dans la perspective de l'évolution démographique de ces pays (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981):

9.481.26

Réunion d'un groupe d'experts consacrée aux incidences de l'évolution de la croissance, de la structure et du mouvement de la population sur la planification du développement économique et social (1981).

9.481.27

Deuxième Conférence africaine sur la population (1981) (en collaboration avec la Division de la statistique et l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population).

Programmes apparentés :

Une collaboration étroite sera maintenue avec le Siège de l'ONU et d'autres organismes compétents des Nations Unies aux fins d'exécution du projet susmentionné ainsi qu'avec les Divisions de la statistique, du développement social et de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

9.481.06

Etude des politiques suivies au plan international en matière de migration et de leurs effets sur les mouvements de travailleurs migrants dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1980-1981).

9.482

Dynamique de la population et développement économique et social

Autorisation :

Résolution 2211(XXXI) de l'Assemblée générale; résolution 1347(XLV) du Conseil économique et social; rapport sur la neuvième session de la Commission (E/4651, par. 517-524); rapport sur la sixième session de la Conférence des statisticiens africains (E/CN.14/CAS.6/27); rapport du Groupe d'experts de la population (E/CN.14/POP/23); première et seconde sessions de la Conférence des démographes africains; première réunion de la Conférence des ministres [résolution 230(X)]/; seconde réunion de la Conférence des ministres; troisième réunion de la Conférence des ministres [résolution 273(XII)]/; Plan d'action mondial sur la population.

But du projet :

Mettre au point, expérimenter et appliquer des techniques de recherche démographique adaptées au développement de l'Afrique; étudier et évaluer les facteurs responsables des taux de croissance démographique et des changements intervenus dans la structure de la population afin d'aider à concevoir des politiques socio-économiques et à planifier le développement socio-économique.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.482.01

a) Assistance aux pays et territoires (1981-1982) :

Définir les inter-actions entre tendances démographiques et développement socio-économique; effectuer des études méthodologiques pertinentes; concevoir et réaliser des enquêtes démographiques et analyser leurs résultats; évaluer et mettre à jour les données; et appliquer les recommandations du Plan d'action mondial sur la population.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.482.02 Etablissement de projections démographiques et notamment évaluation, mise à jour et analyse de données démographiques (1980-1981).
- 9.482.04 Etudes sur la mortalité, ses niveaux, ses tendances et sa structure et élaboration de tables de mortalité (1980-1981) (ce projet doit être incorporé au projet 9.482.21). Voir également 9.291.06; 9.291.26; 9.291.28; 9.531.04 et 9.531.05;
- 9.482.05 Etude de l'évolution démographique de la population active et plus particulièrement des taux d'activité féminine (1980).
- 9.482.07 Etudes des niveaux, structures, différences et tendances en matière de fécondité et des facteurs socio-culturels qui les influencent ainsi que de leurs incidences sur le développement (1980-1983) (ce projet doit être incorporé aux projets 9.241.04 et 9.531.02). Un nouveau séminaire est prévu pour 1983.
- 9.482.08 Etude du mariage, de son évolution et de ses rapports avec la fertilité (1981).
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :
- 9.482.20 Série des "Etudes sur la population en Afrique" (1980-1981);
- 9.482.21 Etablissement de bibliographies (1980-1981);
- 9.482.22 Manuel à l'usage des travailleurs sociaux traitant tout spécialement des questions démographiques (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.482.26 Conférence des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains (quatrième session de la Conférence des démographes africains) (1980);
- 9.482.27 Réunion régionale interinstitutions de coordination consacrée à la population (1981);
- 9.482.28 Réunion d'organisations non rattachées à l'ONU qui s'intéressent aux activités menées en matière de population en Afrique (1981);
- 9.482.29 Groupe d'experts chargés d'effectuer une étude démographique pour des pays africains (1981) (voir 9.482.02);

Programmes apparentés :

Une collaboration étroite sera maintenue avec le Siège de l'ONU et d'autres organismes compétents des Nations Unies aux fins d'exécution du projet susmentionné ainsi qu'avec les Divisions de la statistique, du développement social et de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA et le Centre africain de formation et de recherche pour la femme.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

9.482.08

Etude démographique des populations nomades (1980) (en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel et le PNUE). Ce projet doit être incorporé au projet 9.482.21;

9.482.09

Etude des rapports entre d'une part la mortalité infantile et juvénile et d'autre part les niveaux et la structure de la fécondité dans certains pays africains (1980) (ce projet doit être incorporé aux projets 9.241.04 et 9.531.02);

9.483

Formation et recherche à l'échelon régional

Autorisation :

Résolution 2211(XXI) de l'Assemblée générale; mandat de la Commission; rapport sur la neuvième session de la Commission (E/4651 par. 522); rapport sur la sixième session de la Conférence des statisticiens africains; rapport du Groupe d'experts de la population; première et deuxième sessions de la Conférence des démographes africains; première réunion de la Conférence des ministres /résolution 230(X)/; deuxième réunion de la Conférence des ministres /résolution 273(XII)/.

But du projet :

Aider les gouvernements à former des démographes en les encourageant à tirer pleinement parti des centres régionaux de formation démographique d'Accra, de Yaoundé et du Caire et des instituts nationaux existants et à utiliser les installations de recherche de ces instituts. Chaque pays devrait pouvoir former au moins un démographe par an comme l'ont recommandé les participants à la réunion régionale africaine faisant suite à la Conférence mondiale de la population qui s'est tenue à Lusaka en 1975.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.483.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

Formation démographique dans des établissements nationaux, inscription de la démographie aux programmes de formation destinés aux économistes, planificateurs, médecins, infirmiers et aux membres des professions apparentées; maintien de l'aide apportée aux centres régionaux de formation et de recherche démographiques d'Accra (pour les pays anglophones) et de Yaoundé (pour les pays francophones) et, partiellement au Centre du Caire; application de la recommandation du Plan d'action mondial sur la population relative à la formation.

Programmes apparentés :

Une collaboration étroite sera maintenue avec le Siège de l'ONU et d'autres organismes compétents des Nations Unies aux fins d'exécution du projet susmentionné ainsi qu'avec les divisions de la statistique, du développement social, de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA et les établissements de formation de la région.

9.500 ADMINISTRATION PUBLIQUE ET FINANCES

9.501 Mise en place des institutions et des moyens en matière d'administration et de gestion nécessaires au développement

Autorisation :

Résolutions 172(VIII), 202(IX), 274(XII) et 307(XIII) de la Commission; résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale; résolutions 1977(LIX) et 2018(XLI) du Conseil économique et social.

But du projet :

Aider les Etats membres, au moyen de services consultatifs et techniques, d'études et de la formation de personnel, à mettre en place des institutions ainsi que des moyens en matière d'administration et de gestion, efficaces et dynamiques, aux fins du développement économique et social. Examiner, par conséquent, les politiques et les mesures adoptées par les gouvernements, les structures administratives et les arrangements institutionnels en vue de l'administration du développement et fournir des directives pour leur réforme et leur renforcement et pour la bonne gestion et le bon fonctionnement des entreprises et des institutions publiques.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

Politiques et planification aux fins de l'administration et de la gestion publiques

9.501.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Evaluer les politiques, les programmes et les structures et procédures administratives visant à améliorer l'efficacité et la productivité de l'administration publique et de la gestion des institutions et des entreprises publiques;
- ii) Contribuer à l'élaboration de mesures de réforme concernant certaines structures administratives, institutions s'occupant du développement et procédures et pratiques administratives, y compris l'établissement de services nationaux de gestion en vue de la rénovation, de la restructuration et de l'amélioration continues de l'efficacité opérationnelle des structures et institutions centrales et locales actuelles;
- iii) Organiser des cours et des stages de formation et des séminaires à l'intention des fonctionnaires de niveau moyen et élevé visant à améliorer leur compétence, leur attitude envers leur travail et leur rôle et à les familiariser avec les techniques modernes de gestion et les méthodes de travail applicables à la fonction publique;

- iv) Fournir un appui technique à l'Institut africain d'administration publique et de gestion dans le domaine des programmes de formation conçus pour améliorer le rendement des fonctionnaires et des ~~cadres des entreprises publiques;~~
- v) Collaborer avec l'Association africaine pour l'administration publique et la gestion pour encourager le perfectionnement des aptitudes professionnelles des fonctionnaires et des cadres des entreprises publiques et privées à l'aide d'études, de publications et de séminaires annuels;
- vi) Fournir des services consultatifs sur la manière d'améliorer le rendement et la rentabilité des entreprises publiques et d'accorder à l'Etat un droit de regard plus étendu sur elles ainsi que sur diverses difficultés de gestion auxquelles se heurtent ces entreprises;
- vii) Entreprendre des études et mettre au point des modèles pour l'organisation, la dotation en personnel et le fonctionnement de structures gouvernementales ou de ministères donnés correspondant à des secteurs critiques des efforts nationaux de développement;
- viii) Missions de promotion consultative et de négociation en vue de la création d'entreprises multinationales africaines et de la promotion de la coopération entre les entreprises publiques africaines.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.501.02

Etudes des structures, de la dotation en personnel, du fonctionnement et des problèmes d'organisation des institutions et organismes publics à l'échelon central et local, organisations intergouvernementales comprises, sous l'angle de l'efficacité :

Etude des problèmes d'organisation et de gestion des organisations intergouvernementales africaines (1980);

9.501.03

Etudes sur les problèmes fondamentaux et les difficultés opérationnelles des services publics africains :

- i) Rôle d'animation de la fonction publique dans les efforts nationaux de développement, nouvelles tâches et modifications nécessaires des structures du secteur public, dotation en personnel, procédures opérationnelles etc. (1980);
- ii) Pratiques de gestion et méthodes de travail en vue d'un accroissement de la productivité des services publics africains (1981);

iii) Moral, dévouement et attitude envers le travail dans les services publics africains (1981);

iv) Professionalisme, satisfaction dans l'emploi et motivation du service public (1980-1981);

Entreprises publiques

9.501.04 Etudes sur le rôle d'animation, le développement, la gestion et l'efficacité opérationnelle des entreprises publiques africaines, en ce qui concerne en particulier les divers mécanismes qui pourraient remplacer les entreprises publiques et qui assureraient une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources en vue d'une plus grande productivité (1981);

9.501.05 Etude des expériences réalisées dans l'utilisation des "Holdings" pour la gestion efficace des entreprises publiques, de leur adaptation à la situation africaine et des conditions de leur utilisation, dans le contexte africain (1981);

Gestion du développement

9.501.06 Etude des politiques et des pratiques de la mise en valeur, de la motivation, de l'utilisation et de la gestion des ressources humaines dans les services publics africains (1980-1981);

9.501.07 Etude des problèmes administratifs, de gestion et institutionnels que posent la traduction des idées et des politiques de développement en projets concrets et la planification, l'exécution et l'évaluation des projets et des programmes de développement (1980-1981);

Gestion des achats et des fournitures

9.501.08 Etudes des problèmes et des pratiques de la gestion des services publics d'achats et de fournitures :

i) Monographies et identification des problèmes se rapportant à l'organisation, à la dotation en personnel, à la gestion et à la réforme des services publics de gestion des achats et des fournitures, y compris les services consultatifs pour les secteurs critiques (1980-1981);

ii) Mise à jour des manuels et révision de la réglementation concernant les procédures et les pratiques types à utiliser pour la formation des fonctionnaires et pour le fonctionnement plus efficace des services de gestion des achats et des fournitures dans les Etats africains (1980-1981).

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.501.26 Réunions d'experts chargés d'étudier le type de service public dont l'Afrique a besoin (1981);

9.501.27 Journées d'étude ou séminaires nationaux et sous-régionaux sur les réformes des structures gouvernementales :

- i) Qualité et efficacité de certains organismes et structures publics par rapport aux fonctions de développement (d'après les conclusions du projet 9.501.02) (1980-1981);
- ii) La structure, la gestion, les fonctions de développement, la dotation en personnel et le financement de l'administration locale dans le contexte du développement national (1980);
- iii) Les problèmes fondamentaux et les difficultés opérationnelles des services publics africains (1981) (d'après les conclusions du projet 9.501.03).

9.501.28 Mesures à prendre pour promouvoir l'établissement d'un centre africain pour l'analyse détaillée des politiques du secteur public et les études stratégiques :

- i) Continuation des études en vue d'établir les plans du centre (1980);
- ii) Création et développement du centre (1981).

9.501.29 Voyages d'étude organisés à l'intention de hauts fonctionnaires des administrations centrales et locales sur les mesures de réforme administrative et leur application dans certains pays africains et sur les services d'amélioration de la gestion (1980-1981);

9.501.30 Programmes de formation à la gestion et au développement des entreprises publiques à l'intention des ressortissants des pays africains les moins avancés (1980-1981) :

- i) Divers programmes de formation dans des entreprises industrielles et commerciales d'autres pays africains (voir projet 9.264.27);
- ii) Stages de formation nationaux et multinationaux sur la gestion des entreprises publiques.

9.501.31 Journées d'étude à l'intention des fonctionnaires des finances et des directeurs financiers des organismes semi-publics et des entreprises publiques sur la normalisation et l'amélioration des méthodes de comptabilité et de gestion financière (1980-1981);

9.501.32

Journées d'étude et séminaires régionaux et sous-régionaux à l'intention des administrateurs et des cadres supérieurs dans les secteurs critiques suivants :

- i) Exécution, gestion et évaluation des projets (1981);
- ii) Administration du développement et gestion des programmes à l'échelon local et des diverses régions du pays (séminaires à l'intention des fonctionnaires des administrations locales, 1980-1981);
- iii) Problèmes administratifs de la formulation, de l'exécution et de l'évaluation des plans (1980-1981);
- iv) Méthodes efficaces de gestion du personnel et motivation du personnel (1980-1981);
- v) Identification des problèmes de gestion, leur évaluation et mesures visant à y remédier (1980-1981).

9.501.33

Formation du personnel à l'administration du développement et à la gestion des projets : formation théorique de courte durée offerte aux fonctionnaires africains responsables de la gestion des projets, dans le cadre de la coopération technique multinationale et bilatérale et des projets de développement parrainés par les gouvernements en Afrique (1980-1981);

9.501.34

Développement de la capacité de gestion des services publics d'achats et de fournitures :

- i) Organisation de stages de formation nationaux et sous-régionaux aux techniques de la gestion des fournitures et des achats (en collaboration avec la Division des questions commerciales et les universités africaines appropriées) (1980-1981) (voir projet connexe dans le secteur du commerce);
- ii) Encouragement de la création et du développement d'associations nationales de responsables de la gestion des fournitures et des achats publics (1980-1981);
- iii) Colloques régionaux à l'intention des responsables des organisations publiques et semi-publiques sur les politiques nationales d'achats et de fournitures et sur le commerce intra-africain (en collaboration avec la Division des questions commerciales) (1980-1981);
- iv) Réunions de l'Organisation africaine d'achats et de fournitures (en collaboration avec la Division des questions commerciales) (1980-1981).

Programmes apparentés :

En collaboration avec la Division de l'administration et des finances publiques du Siège, l'Union internationale des administrations locales, le Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement, l'Association africaine pour l'administration publique et la gestion, les universités et instituts africains d'administration publique et de développement de la gestion et avec la Division de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.501.35

Réunions de négociation sur la transformation de l'Institut de gestion de l'Afrique de l'Est en Institut de gestion de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, puis réunions à propos du fonctionnement de cet institut.

- Réunions du Conseil d'administration et du Conseil académique de l'Institut (1980-1981).

9.510

Mise en place et gestion de systèmes budgétaires et fiscaux

Autorisation :

Résolutions 168(VIII), 207(X) et 218(X) de la Commission et résolution 2018(LXI) du Conseil économique et social.

But du projet :

Aider les Etats membres à mettre en place des systèmes efficaces de gestion des finances publiques et à accroître la capacité en ce domaine et en particulier encourager les améliorations de la gestion budgétaire et du contrôle financier, des politiques fiscales, de l'administration fiscale et de la comptabilité et de la vérification des comptes publics.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.510.01

- a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

Fournir des services consultatifs dans le domaine des politiques, des procédures et des arrangements administratifs en vue de l'amélioration de la gestion budgétaire et financière, y compris l'administration et les réformes fiscales; entreprendre des études et fournir des services consultatifs aux gouvernements et à leurs organismes sur la gestion et le

fonctionnement efficaces des institutions financières et organiser des programmes de formation à l'intention des fonctionnaires des services budgétaires, financiers et fiscaux.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.510.02

Etudes portant sur les améliorations des systèmes budgétaires et de la gestion financière :

- i) Etude visant à identifier les besoins prioritaires de diverses catégories de spécialistes de la gestion des finances publiques et des finances des entreprises commerciales et à déterminer si les services de formation nationaux et régionaux sont susceptibles de pouvoir satisfaire les besoins identifiés (1980-1981);
- ii) Monographies et étude des méthodes actuelles de contrôle du budget de l'Etat et des méthodes efficaces de contrôle des dépenses publiques qui pourraient être instaurées (1980-1981);
- iii) Etude des possibilités de mettre en place et de faire fonctionner un système de vérification de l'efficacité dans l'utilisation des ressources publiques (1980-1981).

9.510.03

Etudes de la réforme et du renforcement des régimes fiscaux et de la perception et de la gestion des recettes :

- i) Etude des moyens d'améliorer les méthodes de planification de la réforme fiscale et l'organisation de l'administration fiscale dans les pays africains (1980-1981);
 - ii) Etude des régimes fiscaux de certains pays africains pour apporter des améliorations et suggérer l'introduction de mesures innovatrices permettant d'accroître les recettes en vue du développement (1980-1981).
- a) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et réunions de groupes d'experts (1980-1981) :

9.510.26

Journées d'étude et séminaires nationaux sur la politique, la législation et l'administration fiscales et la gestion budgétaire (sur demande) (1980-1981);

9.510.27

Journées d'étude et séminaires régionaux et sous-régionaux sur la politique, la législation et l'administration fiscales (Afrique de l'Ouest, 1980, Afrique du Centre, de l'Est et australe, 1981);

9.510.28

Journées d'étude et séminaires sous-régionaux sur l'harmonisation et la gestion des plans et des budgets d'équipement et sur les phases d'établissement de budgets-programmes ou de budgets fonctionnels (Afrique de l'Ouest, 1981, Afrique centrale et du Nord 1980);

9.510.29

Cours de formation à l'administration financière à l'intention de responsables faisant partie d'organismes internationaux et intergouvernementaux africains (1980-1981);

9.510.30

Séminaires sur l'imposition des sociétés, multinationales et autres, devant étudier plus particulièrement :

i) les incitations fiscales de la croissance économique;

ii) l'établissement d'une convention sur les accords tendant à éviter la double imposition avec les pays développés, en fonction des directives établies par le groupe ad hoc d'experts (1981);

9.510.31

Encourager la création et le développement d'associations régionales ou sous-régionales de fonctionnaires des finances et d'agents fiscaux et tenue de conférences régionales d'agents fiscaux et de fonctionnaires des finances africains (1980-1981).

Programmes apparentés :

En collaboration avec la Division de l'administration et des finances publiques du Siège, le Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement, la Division des questions commerciales et financières internationales et la Division de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA. On élaborera des projets intéressant directement les sous-régions et on les exécutera en étroite collaboration avec les MULPOCs.

9.515 POLITIQUES ET INSTITUTIONS FISCALES, MONETAIRES ET FINANCIERES

A QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

Coopération intra-africaine dans le domaine des politiques fiscales
et monétaires et des questions bancaires

Autorisation :

Résolution 3202(S-VI) de l'Assemblée générale et résolutions
30(III) et 87(V) de la CEA.

But du projet :

Promouvoir la transformation de la structure de production et
faciliter la coopération économique et financière dans la région,
permettre de réaliser des économies d'échelle au niveau institutionnel,
appuyer le commerce intra-africain et instituer les meilleurs rapports
financiers et monétaires possibles entre la région et le reste
du monde.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.515.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

Fournir des services consultatifs à l'Association des banques
centrales africaines ainsi qu'aux Etats membres qui en font la demande
dans le domaine de la coopération fiscale, monétaire et bancaire.

Assurer le service des réunions de l'Association des banques
centrales africaines.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.515.02 Etude de préaisabilité en vue de la mise en place d'un système
régional de paiements (1981);

9.515.03 Etudes de préaisabilité en vue de la création de banques multi-
nationales de développement dans les secteurs minier et industriel
(1980-1981);

9.515.04 Etude de pré faisabilité en vue de l'adoption d'une unité de compte unique tant pour les opérations de compensation que pour le règlement des soldes (1980-1981);

9.515.05 Examen et évaluation biennale des incidences de la situation monétaire et financière internationale sur les pays africains, et notamment étude périodique des incidences des fluctuations des taux d'échange des principales monnaies sur la balance des paiements des pays africains et évaluation des incidences à long terme des différents arrangements concernant la dette sur les pays africains (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.515.26 Réunions des directeurs et des chefs des systèmes de paiements et de compensation de la région chargés d'examiner les conclusions des études entreprises au sujet des systèmes de paiements (1981);

9.515.27 Conférences des gouverneurs africains à l'occasion des réunions annuelles conjointes FMI/BIRD aux fins d'examen et d'évaluation de la situation monétaire et financière internationale du point de vue des pays africains (1980-1981);

9.515.28 Réunions d'un groupe d'experts chargé d'examiner l'adoption d'une unité de compte monétaire unique (1981);

9.515.29 Assurer le service des réunions de l'Association des banques centrales africaines (1980-1981).

Programmes apparentés :

Collaboration avec la BAD, l'Association des banques centrales africaines, le Centre africain d'études monétaires, le FMI, la BIRD, la CNUCED, la Division de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA, la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie et la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture.

9.520 SCIENCE ET TECHNIQUE

A. QUESTIONS D'ORDRE GENERAL ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

9.521 Elaboration de politiques, de mécanismes et de moyens pour la mise au point, le transfert et l'adaptation de techniques

Autorisation :

Résolutions 1083(XXXIX), 1900(LVII) du Conseil économique et social; résolutions 206(IX) de la Commission et 248(XI) de la Conférence des ministres; résolution 87(IV) de la quatrième session de la CNUCED et résolutions 3362(S-VII) et 3507(XXX) de l'Assemblée générale.

But du projet :

Favoriser la prise de conscience à l'échelon de la région du rôle de la science et de la technique en ce qui concerne l'instauration d'un nouvel ordre scientifique et technique international dans le cadre du nouvel ordre économique international; renforcer les moyens dont disposent les Etats membres, individuellement et collectivement, pour développer la science et la technologie et les utiliser efficacement aux fins du développement national; aider les gouvernements à formuler des politiques et à mettre en place des institutions permettant de tirer le meilleur parti de la technologie importée; encourager la collaboration entre pays en développement dans les domaines de la science et de la technique.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.521.01

a) Assistance aux pays, territoires et groupements multinationaux (1980-1981) :

- i) Concevoir et créer des centres nationaux et sous-régionaux de technologie;
- ii) Appuyer les opérations du Centre régional africain de technologie;
- iii) Appuyer les opérations de l'Organisation régionale africaine de normalisation;
- iv) Planifier et exécuter le programme d'action découlant de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement;
- v) Mettre en place des institutions de recherche-développement et des systèmes d'innovation et renforcer ceux qui existent déjà;
- vi) Mettre au point des techniques adaptées aux problèmes et aux besoins des populations rurales;

- vii) Mettre au point des méthodes et créer des mécanismes permettant de formuler des politiques et des plans dans le domaine de la science et de la technique et de les intégrer dans le processus de planification nationale;
- viii) Elaborer des dispositions réglementaires et mettre en place des mécanismes permettant de réglementer le transfert de techniques;
- ix) Populariser la science et la technique et leur rôle dans le développement national dans les pays d'Afrique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.521.02 Etude des incidences des activités de recherche-développement au niveau local sur le développement national dans certains pays africains (1980);
- 9.521.03 Etude des rouages gouvernementaux existant dans certains pays africains pour coordonner l'élaboration des politiques et la planification dans le domaine de la science et de la technique (1981).
- d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.521.27 Séminaire consacré aux méthodes et mécanismes de planification des éléments scientifiques et technologiques des plans de développement nationaux (1981);
- 9.521.33 Réunion du Groupe africain du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (1980).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'UNESCO, le Bureau de la science et de la technique de l'ONU, la CNUCED, l'OIT, l'ONUDI, l'OMPI, l'IDRC, l'OUA et les divisions intéressées de la CEA.

9.522 Formation du personnel scientifique et technique

Autorisation :

Résolutions 2318(XXII) de l'Assemblée générale; 1083(XXXIX) et 1155(XLI) du Conseil économique et social; 158(VIII) de la Commission et 238(XI) de la Conférence des ministres.

But du projet :

Elaborer des programmes de formation, organiser des cours et créer des établissements pour la formation du personnel scientifique et technique.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.522.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981)
- i) Procéder à une refonte des programmes scientifiques et techniques en vigueur dans les universités et les instituts de technologie;
 - ii) Promouvoir la coopération entre les universités et établissements de recherche-développement, aux échelons national et régional;
 - iii) Promouvoir la coopération entre les universités et l'industrie dans le domaine de la formation et de la recherche-développement;
 - iv) Promouvoir la coopération entre les universités et l'industrie en vue d'améliorer les qualifications professionnelles du personnel enseignant des universités et des instituts de technologie.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.522.02 Evaluer les moyens d'enseignement et de formation supérieurs dans les domaines scientifiques et techniques où ils font cruellement défaut (1980);
- 9.522.03 Etude des besoins en main-d'oeuvre dans certains domaines scientifiques et techniques bien déterminés (science et technique marines, 1980);
- 9.522.04 Création de groupes d'étude des méthodes de production au sein des écoles d'ingénieurs des universités africaines (1980).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'UNESCO, l'OIT, l'OUA et les divisions intéressées de la CEA.

- 9.523 Intensification de la coopération régionale et interrégionale dans le domaine de la science et de la technique

Autorisation :

Résolutions 1155(XLI) du Conseil économique et social; 158(VIII) de la Commission et 238(XI) de la Conférence des ministres.

But du projet :

Intensifier les relations entre le personnel scientifique et technique des pays africains et les liens entre les activités entreprises dans ces domaines de façon à faciliter une action concertée et la collaboration dans les domaines de la recherche-développement et de la formation ainsi que dans la recherche de solutions aux problèmes scientifiques et techniques présentant un intérêt sur le plan multinational.

Catégorie A

Travaux

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.523.01 a) Assistance aux pays, aux territoires, aux institutions régionales et aux groupements multinationaux (1980-1981) :
- i) Pour créer des institutions régionales et sous-régionales et renforcer celles qui existent déjà :
- développement de la science et de la technologie marines en Afrique - projet commun CEA/UNESCO;
 - conférence des Chefs des secrétariats des organisations qui s'occupent des politiques scientifiques et techniques en Afrique - projet commun CEA/UNESCO.

II. PROGRAMME REGIONAL

- d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.523.26 Réunion intergouvernementale d'experts en science et technologie marines;

9.523.27 Réunions d'organes scientifiques et techniques du système des Nations Unies, comme par exemple le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, le Sous-comité scientifique et technique du CAC, le Comité de la science et de la technique au service du développement (ONU), l'UNESCO, la CNUCED, l'OMPI, l'OIT, l'OUA, et les divisions intéressées de la CEA.

Programmes apparentés :

Collaboration étroite avec l'UNACAST, le Sous-comité de l'ACC de la science et de la technologie, l'UNCSTD, l'UNESCO, la CNUCED, l'OMPI, l'OIT et les divisions compétentes de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de la Communauté des Grands Lacs (Gisenyi) et MULPOC de l'Afrique du Centre (Yaoundé)

9.523.28 Création d'un Centre de développement et d'utilisation du matériel scientifique.

9.530

DEVELOPPEMENT SOCIAL

9.531

Politiques, planification et recherches sociales

Autorisation : Mandat de la Commission; résolutions 36(XXI) et 88(V) de la Commission; résolutions de la troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales; recommandations adoptées par la Commission du développement social à sa 22ème session; résolution 2460(XXIII) de l'Assemblée générale et résolution 1406(XLVI) du Conseil économique et social.

But du projet : Analyser les tendances sociales et les principaux facteurs et problèmes sociaux dans leurs rapports avec le développement économique en Afrique, en vue de déterminer leurs effets sur la planification et les mesures d'ordre politique ayant pour objet de favoriser les changements sociaux, institutionnels et technologiques;

Aider les Etats membres à renforcer leurs politiques sociales et à les intégrer dans leurs politiques nationales de développement;

Coopérer avec les institutions existantes et favoriser la création de nouvelles institutions qui auraient à poursuivre des recherches et des activités de formation sur des sujets influant sur les facteurs socio-économiques qui interviennent dans le développement;

Contribuer aux rapports périodiques de l'Organisation des Nations Unies et de la Commission consacrés à la situation sociale dans le monde et à l'étude des conditions économiques et sociales en Afrique.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.531.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981)

i) Déterminer les répercussions sociales des plans et programmes nationaux de développement et renforcer les politiques sociales nationales dans le cadre des plans de développement des pays, sur la base desquels des mesures réalisables seront prises pour favoriser un développement socio-économique et technologique unifié;

ii) Pourvoir à des services consultatifs en matière de politiques et de planification sociales aux pays qui en font la demande.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes:

9.531.02

Examen des tendances sociales et des principaux problèmes du développement social pour servir de base à la contribution à l'"Etude des conditions économiques et sociales en Afrique" et aux rapports de l'Organisation des Nations Unies sur la situation sociale dans le monde (1980-1981);

- 9.531.03 Etude des effets des moyens d'information sur la communication en milieu rural et en milieu urbain et de leur intérêt dans le cadre d'une stratégie tendant à la transformation sociale des différentes couches de la population (1980) (projet apparenté 9.556.05 et activité consécutive 9.531.26);
- 9.531.04 Détermination et étude des institutions traditionnelles, dont les systèmes de sécurité sociale et étude de l'importance de leur développement pour l'action tendant à favoriser la transformation socio-économique (1981)
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.531.26 Réunion de travail sur les influences sociales et les facteurs sociaux intervenant dans la mise en place de moyens d'information efficaces à l'intention des communautés africaines (1980);
- 9.531.27 Poursuite des efforts tendant à la création du Centre africain de recherches appliquées et de formation pour le développement social qui doit être établi à Tripoli (Libye); convocation de la réunion inaugurale du Conseil d'administration et organisation des programmes de formation et de recherches (1980-1981);
- 9.531.28 Quatrième Conférence des ministres africains des affaires sociales (1981).

**Programmes
apparentés :**

Coopération et collaboration avec la DTCD, la DAFGM, la Division de la population, les institutions spécialisées des Nations Unies, le FISE, l'OMS, l'IPAD, le Centre régional de recherches appliquées et de formation pour le développement social, les institutions de recherches et de formation et les universités.

9.532 Développement rural intégré

Autorisation : Mandat de la Commission et résolutions 197(IX), 238(XI) et 321(XIII) de la Commission; recommandations de la Conférence régionale sur la politique harmonisée de développement rural en Afrique (1969) et de la Réunion inter-gouvernementale sur la politique, la planification, l'organisation, le financement et la gestion du développement rural intégré (1978).

But du projet : Faire connaître aux populations la politique multidisciplinaire et inter-disciplinaire du développement rural et en encourager l'adoption; aider les gouvernements à développer et à améliorer la vie et les institutions rurales, avec les aspects sociaux des mesures de réinstallation en milieu rural et de réforme agraire, l'approvisionnement en eau, la vulgarisation agricole, la vulgarisation dans les domaines de la santé et de la nutrition, les facilités de crédit en faveur de la production, les petites industries, l'accès aux centres commerciaux, les moyens de communication de masse, la mobilisation de la population active rurale et la participation de la population aux programmes de développement locaux, les coopératives et les systèmes de commercialisation et les autres institutions rurales appelées à accroître les moyens et les revenus des familles rurales;

Aider les Etats membres à planifier, à organiser, à administrer et à analyser du point de vue critique les programmes de développement rural intégré;

Favoriser la coordination des travaux de la Commission et de ceux des diverses institutions internationales, dont les institutions des Nations Unies et les organisations bénévoles compétentes dans les divers aspects du développement rural;

Relancer les réunions et les activités du Comité régional interinstitutions du développement rural;

Dans le cadre du secrétariat de la CEA, élaborer et coordonner les politiques, les stratégies et les programmes de la Commission, en vue d'établir une base pour les projets communs de développement rural intégré entre divisions.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.532.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pourvoir à des services consultatifs et à une assistance technique en faveur des Etats membres qui en font la demande pour les projets de développement rural intégré et pour la planification, l'organisation, le financement et la gestion de leurs programmes nationaux;

ii) Aider les organisations bénévoles internationales et nationales à déterminer, à formuler et à gérer les projets de développement rural (lancés ou à lancer sous les auspices de ces institutions dans la région) et à en analyser les résultats du point de vue critique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.532.02

Examiner les programmes et les politiques de développement rural et industriel des Etats de l'Afrique australe qui fournissent des travailleurs migrants afin de déterminer les domaines où une assistance financière et matérielle est nécessaire pour communiquer une impulsion aux moyens de production et à l'emploi dans ces pays (avec la collaboration du MULPOC de Lusaka) (1980-1981);

9.532.03

Etude des méthodes utilisées pour déterminer, mettre au point, mettre à l'épreuve, lancer et assurer l'acceptation de techniques sociales et matérielles améliorées et de tous autres systèmes novateurs concernant l'activité agricole, les agro-industries (de faible capacité), les programmes d'amélioration du foyer et de la santé, les réseaux de transport reliant les exploitations agricoles et les marchés et les services ruraux communs (activité commune du Groupe de travail interdivisions comprenant les divisions de l'agriculture, de l'industrie et des ressources naturelles de la CEA ainsi que le CARFF (1980-1981);

- 9.532.04 Monographies nationales concernant les programmes d'enseignement de l'école primaire en vue de l'établissement de plans d'études appropriés à l'intention des jeunes en milieu urbain aussi bien qu'en milieu rural dans le cadre du développement rural intégré.
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :
- 9.532.20 Publication trimestrielle du Bulletin du développement rural (1980-1981).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.532.26 Réunions semestrielles du Comité régional interinstitutions du développement rural intégré (1980-1981);
- 9.532.27 Réunions trimestrielles du Groupe de travail interdivisions du développement rural intégré (1980-1981);
- 9.532.28 Réunion de travail régionale sur l'utilisation et l'application efficaces des techniques au village en vue d'un accroissement de la productivité (1980);
- 9.532.29 Séminaire régional de formation sur la participation des populations et les institutions rurales (1980-1981);
- 9.532.30 Voyages d'étude dans certains pays de la région pour montrer aux participants quelques projets de développement rural intégré, suivis de séminaires de courte durée sur les divers aspects du développement rural intégré (1980-1981);
- 9.532.31 Stages de courte durée à l'intention de hauts fonctionnaires du développement rural sur les méthodes de planification, d'organisation, de financement et de gestion des projets de développement rural intégré (1980-1981);
- 9.532.32 Stages de courte durée à l'intention de hauts fonctionnaires du développement rural sur l'analyse critique et la surveillance des projets de développement rural intégré, l'objectif étant de déterminer les effets sur la population rurale des plans, des programmes et des projets de développement rural intégré (1980-1981).
- Programmes apparentés :
- Collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies, le PNUD, la FAO, l'UNESCO, le BIT, le FISE, l'OMS, les organisations bénévoles internationales, la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie, la Division des ressources naturelles et la Division de la population.

9.533 La jeunesse et la protection sociale

Autorisation : Résolution 170(VIII) de la Commission et résolutions 2497(XXIV) et 3022(XXVII) de l'Assemblée générale.

But du projet : a) Formuler des directives pour aider les gouvernements à lancer et à développer des politiques et des programmes en faveur de la jeunesse, plus particulièrement ceux qui tendent à augmenter les possibilités d'emploi;
b) Favoriser et coordonner les organisations et les associations de développement au niveau des pays et sur le plan régional;
c) Formuler des directives pour aider les gouvernements à favoriser et à formuler des politiques et des programmes de protection sociale, plus particulièrement dans les domaines de la protection de la famille et de l'amélioration de la vie familiale.

Catégorie A

Travaux : I. PROGRAMME GENERAL

9.533.01 a) Assistance aux pays et territoires aux fins suivantes (1980-1981) :
i) Renforcer les politiques, l'administration et les institutions nationales en faveur de la jeunesse; pour favoriser la coopération entre les associations et les groupes de jeunes sur le plan régional et formuler des directives destinées à aider les gouvernements à lancer et à renforcer des politiques et des programmes orientés vers l'emploi, plus spécialement ceux qui ont pour objet l'intégration sociale et les chances économiques, et des programmes de formation des jeunes aux fonctions de responsabilité;
ii) Pourvoir à des services consultatifs en faveur des Etats membres qui en font la demande, en ce qui concerne plus particulièrement la planification et l'organisation de programmes de protection de la famille et de l'enfance et leur intégration dans la politique générale de développement national, et la création d'institutions nationales d'action sociale.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.533.02 Achèvement de l'étude des politiques et des programmes en faveur des jeunes en Afrique et des besoins correspondants en matière de formation et des mesures complémentaires nécessaires (1980);

9.533.03 Etude des caractéristiques des politiques de protection de la famille et de l'enfance en Afrique, de l'organisation et de l'administration correspondantes, en vue de la mise à jour de l'édition de 1976 des Services de protection de la famille et de l'enfance en Afrique (1980) (voir 9.482.11);

- 9.533.04 Etude des facteurs essentiels et économiques et de l'infrastructure intervenant dans l'exécution des programmes de planification de la famille dans les communautés urbaines et les communautés rurales et élaboration d'un plan d'action africain pour la protection de la famille et le développement (1980);
- 9.533.05 Etude des services de réadaptation en Afrique, en tant que contribution de la CEA à l'Année internationale en faveur des personnes frappées d'invalidité (1980-1981).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.533.26 Séminaire régional sur la formation aux services en faveur de la jeunesse (1980);
- 9.533.27 Colloque régional sur la famille et l'enfance et sur les aspects de la planification de la famille et de l'amélioration de la vie familiale relevant de la protection sociale - en tant que prolongement du projet 9.533.04 (1981);
- 9.533.28 Colloque régional sur l'Année internationale en faveur des personnes frappées d'invalidité (1981).
- Programmes apparentés : Collaboration étroite avec le FISE, le FNUAP, l'OMS, l'UNESCO, le BIT, la Fédération internationale pour le planning familial, l'AISS, l'AAES et le CARFF et toutes les divisions compétentes de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC d'Afrique du Nord (Tanger)

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.533.26 Séminaire sous-régional de formation consacré aux animateurs de la jeunesse et à l'épanouissement des jeunes (1981).
- 9.534 Centre africain de recherches et de formation pour la femme (CARFF)
- Autorisation : Résolutions 3520(XXX), 3523(XXX), 31/136 et 32/138 de l'Assemblée générale, résolution 269(XII) de la Commission, Plan d'action dans le sens des objectifs de l'Année internationale de la femme, Programme de l'Organisation des Nations Unies pour la Décennie 1976-1985 et recommandations de la Conférence régionale sur l'exécution des plans d'action pour l'intégration des femmes au processus de développement et du Comité régional africain de coordination.

But du projet : Favoriser l'avancement des femmes en leur qualité de ressources humaines indispensables aux efforts de développement des pays africains :

En inculquant des compétences techniques aux organismes nationaux et sous-régionaux chargés de l'intégration des femmes au processus de développement dans les domaines où le besoin s'en fait sentir et accroître ces compétences;

En développant les compétences des jeunes filles et des femmes et accroître les possibilités d'emploi en leur faveur;

En mobilisant les services de femmes qualifiées au bénéfice d'autres femmes dans leur propre pays et des autres Etats membres de la Commission qui en font la demande;

En contribuant à la détermination de nouveaux domaines d'activité de nature à engendrer des revenus et pourvoir aux besoins institutionnels des femmes dans le secteur de l'artisanat et de la petite industrie;

En travaillant dans le cadre du réseau de coopération des Nations Unies à l'intégration des femmes au processus de développement.

Le projet a en outre pour objet de faciliter la coopération entre les institutions des Nations Unies et les autres organisations travaillant dans la région par la participation au Groupe de travail interinstitutions de l'intégration des femmes au processus de développement en Afrique et par des services offerts à ce groupe.

Catégorie A

Travaux :

I. PROGRAMME GENERAL

9.534.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Poursuivre l'assistance aux pays pour la création d'organes nationaux chargés de l'intégration des femmes au processus de développement (1980-1981);

ii) Aider les comités sous-régionaux et les organes nationaux à déterminer, à formuler, à planifier et à analyser du point de vue critique les projets et les programmes consacrés aux recherches, à la formation et aux publications et à organiser des programmes nationaux de volontaires (1980-1981);

iii) Entreprendre des missions chargées de formuler et d'analyser du point de vue critique des projets et des programmes (1980-1981);

iv) Aider les pays à équiper de compétences les jeunes filles qui n'ont pas fréquenté l'école grâce à un enseignement et à une formation extra-scolaire et à accroître les possibilités d'emploi en leur faveur (1980-1981);

v) Aider les pays à formuler des stratégies et des programmes nationaux pour l'emploi des femmes dans des activités productrices de revenus et pour l'institution de systèmes d'emplois indépendants dans l'artisanat et la petite industrie (1980-1981);

vi) Elaborer des projets pilotes dans les sous-régions pour le développement rural intégré, axés plus particulièrement sur des compétences spécialisées à inculquer aux femmes (1980-1981);

vii) Aider les pays à créer des coopératives de consommation, de production et de commercialisation à l'intention des femmes (1980-1981);

viii) Favoriser l'octroi de bourses d'études aux femmes dans les domaines qui touchent aux besoins des pays africains en matière de développement, compte tenu plus particulièrement à l'intégration des femmes au processus de développement (1980-1981);

ix) Offrir des stages au Centre à l'intention du personnel travaillant à des programmes orientés vers la femme et le développement (1980-1981);

x) Organiser des programmes de femmes africaines volontaires entre les Etats membres de la Commission et appuyer l'organisation de programmes de volontaires nationaux (1980-1981);

xi) Encourager les organes nationaux voués aux femmes et au développement à incorporer dans leurs programmes de travail des éléments d'orientation et de consultation pour pourvoir aux besoins des jeunes filles de plus en plus nombreuses qui ne fréquentent pas l'école (1980-1981).

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

Etudes destinées à faciliter l'établissement et l'exécution des projets dans les domaines suivants : les femmes rurales en tant que productrices de denrées alimentaires, aspects de la vie familiale et de la population, condition juridique de la femme, techniques applicables au foyer et aux activités agricoles pour les femmes, activités productrices de revenus, participation des femmes aux coopératives, situation de la femme dans l'enseignement scolaire et extra-scolaire, indicateurs de l'intégration des femmes au processus de développement, mentalités influant défavorablement sur l'intégration pleine et entière des femmes au processus de développement, dont leur représentation par les grands moyens d'information et établissement de bibliographies nationales sur les rôles des femmes.

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

Poursuivre la rédaction et la diffusion des résultats de recherches, de rapports des réunions de travail, des séminaires et autres voyages d'étude nationaux, sous-régionaux et régionaux et rapports concernant l'expérience tirée du programme des femmes africaines bénévoles (1980-1981);

9.534.02

9.534.20

- 9.534.21 Publication de rapports et de monographies par pays, de bulletins d'information et d'autres renseignements de nature à faciliter la diffusion de renseignements sur les femmes africaines et le développement (1980-1981);
- 9.534.22 Rédaction de manuels à l'usage des instructeurs affectés aux programmes d'amélioration de la qualité de la vie (1980-1981);
- 9.534.23 Création de centres de regroupement et de diffusion des techniques au village (1980-1981);
- 9.534.24 Etablissement de diapositives, de bandes magnétiques, de bandes-vidéo et autres auxiliaires pédagogiques à l'usage des instructeurs et des moyens de communication et de diffusion travaillant en faveur des femmes dans les zones rurales (1980-1981);
- 9.534.25 Etablissement d'un répertoire des organisations se consacrant aux programmes de femmes bénévoles dans la région et d'un manuel à l'usage des volontaires dit Les femmes africaines bénévoles (1980-1981).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.534.26 Poursuivre la formation en cours d'emploi des cadres de maîtrise des échelons intermédiaires dans les domaines de la nutrition et du développement rural pour les pays d'expression française à l'Institut panafricain de développement (1980-1981);
- 9.534.27 Réunions de travail et voyages d'étude nationaux portant sur des besoins bien déterminés, par exemple emmagasinage et préservation des produits alimentaires, techniques au village, petites entreprises, organisation de coopératives, administration publique, planification des communications et des programmes, reclassement des travailleurs aux salaires modestes, commercialisation, vie et santé familiales, espacement des naissances et tous autres sujets applicables, sur demande (voir projets 9.534.04 et 9.534.05);
- 9.534.28 Stages de formation ou réunions de travail sur les besoins particuliers des femmes appartenant aux mouvements de libération africains ou aux pays récemment libérés;
- 9.534.29 Réunions de travail à l'intention du personnel affecté aux programmes d'enseignement extra-scolaire en faveur des jeunes filles qui ne fréquentent par l'école (1980-1981);
- 9.534.30 Réunion du Comité régional africain de coordination (1980-1981);
- 9.534.31 Réunions du Groupe de travail interinstitutions de l'intégration des femmes au processus de développement en Afrique (1980-1981);
- 9.534.32 Participation à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1980).

Programmes Collaboration étroite avec le FNUAP, le CDSA, les ONG, le PNUD,
apparentés : le FISE, la FAO, l'IPAD, l'OUA, le SOCAT et les divisions compétentes
de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC d'Afrique du Nord (Tanger)

b) Etudes :

9.534.03 Projet pilote de développement rural intégré axé principalement sur
les techniques et l'artisanat au village - Maroc (1980);

9.534.04 Regroupement de bibliographies nationales annotées - Egypte (1980);

9.534.05 Etudes socio-économiques des projets en cours d'exécution tendant à
l'introduction de nouvelles techniques en Egypte, en Algérie et au Maroc
(1980);

9.534.06 Recherches préliminaires pour une étude des plans de développement
nationaux tendant à déterminer si ces plans prennent en considération la
contribution des femmes (Tunisie, Maroc, 1981);

9.534.07 Etude des garderies d'enfants, dans les zones rurales en particulier,
en vue du lancement de projets pilotes destinés à aider les femmes rurales
(1980);

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.534.26 Convocation de réunions de planificateurs du développement et autres
experts compétents pour un examen du rôle des femmes, compte tenu plus
spécialement de la transformation rurale et des conditions à remplir pour
obtenir que le rôle des femmes soit intégré dans les plans de développement
(1980);

9.534.27 Formation aux disciplines des coopératives à l'intention des femmes
exerçant des fonctions de responsabilité dans les zones rurales (Soudan,
Egypte, Libye)(1980);

9.534.28 Réunion de travail sur la formation orientée vers les mesures à prendre
pour permettre aux femmes de s'intégrer dans de meilleures conditions au
processus de développement et d'améliorer les normes familiales (Algérie)
(1980);

9.534.29 Services d'experts-conseils pour le renforcement des organismes natio-
naux et pour l'établissement de programmes intégrés en faveur des femmes
(Maroc, Algérie, Egypte) (1980);

- 9.534.30 Voyages d'étude à l'intention des femmes exerçant des fonctions de responsabilité pour des échanges d'idées et pour l'acquisition de connaissances empiriques sur les programmes et projets en faveur des femmes et des jeunes filles par l'intermédiaire de représentants d'organismes nationaux bien établis (Libye, Maroc, Algérie, Egypte) (1980).

Communauté des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

- 9.534.08 Voyage d'étude sous-régional à l'intention des femmes exerçant des fonctions de responsabilité pour une étude des organismes et des projets nationaux en faveur des femmes et des jeunes filles (1980).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.534.31 Formation spécialisée aux compétences applicables à la création de motifs de tissus (Zaïre 1979); organisation de coopératives par l'intermédiaire d'une formation à la gestion et à la commercialisation (Zaïre) (1980);

- 9.534.32 Formation sous-régionale pour l'élaboration, l'exécution et l'examen critique des propositions de projets (1981);

- 9.534.33 Réunion du Comité sous-régional d'intégration des femmes au processus de développement (1980);

- 9.534.34 Voyages d'étude sous-régionaux à l'intention des femmes exerçant des fonctions de responsabilité pour une étude des organismes nationaux et des projets en faveur des femmes et des jeunes filles (1980).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.534.09 Etudes des structures des coopératives existantes et établissement de plans modèles permettant de pourvoir aux besoins des femmes (1980);

- 9.534.10 Etude de mesures de protection et d'appui à l'intention des industries textiles, compte tenu plus spécialement des rôles exercés par les femmes (1980);

- 9.534.11 Etude portant sur les problèmes des filles ne fréquentant pas l'école (trois pays de la sous-région) (1980);

- 9.534.12 Etude des techniques traditionnelles et des projets pilotes de développement intégré axés sur les techniques et l'artisanat au village (Ethiopie) (1980);

- 9.534.13 Enquêtes sur les garderies en Tanzanie, en Zambie, au Botswana, au Mozambique et aux Seychelles (1980);

9.534.14

Monographies des plans nationaux de développement pour permettre de déterminer si la contribution des femmes y est prise en considération (1980)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.534.35

Formation spécialisée pour l'impression des tissus au pochoir à la main, l'artisanat, la création des motifs de tissus (Zambie, Ethiopie, Lesotho, Seychelles) (1980);

9.534.36

Formation préliminaire et complémentaire dans les domaines de la nutrition, de la puériculture, des garderies, des techniques simples, des techniques d'enquête pour les femmes appartenant aux mouvements de libération d'Afrique australe (Lusaka). Bourses de perfectionnement à l'intention des femmes d'Afrique australe dans les domaines où les besoins se font sentir (1980);

9.534.37

Séminaires nationaux sur la création d'organismes nationaux ou le renforcement de ceux qui existent sur les services d'experts-conseils nécessaires à l'établissement de programmes intégrés en faveur des femmes (Somalie, Ethiopie) (1980);

9.534.38

Voyages d'étude à l'intention des femmes exerçant des fonctions de responsabilité pour des échanges d'idées et l'acquisition de connaissances empiriques sur les programmes et les projets en faveur des femmes et des jeunes filles par l'intermédiaire de représentants d'organismes nationaux bien établis (Kenya, Malawi, Ouganda, Lesotho, Souaziland) (1980).

9.534.39

Réunion du Comité sous-régional d'intégration des femmes au processus de développement (1980-1981);

9.534.40

Convocation de réunions de planificateurs du développement et d'autres experts compétents pour un examen du rôle des femmes, compte tenu plus particulièrement de la transformation rurale et des conditions à remplir pour que le rôle des femmes soit intégré dans les plans de développement.

MULPOC de l'Afrique du Centre (Yaoundé)

b) Etudes :

9.534.15

Analyse des politiques nationales concernant la petite industrie, la production et la commercialisation des articles artisanaux (deux pays, 1980);

9.534.16

Etude en profondeur des plans de développement pour déterminer si les contributions des femmes y sont prises en considération (deux pays, 1980);

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.534.41

Séminaires nationaux sur la création d'organismes nationaux ou le renforcement de ceux qui existent : Tchad (1980) et services d'experts-conseils pour l'établissement de programmes intégrés en faveur des femmes : (Empire centrafricain, Gabon, 1980);

- 9.534.42 Voyage d'étude sous-régional à l'intention des femmes exerçant des fonctions de responsabilité pour une étude des organismes et des projets en faveur des femmes et des jeunes filles (1980);
- 9.534.43 Réunions de travail nationales pour la formation en matière de coopératives et de commercialisation à l'intention des producteurs et des femmes qui vendent au marché (Congo, Cameroun, 1980);
- 9.534.44 Réunion de travail sous-régionales à l'intention des femmes exerçant des fonctions de responsabilité sur la planification, la coordination et l'exécution des projets (1980);
- 9.534.45 Réunions du Comité sous-régional de l'intégration des femmes au processus de développement (1980).
- MULPOC d'Afrique de l'Ouest (Niamey)
- b) Etudes :
- 9.534.17 Etude en profondeur sur les compétences productrices de revenus pour les femmes (poterie, sériciculture, artisanat) [Nigéria, Haute-Volta (1979) Mali, Niger (1980)];
- 9.534.18 Etude au titre d'un projet pilote de l'environnement des places de marché traditionnelles (Ghana, Zaïre, 1980);
- 9.534.19 Etude de l'entreprise artisanale privée (sous-régionale, 1980).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.534.46 Séminaires nationaux sur la création d'organismes nationaux ou le renforcement de ceux qui existent [Sierra Leone, Libéria, Cap-Vert, Guinée-Bissau (1979), Niger (1980)] et services d'experts-conseils pour l'établissement de programmes intégrés en faveur des femmes [Gambie, Togo (1979), Sierra Leone (1980)];
- 9.534.47 Voyages d'étude à l'intention des femmes exerçant des fonctions de responsabilité pour des échanges d'idées et l'acquisition de connaissances empiriques sur les programmes et les projets en faveur des femmes et des jeunes filles par l'intermédiaire de représentants d'organismes nationaux bien établis [Gambie, Guinée, Bénin, Libéria, Mali (1979), Niger, Nigéria, Togo, Mauritanie (1980), Sierra Leone, Guinée-Bissau, Cap-Vert, Haute-Volta (1981)];

9.534.48

Réunions de travail nationales pour la formation dans des domaines bien déterminés où des besoins se font sentir, à savoir : emmagasinage et préservation des produits alimentaires (Togo, 1979), organisation de coopératives et commercialisation pour les petites entreprises telles qu'artisanat, teinturerie et impression sur batik, poterie [Gambie (1979), Côte d'Ivoire, Sénégal (1980)]; formation aux méthodes simples de comptabilité et à la gestion, techniques de vulgarisation, techniques au village, planification des programmes et préparation des projets [Bénin, Côte d'Ivoire, Sierra Leone (1980), Mali, Mauritanie, Libéria, Sénégal (1981)];

9.534.49

Réunions de travail nationales itinérantes pour la formation des instructeurs et des planificateurs travaillant à des programmes d'amélioration de la qualité de la vie, sur demande [Mali, Togo, Gambie, Mauritanie (1979), Sénégal, Bénin, Haute-Volta (1980), Libéria, Ghana, Nigéria, Sierra Leone (1981)];

9.534.50

Réunion du Comité sous-régional d'intégration des femmes au processus de développement (1980).

9.540 STATISTIQUES

Autorisation : Résolution 2211(XXI) de l'Assemblée générale, résolutions 37(LVII), 2054(LXII) et 2055(LXII) du Conseil économique et social; Conférence des ministres de la CEA, Comité exécutif et Comité technique d'experts; Conférence des statisticiens africains.

But du projet : Développer et coordonner les services de statistique dans la région africaine pour répondre à la nécessité croissante de disposer de renseignements statistiques pour l'administration, l'industrie, l'élaboration des politiques et la planification du développement économique et social.

Mettre en place un cadre régional de renseignements statistiques, soutenu par des études détaillées, pourvoyant une représentation suffisamment complète de la situation économique et sociale en Afrique.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.541. Activités générales de coordination et de développement

9.541.01 Services de secrétariat à la douzième session de la Conférence des statisticiens, démographes et planificateurs africains (1981); soutien technique des projets entrepris directement par la Conférence (1980-1981);

9.541.02 Poursuite de l'examen des problèmes d'organisation des statistiques dans la région, rédaction de rapports périodiques, avec les mesures auxiliaires nécessaires selon les besoins (1980-1981);

9.541.03 Publication biennale du Répertoire des statisticiens africains et de la Bibliographie des publications statistiques africaines et publication périodique du Bulletin de statistique;

9.541.04 Tenue d'un inventaire du matériel de traitement électronique de l'information, des ressources en personnel et des applications correspondantes dans la région et diffusion d'analyses et d'examens critiques périodiques (1980-1981);

9.541.05 Coordination des activités de la banque de données; il est prévu que la banque de données comprendra un service de référence documentaire très étoffé (1980-1981);

9.542 Formation

9.542.01 Soutien des centres nationaux et régionaux de formation statistique et diffusion de rapports bisannuels sur la formation statistique en Afrique (1980-1981);

9.542.02 Mesures complémentaires prolongeant le Programme de formation statistique pour l'Afrique, avec le concours du Bureau de statistique des Nations Unies, du PNUD, etc..

9.543 Comptes nationaux, finances et prix

9.543.01 Assistance aux pays pour l'application du Système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies et pour l'établissement de séries de base; services consultatifs régionaux pour les comptabilités nationales (1980-1981);

9.543.03 Etablissement d'une base de données de comptabilité nationale, avec les statistiques financières, en faisant appel le cas échéant aux estimations du secrétariat (en coordination avec les autres activités applicables du système des données des Nations Unies) (1980-1981);

9.543.04 Etablissement d'un système coordonné de statistiques africaines des prix, aux niveaux de la production, de la vente en gros, des achats locaux, de l'exportation et du marché mondial (avec le concours du Bureau de statistique des Nations Unies). Les informations utilisées seront les statistiques des prix fournies régulièrement par les pays africains, plus des renseignements plus détaillés concernant certains produits primaires; les parités en pouvoir d'achat des monnaies africaines (avec le concours de l'Etude de comparaison internationale). Etablissement de coefficients déflateurs sectoriels pour la comptabilité nationale et des autres séries statistiques concernant l'Afrique (1980-1981);

9.543.05 Statistiques des opérations extérieures; constitution d'une banque de données avec les méthodes auxiliaires nécessaires (1980-1981);

9.543.06 Statistiques du secteur public : constitution d'une banque de données avec les méthodes auxiliaires nécessaires (1980-1981); analyse des statistiques du secteur public (1980);

9.543.08 Analyse des tableaux entrées-sorties concernant certains pays (1980).

9.544 Statistiques du commerce extérieur

9.544.01 Assistance pour l'amélioration de la couverture des statistiques du commerce national et des méthodes correspondantes et pour l'amélioration des délais de publication (1980-1981);

9.544.02 Regroupement des statistiques trimestrielles pour la publication périodique des "Statistiques africaines du commerce extérieur", série A (courants commerciaux d'ensemble) (1980-1981);

9.544.03 Traitement des statistiques annuelles du commerce des produits de base par pays en unités normalisées de valeur et de quantité (avec le concours du Bureau de statistique des Nations Unies); utilisation des dossiers correspondants pour l'établissement d'une base de renseignements sur le commerce extérieur; publication deux fois par an des Statistiques africaines du commerce extérieur, série B (Echanges par produit et par pays) (1980-1981);

9.544.04 Préparation de tableaux spéciaux, etc., pour faciliter le développement du commerce africain, compte tenu plus spécialement des échanges intra-africains et des termes de l'échange; publication périodique des Statistiques africaines du commerce extérieur, série C (tableaux récapitulatifs) (1980-1981).

9.545 Statistiques industrielles

9.545.01 Assistance aux divers pays pour l'application des recommandations internationales concernant les statistiques industrielles et pour l'amélioration de la couverture de ces statistiques et des délais de publication (1980-1981); groupe de travail des statistiques industrielles (1981);

9.545.02 Etablissement d'une base de données concernant les statistiques générales annuelles et les statistiques de production annuelle et mensuelle par produit dans les domaines de l'industrie extractive, de l'industrie manufacturière, de la construction, de l'électricité, du gaz et de l'eau; cette base de données comprendra des bilans de l'énergie (1980-1981);

9.545.03 Poursuite des études statistiques sur la productivité, la structure et le développement des industries manufacturières en Afrique, les coefficients de capital, la transformation sur place des matières premières en vue de l'exportation et les relations entre la production et les échanges de biens manufacturés africains (1980-1981).

9.546 Autres statistiques économiques

9.546.01 Agriculture : établissement d'une base de données comprenant des chiffres provenant de la FAO et d'autres sources (1980-1981);

9.546.02 Transports et communications : établissement d'une base de données et assistance aux pays pour l'application des méthodes (avec le concours du Bureau de statistique des Nations Unies et des autres institutions, dans le contexte particulier de la Décennie des transports et communications) (1980-1981); groupe de travail des statistiques des transports (1980); étude de la mesure des mouvements des transports routiers du point de vue des méthodes à appliquer (1980-1981); études statistiques du transport aérien (1980) et des flottes de la marine marchande africaine (1981);

- 9.546.03 Tourisme : établissement d'une base de données et définition des méthodes auxiliaires nécessaires (1980-1981);
- 9.546.05 Rédaction de l'Annuaire statistique pour l'Afrique, des "Indicateurs économiques africains" (annuel) et du "Bulletin d'information statistique et économique pour l'Afrique" (périodique) (1980-1981);
- 9.547. Statistiques démographiques et sociales
- 9.547.01 Soutien des services consultatifs portant sur les recensements de population et le Programme africain pour l'aptitude aux enquêtes sur les ménages, qui portera sur l'emploi, les autres activités productives, le ~~revenu~~, la consommation et les dépenses et les renseignements sociaux et démographiques correspondants; autres services consultatifs dans le domaine des statistiques démographiques et sociales (1980-1981);
- 9.547.02 Etudes méthodologiques : étendue et qualité des statistiques démographiques et sociales en Afrique (1980), notions, définitions et classifications concernant certains secteurs des statistiques démographiques et sociales (1981);
- 9.547.03 Groupes de travail et stages de formation : enregistrement des événements de l'état civil (1980), cadre de l'intégration des statistiques sociales et démographiques (1981);
- 9.547.04 Etablissement d'une base de statistiques démographiques et sociales africaines (1980-1981).
- 9.548. Services consultatifs pour les recensements
- 9.548.01 Services consultatifs pour la planification et l'exécution des recensements nationaux de la population et du logement (avec le concours du Siège des Nations Unies); formation en cours d'emploi des techniciens locaux sous la direction de conseillers régionaux (1980-1981);
- 9.548.02 Etudes méthodologiques : analyse critique des erreurs de recensement du point de vue de la couverture et du contenu (1980); examen des méthodes appliquées pour les recensements et les enquêtes en Afrique (1981);
- 9.548.03 Groupes de travail : analyse critique des erreurs de recensement du point de vue de la couverture et du contenu (1980).

9.549. Programme africain pour l'aptitude aux enquêtes sur les ménages

- 9.549.01 Services consultatifs pour la planification et l'exécution des programmes nationaux intégrés d'enquêtes sur les ménages (avec le concours du Bureau de statistique des Nations Unies) (1980-1981);
- 9.549.02 Définition des méthodes à appliquer pour recueillir sans interruption des statistiques intégrées, économiques, sociales et démographiques sur les ménages (1980-1981);
- 9.549.03 Participation à la coordination de l'assistance internationale et bilatérale aux pays participants (1980-1981).

9.550 TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME

D. SERVICES ESSENTIELS

9.551 Planification et développement des transports en Afrique

Autorisation :

Résolutions 2626(XV), 32/160 de l'Assemblée générale; 935(XXXV), 1082(XXXIX), 1202(XLII), 1804(LV) et 2097(LXIII) du Conseil économique et social; 161(VIII), 195(IX), 198(IX), 263(XII), 277(XII) et 291(XIII) de la Commission.

But du projet :

Aider les gouvernements à promouvoir des politiques nationales et multi-nationales et à établir, pour tous les modes de transport, des mécanismes appropriés permettant de les mettre en oeuvre ainsi que des systèmes de planification et des arrangements institutionnels pour la mise en oeuvre des programmes de développement des transports pendant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications, de façon à faciliter le commerce intra-africain et intra-régional et le transport sur de longues distances des matières premières et des produits semi-finis et finis conformément au programme de développement industriel de la CEA et au Plan alimentaire régional.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.551.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Aider et conseiller les pays en ce qui concerne l'élaboration des politiques, la planification et l'élaboration des programmes et des projets à mettre en oeuvre dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
- ii) Fournir des avis sur la ratification de la Convention internationale des Nations Unies sur la sécurité des transports multimodaux par conteneurs et de la Convention douanière des Nations Unies relative aux conteneurs, ou sur l'adhésion à ces conventions;
- iii) Fournir des avis sur les incidences économiques, juridiques et administratives d'un système proposé pour les opérations inter-nationales de transports combinés;

- iv) Fournir aux mécanismes intergouvernementaux permanents de chaque sous-région une assistance dans le domaine des opérations de transports combinés, en ce qui concerne : les techniques d'élaboration des politiques et de planification relatives aux systèmes de transport multimodaux; l'élaboration de politiques cohérentes à l'égard des services associés aux mouvements des marchandises dans les opérations de transports multimodaux; les aspects juridiques et douaniers et les questions d'assurance, de financement et d'organisation que comporte le projet de convention sur les transports multimodaux;
- v) Fournir une assistance aux institutions multinationales de transports telles que l'Union africaine des chemins de fer; les associations sous-régionales d'administrations portuaires, la Commission africaine de l'aviation civile ainsi qu'à d'autres institutions multinationales de transports et aux mécanismes permanents existant dans chaque sous-région en matière de transports;
- vi) Fournir une assistance pour la création, à l'échelon national et sous-régional, d'organismes consultatifs à l'intention des usagers africains des transports;
- vii) Fournir une assistance pour simplifier les formalités documentaires et autres réglementations en vigueur entre partenaires commerciaux notamment en mettant en place des groupes sous-régionaux chargés de faciliter les transports;
- viii) Fournir des avis et une assistance en ce qui concerne certains problèmes de transport propres aux pays sans littoral, aux pays insulaires et aux pays les moins avancés;
- ix) Fournir une assistance pour la création d'établissements multinationaux de formation de spécialistes des transports et coopérer avec ceux qui existent déjà;
- x) Fournir une assistance pour supprimer les obstacles non-matériels à la circulation et au commerce internationaux notamment en facilitant le transit;
- xi) Fournir une assistance aux institutions multinationales d'études et de recherche dans le domaine des transports et coopérer avec elles;
- xii) Fournir, à la demande des pays, des avis et une assistance en ce qui concerne les problèmes généraux de transport, qu'il s'agisse des programmes relatifs au développement de systèmes nationaux et multinationaux de transports, des méthodes et des techniques de planification des transports, des aspects économiques et administratifs du développement des transports, des problèmes de coordination des transports ou des autres problèmes généraux qui se posent en matière de transports;

- xiii) Procéder à des consultations avec d'autres commissions régionales (CEPAL et CESAP) au sujet des plans de développement des transports à l'échelon régional.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.551.02

Elaboration d'une stratégie de développement intégré des transports pour l'Afrique destinée à être mise en oeuvre ultérieurement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

9.551.03

Rassemblement des statistiques des transports nécessaires pour la planification, le fonctionnement et l'analyse économique des transports ferroviaires, routiers et maritimes afin de contribuer à l'élaboration du projet 9.551.02 et en vue de créer des banques de données sous-régionales à titre permanent pendant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1980-1981);

9.551.04

Etude de la situation, des tendances et des principaux problèmes de développement dans le domaine des transports; cette étude servira de base à l'élaboration de la partie de l'"Etude des conditions économiques et sociales en Afrique", qui a trait aux transports.

- d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.551.26

Séminaires sur l'organisation de services d'entretien et de réparation de matériel automobile dans les pays en développement (1980).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, l'OMCI, l'ONUDI, la BIRD, la FAO, la CNUCED, l'OACI, l'OIT, la CAFAC, les autres commissions économiques régionales, l'UAC, les associations d'administrations portuaires, le Groupe PNUD/CEA/OMCI/CNUCED de formation et de consultation pour les transports maritimes, tous les MULPOCs et toutes les divisions de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de la Communauté des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

9.551.05

Problèmes de transport liés au projet de développement économique intégré du bassin du fleuve Ruzizi.

MULPOC de l'Afrique du Centre (Yaoundé)

b) Etudes :

9.551.06

Etude de la possibilité de créer des services de transport à capitaux africains pour assurer la liaison entre les pays qui ont une façade maritime et les pays sans littoral.

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

9.551.07

Etudes concernant la mise en place de centres nationaux de réservation du fret et la création de centres multinationaux.

9.552

Développement des transports maritimes

Autorisation :

Résolutions 32/160 de l'Assemblée générale, 2097(LXIII) du Conseil économique et social, 281(XIII), 263(XII), 293(XIII), et 291(XIII) de la Commission.

But du projet :

Promouvoir le développement, aux niveaux national et multinational, de la navigation au long cours et du cabotage et en améliorer la gestion et le fonctionnement; accroître les revenus que les pays africains tirent des transports maritimes et augmenter la participation au transport des marchandises à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.552.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Fournir une assistance en ce qui concerne l'élaboration de politiques, la planification et l'élaboration de programmes et de projets dans le domaine des transports maritimes, en vue de les mettre en oeuvre dans le cadre du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
- ii) Aider à créer des compagnies maritimes nationales et multinationales et notamment des compagnies de cabotage et des compagnies assurant la liaison avec les îles;

- iii) Fournir une assistance, sur le plan des transports maritimes, pour le développement de l'industrie de la pêche en Afrique, notamment en ce qui concerne les critères à respecter pour les navires (type, stabilité, nécessité, normalisation et chargement) ainsi que pour la conservation et la commercialisation du poisson;
- iv) Aider à créer un organisme de formation dans le domaine des transports maritimes pour les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;
- v) Contribuer au développement des marines marchandes nationales et multinationales en Afrique en vue de permettre aux Etats membres de tirer parti du Code international de conduite en ce qui concerne des questions comme : les innovations techniques dans l'industrie des transports maritimes; la mise en place de services chargés des opérations de transports maritimes dans les sous-régions (Afrique du Nord, Afrique de l'Est et Afrique australe, Afrique de l'Ouest et Afrique du Centre); la nature des principales marchandises et les caractéristiques de leurs mouvements; le type de navires requis pour des raisons de viabilité et la nécessité de faire en sorte que les pays participent au maximum au transport de cargaisons de marchandises africaines.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.552.02 Etude des aspects économiques, technologiques et opérationnels du développement de l'utilisation de vracquiers pour le transport des matières premières et des produits semi-transformés en Afrique.

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, l'OMCI, la CNUCED, la FAO, tous les MULPOCs et toutes les divisions de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de l'Afrique du Centre (Yaoundé)

b) Etudes :

- 9.552.03 Etude des possibilités de création d'une compagnie maritime multinationale.

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.552.04 Etude des possibilités de création d'une compagnie de cabotage multinationale.

9.552 A Développement des ports

Autorisation :

Résolutions 32/160 de l'Assemblée générale, 2097(LXIII) du Conseil économique et social, 263(XII), 291(XIII), 299(XIII) de la Commission.

But du projet :

Promouvoir le développement des ports africains et améliorer l'efficacité de la gestion et de l'exploitation des ports grâce à la collaboration et au soutien d'institutions intergouvernementales africaines et d'autres institutions internationales s'occupant du développement et de la gestion des ports en Afrique, plus particulièrement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

- 9.552 A.01 a) Assistance aux organisations intergouvernementales, aux pays et aux territoires (1980-1981) :
- i) Fournir une assistance en ce qui concerne la formulation de politiques, la planification et l'élaboration de programmes et de projets relatifs aux installations portuaires dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
 - ii) Fournir une assistance en ce qui concerne les aspects économiques, technologiques et administratifs de la gestion, du développement et de l'exploitation des ports, et notamment la formulation de politiques, de programmes et de projets et l'élaboration de programmes de lutte anti-pollution.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.552 A.02 Amélioration de l'efficacité de l'exploitation et de la gestion de certains ports, dans le but de réduire l'encombrement, en collaboration avec l'Association des administrations portuaires;

9.552 A.03 Mise à jour des statistiques relatives aux installations portuaires et adoption d'indicateurs d'efficacité dans certains ports africains (RAF/78/Oll/17/Ol/40), en collaboration avec l'Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Centre.

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, la CNUCED, l'OIT, les Associations des administrations portuaires, tous les MULPOCs et toutes les divisions de la CEA.

9.553

Développement des transports aériens

Autorisation :

Résolutions 32/160 de l'Assemblée générale, 935(XXV), 1082(XXXIX), 1202(XLII), 1804(LV), 2097(LXIII) du Conseil économique et social, 161(VIII), 195(IX), 198(IX), 263(XII), 277(XII) et 291(XIII) de la Commission.

But du projet :

Promouvoir le développement des transports aériens, favoriser la coopération entre les compagnies aériennes et la création de compagnies aériennes multinationales; favoriser l'expansion du commerce international grâce à l'utilisation des transports aériens, en collaboration avec l'AAFRA et la CAFAC, dans le cadre des activités de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.553.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Fournir des avis et une assistance en ce qui concerne la formulation de politiques, la planification et l'élaboration de programmes et de projets dans le domaine des transports aériens au titre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
- ii) Donner des avis et fournir une assistance en ce qui concerne le développement des transports aériens nationaux et multinationaux et la mise en commun des installations et des services existants dans le domaine des transports aériens;
- iii) Aider à promouvoir le rôle des transports aériens dans le développement économique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.553.02

Evaluation des possibilités en matière de transports aériens et recherche des méthodes permettant une utilisation accrue de la capacité des moyens de transport aérien et des installations au sol sur certains itinéraires, en collaboration avec l'AAFRA et la CAFAC;

9.553.03

Etude des méthodes permettant de mettre en commun les installations et les services existants dans le domaine des transports aériens et de rationaliser les horaires des vols, à titre de premier pas vers la création de compagnies aériennes multinationales - en collaboration avec l'AAFRA et la CAFAC.

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, l'OIT, l'OACI, la CAFAC, l'AAFRA, tous les MULPOCs et toutes les divisions de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique du Centre (Gisenyi)

b) Etudes :

9.553.04

Etude du développement du fret aérien au niveau multinational et de la possibilité de créer une compagnie multinationale de fret aérien.

9.553 A

Développement des transports sur les voies d'eau intérieures

Autorisation :

Résolutions 32/160 de l'Assemblée générale, 2097(LXIII) du Conseil économique et social, 263(XII), 281(XIII), 293(XIII), 291(XIII) et 308(XIII) de la Commission.

But du projet :

Promouvoir l'aménagement des voies d'eau intérieures internationales et de la batellerie, améliorer la gestion et le fonctionnement de la batellerie et l'utilisation des voies d'eau intérieures, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.553 A.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Donner des avis et fournir une assistance dans le domaine de l'aménagement des voies d'eau intérieures et du développement de la batellerie dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

- ii) Fournir une assistance en ce qui concerne l'aménagement des voies d'eau intérieures ainsi que les politiques, les activités de planification, les programmes et les projets relatifs à l'utilisation des voies d'eau intérieures et notamment à la batellerie.

II. PROGRAMME REGIONAL

9.553 A.02

Evaluation des possibilités d'améliorer certaines voies d'eau intérieures et de les utiliser pour le transport et à d'autres fins pendant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, la FAO, l'OIT, l'ONUDI, tous les MULPOCs et toutes les divisions intéressées de la CEA.

9.553 B.

Développement des transports ferroviaires

Autorisation :

Résolutions 32/160 de l'Assemblée générale, 2097(LXIII) du Conseil économique et social, 263(XII), 293(XIII), 291(XIII) et 299(XIII) de la Commission.

But du projet :

En collaboration avec l'Union africaine des chemins de fer, promouvoir le développement des transports ferroviaires et des réseaux de chemins de fer, améliorer la gestion, l'exploitation et l'utilisation de l'infrastructure existante à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.553 B.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Donner des avis et fournir une assistance en ce qui concerne la formulation de politiques, la planification et l'élaboration de programmes et de projets dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
- ii) Aider à former des cadres et à développer les compétences en matière de planification en vue d'assurer le fonctionnement efficace des chemins de fer;

- iii) Aider à normaliser le matériel utilisé sur les réseaux africains et à coordonner les règlements et les méthodes en vigueur en ce qui concerne l'exploitation de ces réseaux.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.553 B.02

Exécution conjointe du programme technique et économique de l'Union africaine des chemins de fer qui vise à développer les chemins de fer dans le cadre du système intégré de transports en Afrique, à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, l'UAC, tous les MULPOCs et toutes les divisions de la CEA.

9.554

Routes et transports internationaux

Autorisation :

Résolutions 32/160 de l'Assemblée générale, 967(XXXVI), 1034(XXXVII), 2097(LXIII) du Conseil économique et social, 103(VI), 226(X), 275(XII), 276(XII), 291(XIII) et 298(XIII) de la Commission.

But du projet :

Promouvoir le développement des routes et des transports routiers internationaux et améliorer les techniques de planification, de conception, de construction et d'entretien des routes dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.554.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Donner des avis et fournir une assistance en ce qui concerne la formulation de politiques, la planification et l'élaboration de programmes et de projets dans le domaine des routes et des transports routiers dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
- ii) Aider à développer les routes internationales en vue d'améliorer les liaisons routières entre les pays;

- iii) Aider à développer une infrastructure routière appropriée pour le trafic international des pays sans littoral;
- iv) Aider à mettre en place un système moderne de gestion et d'administration des réseaux routiers;
- v) Aider à identifier les besoins en matière de formation et à organiser des programmes de formation, des séminaires et des voyages d'études ayant trait aux transports routiers;
- vi) Fournir une assistance aux centres de recherche routière;
- vii) Aider à créer un Centre africain de documentation technique routière en collaboration avec la Banque africaine de données;
- viii) Encourager la ratification de la Convention révisée des Nations Unies sur la circulation routière (Vienne, 1968) et du Protocole sur les signes et signaux routiers en ce qui concerne plus spécialement les routes et les transports routiers internationaux ou l'adhésion à ces accords;
- ix) Aider à supprimer les obstacles non matériels à la circulation et au commerce internationaux, notamment en facilitant le transit;
- x) Donner des avis et fournir une assistance en ce qui concerne la planification, l'organisation, la gestion et l'exploitation des transports routiers, l'évaluation des dépenses d'exploitation, l'utilisation des véhicules et la mise en place d'un système permettant d'assurer le chargement des véhicules au retour;
- xi) Fournir une assistance et des services consultatifs sur demande.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

Route transafricaine (Mombasa-Lagos)

9.554.02

Exécution du projet : établissement de rapports en vue d'engager des négociations avec les pays industrialisés et les organismes de financement qui coopèrent au projet, afin de mobiliser les ressources nécessaires pour exécuter les études techniques ou les travaux de construction requise pour des tronçons déterminés;

9.554.03

Etude complémentaire sur la création d'une Autorité de la route transafricaine et du Fonds routier correspondant : élaboration du protocole d'accord nécessaire et autres travaux préparatoires à la création et au financement de l'Autorité;

- 9.554.04 Etude complémentaire sur les obstacles non matériels à la circulation et au commerce sur la route transafricaine (y compris la mise au point d'un programme d'action visant à éliminer les obstacles non matériels);
- 9.554.05 Etudes de faisabilité et de préinvestissement de certains tronçons de routes raccordées à la route transafricaine, et établissement de rapports spéciaux en vue d'engager des négociations avec les pays industrialisés et les organismes de financement qui coopèrent au projet.
- Réseau routier ouest-africain
- 9.554.06 Etudes de faisabilité et de préinvestissement de certains tronçons de l'axe routier Dakar-Ndjamena et de son prolongement jusqu'à la mer Rouge, et établissement de rapports spéciaux en vue d'engager des négociations avec les pays industrialisés et les organismes de financement qui coopèrent au projet;
- 9.554.07 Etudes de faisabilité et de préinvestissement de certains tronçons de l'axe routier Lagos-Nouakchott et de son prolongement vers la Méditerranée (Nouakchott-Rabat), et établissement de rapports spéciaux en vue d'engager des négociations avec les pays industrialisés et les organismes de financement qui coopèrent au projet;
- 9.554.08 Etudes de faisabilité et de préinvestissement de certains tronçons de routes raccordées aux axes routiers ouest-africains, et établissement de rapports spéciaux en vue d'engager des négociations avec les pays industrialisés et les organismes de financement qui coopèrent au projet;
- 9.554.09 Etude des obstacles non matériels à la circulation et au commerce sur le réseau routier ouest-africain et mesures complémentaires à prendre pour les supprimer;
- 9.554.10 Etude relative à la création d'une Autorité du réseau routier ouest-africain et d'un Fonds routier correspondant.
- Axe routier est-africain (Le Caire-Gaborone)
- 9.554.11 Etudes de faisabilité et de préinvestissement de certains tronçons de l'axe routier est-africain et établissement de rapports spéciaux en vue d'engager des négociations avec les pays industrialisés et les organismes de financement qui coopèrent au projet;
- 9.554.12 Etudes de faisabilité et de préinvestissement de certains tronçons de routes raccordées à l'axe routier est-africain et établissement de rapports spéciaux en vue d'engager des négociations avec les pays industrialisés et les organismes de financement qui coopèrent au projet;

- 9.554.13 Etude des obstacles non matériels à la circulation et au commerce sur l'axe routier est-africain et mesures complémentaires à prendre pour les supprimer;
- 9.554.14 Etude relative à la création d'une Autorité de la route transafricaine et d'un fonds routier de l'axe est-africain.

Axe routier de l'Afrique centrale (Tripoli-Kinshasa)

- 9.554.15 Etudes de faisabilité et de préinvestissement de certains tronçons de l'axe routier de l'Afrique centrale et établissement de rapports spéciaux en vue d'engager des négociations avec les pays industrialisés et les organismes de financement qui coopèrent au projet;
- 9.554.16 Etudes de faisabilité et de préinvestissement de certains tronçons de routes de desserte raccordées à l'axe routier de l'Afrique centrale et établissement de rapports spéciaux en vue d'engager des négociations avec les pays industrialisés et les organismes de financement qui coopèrent au projet;
- 9.554.17 Etude des obstacles non matériels à la circulation et au commerce sur l'axe routier de l'Afrique centrale;
- 9.554.18 Etude relative à la création d'une Autorité de la route africaine et d'un fonds routier pour l'axe de l'Afrique centrale.

Transports routiers

- 9.554.19 Etude des possibilités d'améliorer la gestion et l'exploitation des transports routiers et notamment l'utilisation des véhicules commerciaux et l'évaluation des dépenses d'exploitation, plus particulièrement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.554.26 Réunion du Comité de coordination de la route transafricaine (Mombasa-Lagos) (1980-1981);
- 9.554.27 Réunion du Comité de coordination du réseau routier ouest-africain (1980-1981);
- 9.554.28 Réunion du Comité de coordination de l'axe routier est-africain (Le Caire-Gaborone) (1980-1981);
- 9.554.29 Réunion du Comité de coordination de l'axe routier de l'Afrique centrale (Tripoli-Kinshasa) (1980-1981).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, l'OIT, la FAO, l'ONUDI, tous les MULPOCs et toutes les divisions de la CEA.

III.. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique du Centre (Yaoundé)

b) Etudes :

9.554.02 Etude des routes de desserte et des axes primaires dans le secteur de l'Afrique du Centre de la route transafricaine.

9.555 Développement du tourisme.

Autorisation : Résolution 204(IX) de la Commission et résolution de la Conférence régionale sur le tourisme et le développement économique.

But du projet : Formuler des directives pour le développement du tourisme en Afrique afin de contribuer le plus efficacement possible aux progrès économiques et sociaux des pays africains tout en préservant leur environnement social, culturel et écologique; promouvoir le tourisme intra-africain en vue de réduire la dépendance de l'industrie du tourisme africain à l'égard du marché touristique étranger.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.555.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Fournir des services consultatifs aux Etats membres ou groupes d'Etats membres, sur leur demande, pour les aider à élaborer des programmes de développement du tourisme et des projets précis dans ce domaine, à organiser la formation professionnelle, à élaborer des statistiques du tourisme, à formuler des programmes de commercialisation et de publicité destinés aux marchés extérieurs, etc.;
- ii) Rassemblement et diffusion de données essentielles sur l'évolution et le développement du tourisme et sur l'importance numérique et la composition de la clientèle touristique de l'Afrique et des régions touristiques concurrentes et sur les itinéraires fréquentés; publication en Afrique du Bulletin annuel du tourisme en Afrique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.555.02 Etude des tarifs et des itinéraires des compagnies aériennes en Afrique (en vue d'examiner les possibilités d'instaurer progressivement une coopération entre les compagnies aériennes africaines, de renforcer les liaisons en Afrique et d'accroître la fréquence des vols, de réduire les tarifs et d'améliorer la commercialisation du tourisme africain (1980-1981);
- 9.555.03 Analyse détaillée des raisons pour lesquelles la part de l'Afrique dans l'industrie touristique mondiale est si faible (en vue de fournir un ensemble complet de directives sur la meilleure façon de supprimer les causes reconnues de ce phénomène) (1980-1981);
- 9.555.04 Analyse de coût-utilité du tourisme africain en vue d'en communiquer les résultats à la prochaine session de la Conférence régionale africaine sur le tourisme (1980-1981);
- 9.555.05 Etude des directives concernant la promotion du tourisme intra-africain (1980-1981).
- d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires, stages de formation, et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.555.26 Séminaire sur l'élaboration et l'évaluation des projets relatifs au tourisme (1980-1981);
- 9.555.27 Organisation de séminaires sous-régionaux sur les statistiques du tourisme et notamment d'enquêtes par sondage auprès des touristes qui repartent (1980-1981);
- 9.555.28 Organisation de la Conférence régionale sur le tourisme pour donner suite à la Conférence de Banjul et examiner l'état d'avancement des activités entreprises pour appliquer la résolution adoptée à ladite Conférence (1981).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec le PNUE, l'OIT, l'OMT, l'OUA, le GLE et les divisions intéressées de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOCs)

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

- 9.555.06 Application des recommandations qui seront formulées à la suite de l'étude de l'industrie du tourisme effectuée par CEDEAO.

MULPOC de l'Afrique du Centre (Gisenyi)

- 9.555.07 Etudes visant à évaluer les répercussions du développement du tourisme sur l'environnement dans les pays de la Communauté des Grands Lacs en vue de donner des conseils sur les mesures de conservation à prendre.

9.556 Communications : amélioration et développement des télécommunications

Autorisation : Résolution 32/160 de l'Assemblée générale, résolutions 278(XII), 279(XII), 281(XII), 291(XIII) et 310(XIII) de la Commission et résolution CM 675 (XXXI) de l'Organisation de l'unité africaine.

But du projet : Améliorer et développer les réseaux et services de télécommunications nationaux, sous-régionaux et régionaux de façon qu'ils soient en mesure d'assurer d'une manière plus efficace les services intérieurs et internationaux conformément à la déclaration concernant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

- 9.556.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :
- i) Aider les pays membres à planifier et à exécuter les éléments du programme de la Décennie des transports et des communications qui ont trait aux télécommunications;
 - ii) Donner des avis et fournir une assistance en ce qui concerne le perfectionnement de la main-d'oeuvre dans divers secteurs secondaires des télécommunications et notamment la radiodiffusion et les services postaux;
 - iii) Aider à exécuter intégralement la première phase du projet relatif au réseau panafricain de télécommunications, et à se procurer les ressources nécessaires pour effectuer les études de préinvestissement pour la deuxième phase de ce projet;
 - iv) Donner des avis et fournir une assistance pour accroître l'efficacité des organisations régionales et sous-régionales dans le secteur des télécommunications.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.556.02 Elaborer une stratégie pour un développement intégré des télécommunications en Afrique en vue de la mettre en oeuvre ultérieurement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1981);
- 9.556.03 Rassemblement de données statistiques et autres au niveau sous-régional de façon à contribuer à préparer les activités mentionnées à l'alinéa i) ci-dessus et également en vue de créer avant la fin de la Décennie une banque de données relatives aux télécommunications en collaboration avec la Division de la statistique de la Commission et l'Union internationale des télécommunications (UIT) (1980-1981);
- 9.556.04 Etudes sur l'Année mondiale des communications réalisées en commun par plusieurs organisations (ONU et organisations régionales) dans le cadre du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1981);
- 9.556.05 Etudes effectuées conjointement par la CEA, l'OUA, l'UIT et l'UNESCO et portant sur les services de télécommunications spatiales de la région et notamment sur la possibilité de créer un service multinational/régional de télécommunications par satellite pour les communications des services publics et pour la diffusion d'émissions scolaires et d'émissions d'information (1980-1981);
- 9.556.06 Etudes effectuées conjointement par la CEA, l'OUA, l'UIT et l'UNESCO et réalisation d'une expérience pratique de diffusion d'émissions scolaires par satellite à l'aide de satellites non commerciaux (1981);
- 9.556.07 Etude des techniques de radiodiffusion et de télévision en vue d'améliorer les communications de masse et d'élargir leur champ d'action (1980);
- 9.556.08 Etudes relatives à la création d'instituts de perfectionnement de la main-d'oeuvre dans le domaine des communications (1980-1981).
- d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.556.26 Première réunion intergouvernementale ayant pour objet de discuter d'un projet de modèle de systèmes multinational/régional de communications par satellite et des plans relatifs à l'expérience de radio-télévision par satellite (1980-1981).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'OUA, l'UIT, l'UNESCO, l'UPU, l'UNRTNA, l'UPAT et des divisions intéressées de la CEA.

9.557 Communications : amélioration des services postaux

Autorisation : Résolution 32/160 de l'Assemblée générale; résolution 291(XIII) de la Commission et résolution CM 675(XXXI) de l'Organisation de l'unité africaine.

But du projet : Aider les Etats membres à améliorer leurs services postaux pour les mettre en mesure d'assurer de manière plus efficace les services postaux intérieurs et internationaux conformément à la déclaration relative à la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

I. PROGRAMME GENERAL

Catégorie A

Travaux :

9.557.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Aider les pays membres à planifier et à exécuter les éléments du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications qui ont trait aux services postaux;
- ii) Donner des avis sur les méthodes permettant d'améliorer les services postaux par voie de surface et par avion et de mettre en place des liaisons postales plus efficaces pour l'acheminement du courrier, sur l'organisation et l'exploitation des statistiques postales, sur l'harmonisation des tarifs postaux et sur les caisses d'épargne postales;
- iii) Donner des avis et fournir une assistance de façon à améliorer l'efficacité des organisations régionales et sous-régionales dans le domaine des communications.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.557.02
- i) Elaboration d'une stratégie pour le développement intégré des services postaux en Afrique en vue de la mettre en oeuvre ultérieurement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1981);

ii) Rassemblement de données statistiques et autres au niveau sous-régional afin de contribuer à l'élaboration de la stratégie visée à l'alinéa i) ci-dessus et également en vue de créer avant la fin de la Décennie une banque régionale de données relatives aux communications postales, en collaboration avec la Division de la statistique de la Commission et l'Union postale universelle (UPU) (1980-1981);

iii) Etudes sur l'Année mondiale des communications réalisées conjointement par plusieurs organisations (ONU et autres organisations régionales) (1981).

9.557.03

Etudes portant sur la législation en vigueur en Afrique en matière de communications postales et sur les possibilités d'uniformiser les règlements et de conclure des accords régionaux sur les tarifs préférentiels (1980-1981).

d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.557.26

Réunion intergouvernementale mixte CEA/UPU sur l'uniformisation des règlements, l'acheminement du courrier et l'harmonisation des tarifs postaux (1981).

Programmes apparentés :

Etroite collaboration avec l'UPU, l'UPAT, l'APU et les divisions intéressées de la CEA.